

Les Particularités du Testament Olographe

Étude de Jurisprudence

THÈSE POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue le 5 Juin 1930 à 2 heures

PAR

MADELEINE GIRAULT

Lauréate de la Faculté de Droit de Paris

Président : M. RENÉ CASSIN, Professeur.

Suffragants : MM. ROUAST, Professeur.

ESCARRA, Professeur.

ÉDITIONS CLARTÉISTES

14, Rue Bertin-Poirée, 14 — PARIS

**Les Particularités
du Testament Olographe**

La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les thèses;
ces opinions doivent être considérées comme propres
à leurs auteurs.

Les Particularités du Testament Olographe

Étude de Jurisprudence

THÈSE POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue le 5 Juin 1930 à 2 heures

PAR

MADELEINE GIRAULT

Lauréate de la Faculté de Droit de Paris

Président : M. RENÉ CASSIN, Professeur.

Suffragants : MM. ROUAST, Professeur.
ESCARRA, Professeur.

ÉDITIONS CLARTEISTES

14, Rue Bertin-Poirée, 14 — PARIS

A ma Mère



A mon Père

Chevalier de la Légion d'Honneur

Directeur des Douanes

INTRODUCTION

De tous temps, les hommes ont éprouvé le légitime désir de disposer de leurs biens à cause de mort et de là vient l'institution très vieille du testament. Le mode olographe est le mode le plus simple de tester qui existe en droit français: il suffit, pour être valable quant à sa forme, que le testament soit écrit, daté et signé de la main de son auteur; tout individu sachant et pouvant écrire est donc en état de le confectionner.

Néanmoins, il ne faudrait pas exagérer cette facilité; l'étude du testament olographe révèle en effet une foule de questions touffues et subtiles à la complexité desquelles on ne s'attendait guère en lisant les quelques lignes où le législateur de 1804 règle toute cette matière. Chaque testateur, en effet, selon son état d'esprit et les nécessités pratiques où il se trouvait, a interprété à sa manière l'article 970 et il a donné une empreinte plus ou moins personnelle à la rédaction de ses dernières volontés. Il en résulte que les tribunaux ont dû résoudre de nombreuses questions que des héritiers déçus et parfois convaincus ont portées devant eux.

Une fois le testament rédigé, des formalités sont prévues par les articles 1006 et 1008 pour sa consécration judiciaire et son exécution; elles ont donné lieu, elles aussi, à d'importantes controverses doctrinales et jurisprudentielles.

Dans notre introduction, nous nous proposons de donner un aperçu général de l'origine et de la nature du testament olographe, de ses avantages et de ses inconvénients. Enfin, nous soulignerons la place importante qu'il occupe dans notre droit et dans les législations étrangères.

L'origine du testament olographe est fort discutée et cela ne saurait nous étonner, car il est notable que dans toutes les sciences, aussi bien biologiques, étymologiques, etc., que juridiques, la question des origines est toujours une des plus délicates et des plus sujettes à controverses. Notre ouvrage ayant surtout pour but l'étude du droit contemporain, nous ne prétendons pas approfondir ce point d'histoire et encore moins le résoudre. Nous exposerons donc simplement les systèmes en présence et dirons lequel nous paraît le plus conforme à la réalité.

La difficulté vient de ce que, dans le Droit Romain du Bas-Empire, une forme de tester dont on peut rapprocher la forme consacrée par l'article 970, a été admise par Théodose et Valentinien III. Ces empereurs autorisèrent de tester sans témoins, à condition que le disposant écrivit l'acte tout entier de sa main : « Si holographa manu testamenta condantur, testes necessarios non putamus ». Mais Justinien restreignit ce testament au cas de partage d'ascendants : « Si quis litteras sciens inter filios suos voluerit facere dispositionem, primum quidem eius praescribere tempus, deinde quoque filiorum nomina propria manu, ad haec uncias in quibus scripsit eos heredes, non signis numerorum significandas, sed per totas litteras declarandas, ut indique clarae et indubitae consistant » (Novelle 107 Caput I). Le père de famille qui veut disposer de ses biens entre ses enfants peut donc le faire dans un acte écrit de sa main et daté, où il énumère ceux-ci et indique ses libéralités en toutes lettres et d'une façon non abrégée (1).

Certains auteurs ont voulu voir dans cette forme la véritable origine de notre testament olographe. Nous croyons plutôt qu'elle doit être recherchée dans notre Ancien Droit (2). Alors que les pays du Midi, en effet, n'acceptaient la forme dite

(1) Cf. Furgole. *Traité des Testaments*, chap. II, sect. I, n° 73 et s.

(2) Cf. Colin et Capitant. *Cours élémentaire de droit civil français*, T. III, p. 851. — Adde Bourdel. *Etude sur les formes du testament dans l'Ancien Droit français*, 1^{re} partie, chap. III, sect. I.

olographe que dans la mesure où la sanctionnait Justinien, c'est-à-dire la rejetaient dans la majorité des cas, un mouvement se produisait dans les pays de Droit coutumier, en faveur de cette forme testamentaire. Au XI^e siècle, trois modes étaient à la disposition des testateurs : les testaments canonique, par acte public et scellé. Mais au testament scellé, se juxtapose le testament olographe, acte analogue, dans lequel le *sceau* est remplacé par la *signature*. Avec les progrès de l'instruction et l'influence du droit canonique toujours favorable à l'exécution des dernières volontés des de cujus, cette nouvelle forme s'impose de plus en plus et devient, au XVI^e siècle, celle à laquelle on recourt le plus volontiers dans les pays coutumiers; si bien qu'en 1642, Guy Coquille peut écrire: « La forme des testaments pour faire preuve entière a été ordonnée diversement par les coutumes, mais presque toutes concurrent, si la forme qui en a été prescrite par la coutume de Paris, art. 289, que le testament soit écrit tout au long et signé de la main du testateur... » (1)

Cependant cette forme n'avait pas, loin de là, revêtu son aspect définitif. Ce n'est que peu à peu, sous l'empire de la doctrine de nos anciens jurisconsultes, que le testament olographe devint ce qu'il est aujourd'hui. Nous verrons dans les chapitres suivants comment s'imposa l'obligation concomitante de l'écrire, de le signer et de le dater. C'est qu'en effet ces trois formalités s'avèrent indispensables: l'écriture montre que l'acte est bien l'expression de la volonté du testateur; la signature, qu'il est plus qu'un projet; enfin, la date écarte toute incertitude quant à l'époque où il a été fait. Déjà les Wisigoths l'exigeaient et, dit Ricard, « quoique cette loi procède d'un peuple barbare, elle ne doit pas moins nous servir de modèle comme étant fondée en raison ».(2)

Malgré sa simplicité et ses avantages, les pays de Droit

(1) Guy Coquille. *Institution au droit des François. Des Testaments.*

(2) *Traité des donations entre vifs et testamentaires*, 1^{re} partie, n^o 1562.

écrit refusèrent longtemps droit de cité au testament olographe. Leurs Parlements refusèrent presque à l'unanimité d'enregistrer les dispositions de l'ordonnance de Michel de Maurillac, de janvier 1629, dite Code Michaud, qui l'étendaient à la France entière. Quant à l'ordonnance de 1735, elle renonça à toute nouvelle tentative dans ce sens et Ricard, la commentant, écrit : « Le testament olographe n'est pas admis *indéfiniment* dans tous les pays de *Droit écrit* : l'usage en est autorisé *par-tout* pour les dispositions faites en faveur des enfants ou descendants. Mais pour les dispositions en faveur de toutes autres personnes, les testaments olographes ne sont admis que dans les pays et dans les cas où ils étaient déjà en usage avant l'ordonnance ».

Ce n'est qu'en 1804, avec l'avènement du Code Civil, que le législateur parvint à les imposer à toute la France.

Il semble donc que l'acte réglementé par l'article 970 soit le produit de l'évolution coutumière plutôt que du Droit Romain. On peut trouver des points de ressemblance entre la forme simple de testament créée par Valentinien et le testament consacré par les coutumes. Mais cela ne suffit pas, à notre avis, pour voir dans l'un la source de l'autre. Et même si l'on admet que le testament olographe français est un souvenir du Droit Romain, on ne peut nier que c'est au Droit Coutumier qu'il doit son évolution et ses caractères propres. C'est notre Ancien Droit qui, peu à peu, l'a fait ce qu'il est aujourd'hui, et si l'acte de l'article 970 est une lointaine descendance du testament *inter liberos*, cette parenté incertaine a laissé le champ libre aux influences coutumières.

Ces influences d'ailleurs se sont fait sentir non seulement quant à la forme extérieure du testament olographe, mais aussi quant à sa nature intrinsèque. Quelle était, en effet, et quelle est encore la nature de l'acte que nous étudions ? Nous nous heurtons de nouveau à deux et même trois conceptions différentes. L'une considère le testament olographe comme un acte

purement et simplement sous-seing privé; l'autre, radicalement opposée, voit en lui un acte authentique. Enfin, la troisième, intermédiaire, en fait un acte solennel.

Dans le cours du XIX^e siècle, de nombreux arrêts déclarent que le testament olographe n'est qu'un acte sous-seing privé. En effet, d'après l'article 1317, l'acte authentique est caractérisé par l'intervention d'un officier public; or, rien de semblable dans notre cas. L'article 999 interdit même d'assimiler l'acte olographe à un acte authentique, puisqu'il déclare: « Un Français qui se trouvera en pays étranger pourra faire ses dispositions testamentaires par acte *sous signature privée ainsi qu'il est prescrit en l'article 970* ». Il en résulte que la charge de la preuve doit incomber à celui qui invoque (1) le testament olographe et que celui-ci ne saurait tenir lieu d'acte authentique dans les cas où une telle forme est obligatoire. C'est ainsi qu'il a été jugé à différentes reprises qu'une reconnaissance d'enfant naturel ne peut se faire dans un testament olographe, valable en tant que tel (2).

Mais la conception opposée voit dans le testateur une sorte d'officier public investi par la loi d'une autorité supérieure à celle d'un simple citoyen (3). « Le testament olographe est donc aussi solennel que l'acte authentique » (4), sa force probante est la même. Cette théorie a été très vivement critiquée par la plupart des auteurs (5). « Comment, dit Laurent, un simple particulier sachant à peine tracer quelques lettres, serait-il un officier public, le ministre de la loi? » Et Labbé ajoute : « On exagère quand on compare le testateur à un

(1) Nous ne faisons ici que mentionner cette question si controversée. Elle sera approfondie au chap. V.

(2) Limoges, 6 juillet 1832. S. 32 II 497. — Alger, 4 juin 1857. S. 57 II 409. — Aix, 7 juin 1860. S. 60 II 402. — Bordeaux, 30 avril 1861. S. 61 II 359. — Paris, 26 février 1896. S. 98 II 238.

(3) Furgole. *Op. cit.*, ch. II., sect. VI, n° 4. Les coutumes... donnent aux testateurs une espèce de caractère public...

(4) Troplong. *Des donations entre vifs et des testaments*, t. III.

(5) Laurent. *Principes de droit civil français*, tome 13, n° 229, et s. Adde Labbé, note au S. 86 I 337.

officier public ». Il est juste de remarquer, d'ailleurs, que cette conception a été rarement exposée sous sa forme absolue, et l'on n'a guère tenté d'assimiler totalement le testament olographe à un acte authentique. Mais il est toujours dangereux de proposer des rapprochements plus ou moins fondés entre deux institutions ou entre deux fonctions. Il nous paraît, quant à nous, impossible de voir dans le testament olographe un acte authentique, et, dans le testateur, un officier public. L'acte authentique et l'officier public doivent, pour être tels, remplir certaines conditions déterminées par la loi : il est évident que l'acte olographe et le testateur ne les remplissent pas.

Devons-nous pour cela nous résoudre à admettre la première théorie, c'est-à-dire celle qui voit dans notre testament un simple acte sous-seing privé? Nous ne le croyons pas. Le testament olographe est un acte privé, sans doute, puisqu'il n'est pas un acte authentique, mais ce n'est pas un acte privé ordinaire.

D'abord, la loi a prescrit certaines formes qu'il doit respecter sous peine de nullité; de plus, son exécution a été étroitement réglementée; enfin, la jurisprudence s'accorde à reconnaître qu'il échappe à l'article 1328, et lui accorde, au moins dans certains cas, une force probante très supérieure à celle qui est attachée à l'acte sous-seing privé. Il est donc soumis à un régime intermédiaire pouvant faire croire qu'il a une nature mixte. C'est bien à cette solution, en effet, qu'aboutissent la Jurisprudence et la Doctrine modernes. On s'accorde presque unanimement aujourd'hui à reconnaître dans le testament olographe un acte solennel.

Que faut-il entendre par là? « On dit qu'un acte est solennel, écrit Laurent, quand la loi prescrit des formes pour l'existence de cet acte ». Or, l'article 970 de même que les anciennes coutumes, détermine d'une façon précise quelles formes doit obligatoirement revêtir le testament olographe.

Il en résulte que, de nos jours, on peut très bien, comme autrefois la Coutume de Paris, dire qu'il est un acte solennel. Ainsi se trouve justifiée la faveur non douteuse dont il est entouré par la Jurisprudence et la Doctrine, sans qu'il soit besoin de tomber dans la conception exagérée qui l'assimile à l'acte authentique. Le testament olographe ne peut tenir lieu d'acte authentique dans les cas où la loi rend cette forme obligatoire (reconnaissance d'enfant naturel, par exemple), il n'a pas non plus, par lui-même, force exécutoire, mais une sorte de présomption de véracité lui est attachée par les textes et la jurisprudence (1), présomption qui découle logiquement de ce fait qu'il sort du cadre des actes purement privés.

L'article 970, nous venons de le dire, précise les conditions de la solennité du testament olographe: il doit être écrit en entier, daté et signé de la main de son auteur. Ce sont là les seuls caractères qui lui soient spéciaux quant à sa confection. Le testateur n'a donc besoin d'aucune capacité particulière : il suffit qu'il soit capable de tester dans les termes du droit commun, c'est-à-dire qu'il soit majeur (tout au moins pour disposer de la totalité de la quotité disponible), qu'il n'ait jamais été condamné à une peine afflictive et infamante, enfin qu'il soit sain d'esprit.

C'est ainsi qu'il a été décidé à plusieurs reprises que le sourd-muet peut tester sous la forme olographe (2) de même que l'aveugle se trouvant dans la possibilité matérielle d'écrire, si aucune cause légale d'incapacité n'intervient. Ce qu'il importe avant tout de rechercher dans ces sortes de cas, c'est si la volonté du testateur était saine, consciente et libre. Le testament olographe, il faut le reconnaître, en effet, est particulièrement exposé aux influences secrètes et quelquefois frauduleuses qui s'exerceront d'autant plus facilement que le tes-

(1) Nous verrons au chapitre V en quoi consiste cette présomption, d'ailleurs fort discutée par les auteurs, et dans quels cas elle existe.

(2) Bordeaux, 16 juillet 1836. S. 37 II 469. — Rouen, 26 mai 1851 S. 51 II 716. — Paris, 23 décembre 1851. S. 53 II 468.

tateur jouira d'une volonté faible ou malade. Et c'est là un des reproches qui lui ont été adressés. Le disposant, en effet, agissant seul, n'a pas, pour le protéger, contre la captation ou la suggestion, la présence du notaire et des témoins qui sauvegardent sa liberté lorsqu'il utilise la forme authentique ou mystique.

A ce caractère secret, se rattache également le danger de soustraction ou de destruction de la part des héritiers désavantagés. Personne, en principe, ne connaît l'existence de l'acte; et, en dehors du cas où la fraude peut être prouvée, le légataire ne pourra bénéficier du testament indûment disparu.

Enfin, troisième inconvénient : on n'est jamais sûr, en face d'un testament olographe, dit-on, que ce soit bien un acte définitif. Lorsqu'un individu se rend chez un notaire pour tester sous la forme authentique, on est certain qu'il est bien décidé à prendre des dispositions à cause de mort. Au contraire, il est si facile de rédiger un acte olographe, que l'on peut faire sous cette forme un simple projet sans aucune valeur définitive, et que l'on se propose de modifier.

On ne saurait refuser toute autorité à cette argumentation, mais il faut se garder de lui attacher une importance excessive. Le caractère secret constitue en effet un des gros avantages du testament olographe; et à un certain point de vue, il lui permet précisément d'échapper aux influences des tiers. Le disposant peut tester sans en faire part à personne et dès lors sa volonté reste libre et entière. Il peut aussi très facilement révoquer les dispositions antérieurement prises, ou les modifier. Ainsi se trouve donc compensé le danger de captation.

Quant au danger de soustraction, il ne faut pas davantage l'exagérer. Tous les héritiers ne sont pas de malhonnêtes gens et la pratique du dépôt facultatif chez un notaire (v. chap. V, section I) le réduit à peu près à néant.

Enfin, la difficulté qu'il y a à distinguer un testament définitif d'un simple projet nous paraît peu sérieuse. La personne qui prend la peine de rédiger par écrit ses dernières volontés,

de les dater et de les signer, révèle une intention non douteuse de tester en bonne et due forme. La date et la signature sont précisément ce qui caractérise l'existence d'un acte juridique; celui qui, par simple fantaisie, les apposerait sur une rédaction provisoire de son testament, montrerait ainsi qu'il ne se rend pas compte de la gravité et du sérieux d'un tel acte. Il faut penser que de semblables testateurs sont relativement rares, surtout dans un pays comme le nôtre où le testament olographe est fort répandu.

C'est qu'en effet les avantages qu'il présente dépassent de beaucoup ses inconvénients. Son caractère secret, nous l'avons dit, le fait, à un certain point de vue, échapper à l'indiscrétion, aux suggestions des tiers et rend sa révocation aisée. De plus et surtout, sa rédaction est extrêmement simple. Il suffit, pour tester en la forme olographe, d'être dans la possibilité intellectuelle et physique d'écrire et d'avoir sous la main du papier, de l'étoffe, un morceau de bois, etc., ainsi que de l'encre, ou un crayon ou un morceau de craie. La présence d'un notaire, de témoins est absolument superflue. Le testateur pourra donc prendre ses dernières dispositions, même s'il se trouve dans des conditions matérielles très défavorables : un prisonnier dans sa cellule, un berger dans la montagne, toutes personnes vivant plus ou moins en marge de la société auront ainsi la possibilité de tester.

Et même pour ceux qui ont une existence normale, cette simplicité n'est pas sans avantages — elle assure en effet le plein exercice de la liberté de tester. Dès que le législateur admet le principe de cette liberté, il se doit à lui-même de la faciliter largement. Il convient donc de réduire les formalités du testament de telle sorte qu'elles ne puissent plus être qualifiées de formalisme, titre toujours un peu péjoratif dans nos droits modernes. Il convient, en d'autres termes, d'exiger seulement les conditions de forme indispensables à la sauvegarde de la liberté du disposant; dès qu'elles sortent de leur rôle de protection pour devenir des obstacles à cette liberté, elles doi-

vent être considérées comme importunes et désavantageuses, et ramenées à des proportions plus modestes.

Nous ne voulons pas, pour cela, critiquer l'existence, à côté du testament olographe des testaments public et mystique d'une réalisation plus difficile. Malgré sa simplicité, il est des cas, assez rares, à la vérité, où le testament olographe est d'un usage difficile : il s'agit, par exemple, d'illettrés, de malades souffrant de paralysie, d'aveugles se trouvant dans l'impossibilité d'écrire, etc. La forme notariée est alors du plus grand secours. Il faut et il suffit, pour que soit respectée la liberté de tester, qu'une forme simple de testament soit autorisée; peu importe que ce soit ou non concurremment avec d'autres.

La plupart des législations étrangères l'ont bien compris. Et si, après avoir constaté qu'en France, le testament olographe prend une importance de plus en plus grande, nous jetons les yeux sur les autres systèmes juridiques, nous remarquons que rares sont ceux qui le rejettent. Il revêt évidemment, suivant les législations, des caractères propres; des formalités sont ou non imposées pour son exécution; à côté de lui existent ou n'existent pas d'autres modes de tester. Mais, sous une forme plus ou moins pure, il est admis par la majorité des systèmes juridiques.

D'après M. Roguin (1), les principaux sont les suivants: Allemagne, Argentine, Autriche, Belgique, Californie, Ecosse, Espagne, France, Hollande, Italie, Louisiane, Mississippi, Roumanie, Suisse (Code Civil).

On peut constater que dans cette énumération M. Roguin passe l'Angleterre sous silence. C'est qu'en effet la nature du testament anglais est très discutée. Si certains auteurs tels que Saleilles (2) et Horion (3) le considèrent comme un testament olographe, d'autres, parmi lesquels Roguin, s'élèvent très

(1) Roguin. *Traité de droit civil comparé. Les Successions*, t. III, p. 309 et s.

(2) Saleilles. *Revue trimestrielle de Droit civil*, 1903.

(3) Horion. *Clunet*, 1910.

vivement contre cette assimilation qu'ils considèrent comme une grosse erreur. Quels sont en effet les caractères du testament anglais? La question a été réglementée par les Wills Acts de 1837 et 1852 d'après lesquels il doit remplir trois conditions: l'écriture, la signature, l'attestation. Donc, le droit anglais ne fait aucune allusion à la nécessité de la date et, d'autre part, exige l'intervention de deux témoins qui signent l'acte dans un but de confirmation; d'un côté, une formalité en moins; de l'autre, une formalité en plus. Et c'est cette intervention de témoins qui, d'après certains auteurs, distingue nettement le testament anglais du testament olographe. On a voulu prétendre, il est vrai, qu'elle est purement facultative, mais les juristes anglais nous la présentent comme étant obligatoire. Aussi, cette formalité en portant atteinte au caractère secret du testament (1) qui, à notre sens, est essentiel dans l'acte olographe, indique-t-elle dès maintenant que si le testament anglais est un testament olographe, du moins n'est-il pas un testament olographe pur.

Quant aux conditions de forme communes aux législations française et anglaise, nous sommes obligés de constater que leurs ressemblances résident beaucoup plus dans leur nom que dans leur contenu. Il est en effet admis que le testament anglais peut être écrit et signé par une autre personne que le testateur. Il y a là une différence fondamentale avec le testament français qui peut être considéré comme représentant le type pur du testament olographe moderne et qui a servi de modèle à de nombreuses législations étrangères.

Nous pensons donc que le testament anglais ne peut pas être totalement assimilé au testament olographe. Il présente cependant avec lui certains caractères communs que l'on ne

(1) Nous lisons, il faut le signaler, dans le *Digest of English Civil law* de Jenks (vol. II, § 1956): « It is immaterial that the witnesses did not know that the document, of which they were attesting the signature was a testament », mais il est à peu près certain que dans la grande majorité des cas, les témoins seront au courant du contenu de l'acte attesté par eux.

saurait nier. C'est un acte privé qui se fait entre particuliers (on ne concevait d'ailleurs pas l'existence de testaments publics en Angleterre où il n'y a pas de notaires). Il doit être écrit et signé. Aussi, malgré les dissemblances que nous avons signalées, nous l'étudierons dans le cours de notre ouvrage, et nous ferons ressortir les similitudes et les différences qui existent entre lui et notre acte de l'article 970. Il est en effet du plus haut intérêt de comparer les résultats produits par deux évolutions juridiques aussi différentes que l'évolution du droit saxon et celle de notre Droit coutumier.

Le droit allemand, nous l'avons dit, admet aussi le testament olographe. Il déclare dans le § 2231 de son Code : « Un testament peut être fait dans la forme ordinaire: 1^o...; 2^o par une déclaration écrite et signée du testateur avec indication du lieu et de la date ». Il y a donc une analogie très profonde entre cette disposition et notre article 970. Cela ne saurait nous étonner, si nous savons que l'adoption du testament olographe manifeste la victoire de la conception française dans la lutte qu'elle dut soutenir contre la conception germanique, à la fin du XIX^e siècle, lors de la rédaction du Code allemand. Notre tradition toute empreinte de simplicité et de subjectivisme triompha de la tradition formaliste d'outre-Rhin. Ce ne fut d'ailleurs qu'après de longues discussions, et le premier projet du Code rejetait le testament olographe en invoquant les inconvénients que nous avons eu l'occasion de signaler plus haut. Mais la Commission du Reichstag se rangea enfin du côté de la conception française. Depuis lors, la Jurisprudence allemande a suivi en cette matière une évolution analogue sur beaucoup de points à celle de nos tribunaux.

Nous ne pourrons, dans les chapitres qui vont suivre, examiner, pour les comparer à la nôtre, toutes les législations étrangères qui admettent le testament olographe. Nous avons déjà indiqué que notre étude était surtout une étude de droit contemporain; c'est aussi surtout, à un autre point de vue, une étude de droit français. Mais, de même qu'il est indispensable,

pour bien saisir le sens d'une institution, de connaître au moins sommairement son évolution à travers les siècles, de même, croyons-nous, il est nécessaire d'avoir un aperçu de la façon dont elle est traitée à l'étranger. Aussi nous proposons-nous, non pas de faire une étude de droit comparé, mais de souligner les différences et les ressemblances intéressantes qui existent entre les législations étrangères et la nôtre. Notre comparaison portera surtout sur le droit anglais, pour les raisons que nous avons déjà indiquées; elle portera également sur le droit allemand. Quant au système belge, il est la reproduction pure et simple du nôtre, au moins quant à la loi positive; mais une controverse très vive divise sa jurisprudence et celle de nos tribunaux au sujet de la nécessité d'une date exacte. C'est donc presque uniquement à ce point de vue que nous l'étudierons. Enfin, les autres législations ne seront envisagées par nous qu'accidentellement, dans la mesure où nous jugerons qu'elles peuvent nous fournir des éléments utiles à notre étude.

Ce qu'il importe de bien souligner, c'est surtout la tendance qu'a le testament olographe à devenir de beaucoup le plus important par la place qu'il occupe dans les mœurs juridiques. Le fait qu'il est utilisé volontiers par les particuliers manifeste chez ceux-ci le désir de se dégager d'un formalisme aujourd'hui démodé, le goût pour les actes simples et faciles à rédiger. Mais ce qui nous paraît socialement beaucoup plus intéressant, c'est précisément que les législations autorisent ce mode de tester. Derrière toute règle de droit positif se cache un idéal, une loi sociale, économique, qu'elle manifeste. En la matière des testaments peut-être plus qu'en toute autre, ce fondement est important. Suivant, en effet, l'opinion qu'une génération ou une école professe vis-à-vis du régime des biens, en général, et de la propriété, en particulier, elle favorisera ou non la liberté de tester. Le droit canonique par exemple voyait dans le testament une institution essentiellement morale permettant au père de famille de favoriser les plus méritants de

ses enfants ou de gratifier les institutions religieuses grâce aux legs pieux. Aussi, l'encourageait-il. Le droit révolutionnaire, au contraire, imbu d'idées égalitaires, supprima presque complètement la liberté de tester, susceptible de faire renaître le droit d'aînesse et le privilège de masculinité qu'il venait d'abolir. Les législations modernes adoptent un système intermédiaire. La liberté de tester doit comporter, certes, des restrictions nécessaires, telles que la réserve, par exemple. Mais elle doit être admise très largement.

Indépendamment des intérêts moraux qu'elle présente et que l'école de Le Play notamment mit en valeur, c'est un instrument très efficace d'affectation de la propriété. Dans une famille, il est bon que le père puisse distribuer au moins une partie de ses biens d'après les dispositions, les goûts et les capacités de ses enfants. Le testament olographe en facilitant l'exercice de cette liberté de tester, la favorise et c'est ainsi que son admission de plus en plus large est pourvue d'une signification sociale et économique indéniable.

Il nous a paru intéressant d'étudier l'évolution de la Jurisprudence relative à cet acte; les revirements d'opinions tant chez les magistrats que chez les auteurs ont été nombreux et il peut être utile, de temps en temps, de déterminer l'état de la Jurisprudence et de la Doctrine dans des matières aussi sujettes à controverse que la nôtre.

Nous nous proposons donc d'examiner les conditions de forme et d'exécution propres au testament olographe, c'est-à-dire comment il faut le rédiger pour qu'il soit régulier et quelles formalités il faut remplir pour qu'il puisse recevoir exécution. Nous étudierons en conséquence les six points suivants: écriture, date, signature, formalités postérieures à la rédaction, force probante, révocation. A chacun de ces points correspondra un chapitre différent.

Nous n'avons pas l'intention, on le voit, d'envisager les questions de droit international privé. Nous ne méprisons pas cette branche qui, de nos jours, tend à occuper une place de plus en plus grande dans la science du Droit. Mais il ne nous a pas semblé que son étude s'imposait dans notre sujet. Encore une fois, nous étudions principalement le système jurisprudentiel français et nous n'avons pas pensé que notre matière devait être beaucoup éclaircie par l'examen du droit international.

CHAPITRE I

L'ECRITURE

L'écriture de la main du testateur est une des trois conditions imposées par l'article 970 pour la validité du testament olographe. En droit moderne, c'est là un caractère essentiel de notre institution, et son nom même l'indique, mais il n'en a pas toujours été ainsi. Nous avons vu, en effet, que la véritable origine du testament olographe, doit être recherchée dans le droit coutumier. Or, au début du XVI^e siècle, il suffit que l'acte soit écrit ou signé par son auteur; l'article 227 de la coutume d'Orléans (rédaction de 1509) en témoigne. Dumoulin critiqua cette règle trop libérale; il exigea que le testament fût à la fois écrit ET signé de la main du disposant et son opinion prévalut. On peut lire dans la Coutume de Paris (rédaction de 1580) : « Pour réputer un testament solennel, est requis qu'il soit écrit et signé du testateur ». Cette exigence passa dans l'ordonnance de 1735 et dans le Code Civil.

La raison s'en conçoit aisément — le testament olographe, acte simple par excellence, dépouillé de formalisme, doit présenter des garanties d'authenticité et de sincérité. Le fait qu'il est écrit par le testateur lui-même permet de présumer qu'il correspond bien aux dernières volontés du disposant. Cette présomption ne saurait évidemment être absolue et au cas de doute sur l'indépendance d'esprit du testateur au moment de la rédaction, les tribunaux trancheront cette question de fait.

Il est d'ailleurs à remarquer que cette condition d'écriture par le testateur lui-même se rencontre dans toutes les

législations qui admettent le testament olographe: Droit allemand, italien, autrichien, néerlandais, espagnol, suisse, etc.. Le droit anglais ne l'exige pas, mais on a vu que la seule forme de testament ordinaire qu'il consacre n'est pas un type pur de testament olographe. Elle peut tout au plus en être considérée comme une variante; aussi cette divergence ne saurait-elle nous étonner.

Il convient maintenant de préciser en quoi consiste la première condition émise par l'art. 970, dans quels termes et sous quelle forme doit être présenté le testament olographe français.

SECTION I

EN QUOI CONSISTE L'OBLIGATION D'ÉCRIRE SOI-MÊME SON TESTAMENT

Il faut se garder de donner un sens trop absolu à la condition énoncée par le Code et nous allons voir que l'intervention d'un tiers qui aide le testateur ou ajoute quelques mots sur l'acte, ne rend pas toujours nul le testament.

§ 1. — *Aide fournie par un tiers.*

Il se peut qu'une personne qui ne dispose pas de tous ses moyens physiques, désire tester sous la forme olographe. Ce sera, par exemple, un aveugle ou un malade atteint de tremblement. Dans ce cas, précisons-le, il ne s'agit pas d'une incapacité juridique, mais seulement d'une incapacité matérielle, au moins relative. La question s'est posée à différentes reprises devant les tribunaux, de savoir dans quelles conditions ces personnes peuvent se faire aider par un tiers. La jurisprudence manifeste en général un esprit assez large, et admet que l'assistance d'une tierce personne ne saurait entacher le testament de nullité, si le testateur a agi consciemment et volontairement, s'il n'a pas été l'instrument passif d'une initiative étrangère. Les juges apprécient dans chaque espèce

si l'aide qui lui a été donnée ne dépasse pas les limites permises (1). C'est ainsi que « lorsque la testatrice mortellement atteinte est incapable de tout mouvement sans intervention étrangère, l'aide qui lui a été donnée ne saurait être considérée comme une simple assistance », et le testament est nul (2). Dans ce cas, en effet, il y a de fortes chances pour que la testatrice ne se soit même pas rendu compte de ce qu'elle faisait. Il est évident, à coup sûr, qu'on ne saurait voir dans son acte une volonté librement manifestée.

A côté de la question de l'aide matérielle, se pose celle de l'aide intellectuelle. Une personne illettrée ou ne possédant qu'une instruction élémentaire, peut-elle demander des conseils à un tiers compétent en vue de la rédaction de son testament? La Jurisprudence en cette matière, s'inspire de la même idée que pour l'aide matérielle. « Un testament n'est
« pas nul par ce seul fait que la testatrice a demandé des
« conseils relativement à sa rédaction, et même un formulaire
« à recopier, si la captation n'est pas prouvée par ailleurs.
« C'est même une précaution prudente de la part des per-
« sonnes inexpérimentées que de se faire guider dans la ré-
« daction de leur testament, sans que leur liberté de tester
« soit atteinte. » (3). De même « le fait que le testateur s'est
« fait indiquer par sa femme l'orthographe des mots employés
« ne saurait vicier le testament, s'il appert que celle-ci est
« l'œuvre d'une volonté consciente et réfléchie. » (4).

Mais si un illettré a simplement recopié un modèle sans avoir « la conscience de son œuvre et l'intelligence de la

(1) Toulouse, 13 avril 1886, S. 87 II 76. — Req., 31 juillet 1889. D. 90 I 400. — Rouen, 17 janvier 1900. D. 1900 I 247. — Nancy, 22 octobre 1904. S. 1905 II 165. — Lyon, 26 octobre 1922. D. 23 II 180. — Req., 16 janvier 1923. D. 24 I 46.

(2) Limoges, 24 janvier 1883. S. 1883 II 62.

(3) Lyon, 23 mars 1904. S. 1905 II 303.

(4) Req., 30 avril 1902. S. 03 I 502. D. 05 I 319.

« valeur des caractères que formait sa main » son testament est nul (1).

La tendance de cette Jurisprudence est approuvée par la doctrine, notamment par Troplong, Demolombe, Baudry-Lacantinerie. Lorsque le juge interprète un texte, il ne doit pas en effet s'en tenir à la lettre; il doit rechercher l'esprit qui l'anime et c'est à lui d'apprécier suivant les circonstances, si la loi est ou non respectée. Si le législateur ordonne que le testament soit écrit de la main du disposant, c'est afin de s'assurer que la volonté du *de cujus* s'est librement exercée. L'intervention d'un tiers ne saurait donc invalider l'acte, que si elle a porté atteinte à cette volonté.

§ 2. — *Addition apportée par une main étrangère* (2)

La question de savoir dans quelle condition l'addition apportée par une main étrangère emporte nullité du testament, est plus délicate. Elle est en effet, discutée et la Jurisprudence a tendance à se séparer de la doctrine de nos anciens auteurs. Pothier se montra particulièrement rigoureux en cette matière. D'après lui, en effet « un seul mot écrit « d'une autre main rendrait le testament nul, quand même ce « mot serait superflu dans ce testament, car on ne pourrait « dire que ce testament est entièrement écrit de la main du « testateur. » Pothier apporte cependant ce tempérament que pour rendre nul le testament, l'addition doit avoir été faite au su du testateur, « autrement il serait au pouvoir d'un tiers « en la possession duquel le testament tomberait, de détruire « ce testament en y insérant quelque interligne, ce qui ne doit « pas être. » Demolombe, Troplong et Laurent professent la même théorie. Baudry-Lacantinerie est moins sévère; pour lui il convient de distinguer suivant que l'intervention du tiers a eu lieu au moment de la rédaction du testament ou posté-

(1) Req., 20 décembre 1858. S. 59 I 389.

(2) V. J. Hemard. *Revue trimestrielle de Droit civil*, 1914, p. 421.

nièrement. Dans ce dernier cas, elle n'entraîne pas *nécessairement* la nullité du testament tout entier et nous trouvons un arrêt de Montpellier du 5 février 1873 confirmé par la Cour de Cassation (1) qui consacre cette opinion. Il est approuvé par M. Lyon-Caen; en effet, remarque ce dernier, l'acte a été fait régulièrement et « c'est au moment de sa « confection que l'on doit se placer pour apprécier si les « formes exigées pour sa validité ont été observées. »

Si l'addition réalisée postérieurement « se rapporte à « l'exécution d'un *projet* auquel le testateur n'a pas voulu « donner de suite, le testament est valable » (2). Dans des cas semblables, les juges doivent apprécier la volonté du testateur et décider s'il a voulu annuler le testament ou le conserver jusqu'à nouvel ordre.

Ainsi donc, pour résumer la tendance générale de la Jurisprudence, nous pouvons dire que l'écriture étrangère n'emporte nullité de l'acte que si elle a eu lieu avec le consentement du testateur et si elle fait partie du testament lui-même. Au cas contraire, elle seule sera nulle.

SECTION II

TERMES EMPLOYÉS. — RÉFÉRENCE A D'AUTRES ACTES

§ I^{er}. — *Termes employés.*

Le testament olographe est, par nature, un acte secret et non formaliste, généralement rédigé par le disposant seul; c'est, en outre, et bien qu'il tende à se répandre de plus en plus, le testament des petites fortunes. Enfin, le législateur n'exige pas d'autres conditions, que l'écriture, la date et la signature de la main du testateur. Il en résulte qu'aucun terme

(1) Req., 14 avril 1874.

(2) Civ., 16 juillet 1878. S. 79 I 119. — Poitiers, 1^{er} février 1881. D 81 II 149.

sacramentel n'est imposé et que l'acte devra recevoir exécution, toutes les fois que sa signification sera claire et précise, qu'il contiendra une disposition certaine à cause de mort (1).

Il en est de même en droit anglais. Dans son *Law Dictionary*, p. 933, Byrne écrit: « No particular form of words
« is required to make a valid will so long as the testator's
« intention can be ascertained; otherwise, its provisions will
« fall from uncertainty » (2).

Nous trouvons dans ce sens un arrêt assez ancien de la Chambre Civile (3). Le testament était ainsi rédigé: « Moi, soussignée... donne à... » La Cour d'Orléans l'avait condamné comme ne contenant pas en lui-même la preuve expresse que le testateur n'avait voulu disposer que pour le temps qui suivrait son décès. La Chambre Civile casse l'arrêt: « Attendu
« que l'art. 970 n'exige pas cette preuve à peine de nullité...
« Qu'un acte doit toujours être pris dans le sens avec lequel
« il peut produire effet (art. 1157); que l'acte contient deux
« dons non délivrés pendant la vie du testateur; qu'il a été
« trouvé cacheté avec la suscription: « Mes volontés. » Nous ne pouvons qu'approuver la doctrine de cet arrêt. La loi offre au testateur un moyen simple de tester; ce moyen ne doit pas être un traquenard. Lorsqu'on pense que Pothier lui-même, et combien d'autres juristes éminents parlent de *donations testamentaires*, on ne peut s'empêcher de trouver formaliste à l'excès, la conception qui annule un testament pour cette seule raison que son auteur a écrit: « je donne » au lieu de « je lègue ».

L'expression « je lègue » n'est d'ailleurs pas elle-même obligatoire, et c'est avec raison que la Cour de Bordeaux a validé un testament ainsi conçu: « La demoiselle G... pourra

(1) Cf. Hémard. *Revue trimestrielle de Droit civil*, 1914, p. 421.

(2) Aucune expression particulière n'est exigée pour la validité du testament, tant que l'intention du testateur est certaine; au cas contraire, ses dispositions tombent pour cause d'incertitude.

(3) Civ., 21 mai 1833. S. 33 I 525.

« faire ce que bon lui semblera de tous les objets mobiliers
« qui se trouveront dans la maison: telles sont mes *bonnes*
« *volontés* » (1). Un arrêt plus récent de la Cour de Rennes
s'inspire du même esprit libéral (2).

De même ont été validés des legs faits sous forme de reconnaissance de dette, pourvu que celle-ci respectât l'article 970 (3) et un testament comportant ces simples mots: « A ne pas réclamer », écrits, datés et signés de la main du testateur, sur un titre de créance (4).

Aussi, un arrêt de la Chambre des Requêtes peut-il surprendre, qui annule un testament ainsi rédigé: « Je prie mon
« légataire universel, Henri Huet-Desaunay, mon cousin, de
« faire dire des messes à mon intention et à celle de
« la famille... » Cet acte, prétend la Cour de Cassation, « ne
« saurait valoir comme institution de légataire universel, cette
« qualité n'est en effet indiquée que subsidiairement dans un
« écrit dont le principal but est de faire dire des messes » (5). Cette solution paraît bien rigoureuse. L'écrit remplissait les conditions d'écriture, de date et signature exigées par l'article 970. Le testateur indiquait sous une forme indirecte, sans doute, mais certaine, l'intention de faire de son cousin son légataire universel. Que faut-il donc de plus? Il nous semble que la Cour de Cassation s'engagerait à tort dans une voie aussi formaliste.

Si, en principe, aucun terme sacramentel n'est imposé, pour la disposition des biens, il en est de même pour la qualification donnée à l'écrit. Peu importe que le testament soit intitulé *Bail* (6), *Copie* (7), *Projet* (8) ou qu'il soit précédé

(1) Bordeaux, 11 juin 1826. S. 29 II 25.

(2) Rennes, 22 juin 1881. S. 84 II 18. D. 81 II 238.

(3) Req., 25 novembre 1890. D. 91 I 421.

(4) Paris, 20 décembre 1913. S. 15 II 54.

(5) Req., 7 janvier 1924. S. 1925 I 277.

(6) Liège, 9 juin 1838. R. n° 2607.

(7) Limoges, 20 décembre 1876. S. 77 II 150.

(8) Besançon, 15 juillet 1908. D. 190 II 313.

des mots à recopier (1), s'il résulte de son examen qu'il indique une volonté réfléchie et définitive, s'il contient une disposition à cause de mort, si, en un mot, il constitue bien, quant au fond, un testament. Enfin, peu importe que l'acte soit rédigé dans une langue étrangère; la question s'est rarement posée devant les tribunaux (2) mais tous les auteurs sont d'accord pour la résoudre dans ce sens.

Aujourd'hui, nous pouvons donc répéter ce que Ricard (3) disait en 1783: « Le testateur peut également se servir de
« la langue vulgaire, ou de celle de la doctrine ou même de
« celle des étrangers. »

§ 2. — *Référence à un autre acte*

Le testament doit contenir en lui-même l'expression complète de la volonté du testateur, il doit désigner l'objet légué et le légataire. C'est la conséquence toute naturelle de l'obligation pour le disposant d'écrire *en entier* son testament. Ainsi il a été jugé « qu'une simple note ne contenant aucune disposition de biens, mais se référant seulement à un testament antérieur qui n'a pas été retrouvé, ne saurait valoir comme testament » (4); de même, si un testament est nul pour fausse date, « il ne saurait être rendu valable par un acte postérieur qui s'y réfère mais n'en reproduit pas les termes » (5).

Cependant, la référence à un autre acte est admise dans la mesure où elle précise le contenu du testament: « il n'est pas interdit... de se référer à d'autres actes publics pour la désignation plus détaillée des objets... légués » (6). C'est ainsi que la Cour de Cassation eut à trancher l'espèce suivante:

(1) Bourges, 3 juillet 1905. S. 1906 II 71.

(2) Bordeaux, 26 janvier 1829. S. 29 II 263

(3) Ricard. *Traité des donations entre vifs et testamentaires*, 1^{re} partie, n° 1568.

(4) Rouen, 22 décembre 1897. D. 98 II 318.

(5) Req., 5 février 1873. S. 73 I 107.

(6) Req., 7 avril 1847. D. 47 I 221.

une donation avait été faite au profit d'une cure. La donatrice sentant sa fin approcher avant qu'arrivât l'autorisation d'accepter du Gouvernement (qui, en fait, arriva trois jours après son décès), fit, pour conserver son effet à sa libéralité, un testament olographe ainsi conçu: « Je confirme de nouveau à la cure les objets désignés dans l'acte de donation passé le... Je lègue donc ces objets à la cure. » Evidemment, l'acte ne contenait pas l'énumération des objets légués, mais la Chambre des Requêtes l'a validé « attendu que... la substance de la disposition est renfermée dans le testament lui-même avec une clarté telle qu'un doute n'est pas possible sur les intentions de la testatrice » (1). On ne saurait s'empêcher de voir dans cet arrêt une légère dérogation à la doctrine habituelle de la Cour de Cassation, le testament ne *désignant* pas les objets légués, mais on se hâte de l'approuver, la solution contraire aboutissant à un formalisme outrancier.

Enfin, nous relevons sur cette question un arrêt récent de la Chambre Civile, intervenu au sujet du testament par lequel le disposant « attribuait à A. Chatin, en pleine propriété, pour le remplir de sa réserve, la partie de son immeuble d'Antibes, quartier de Laverne, figurant sous la teinte rose d'un plan qui demeure annexé au testament, cette partie ayant une superficie de 4.039 m. 60. » La Cour a admis la validité de cet acte. « puisqu'il contient tous les éléments nécessaires à sa substance « quant à l'objet et à l'étendue de l'attribution faite à A. Chatin; en se référant à un plan identifié par son visa, la « testatrice a facilité à l'avantage de tous l'exécution d'une « disposition dont la portée et le sens ne peuvent faire de « doute. *Si le testament doit renfermer en lui-même l'expression complète de la volonté du testateur et par suite l'indication de la chose léguée, il n'est pas interdit au testateur, pour préciser cette indication, de se référer à d'autres actes, en vue d'une désignation plus détaillée des objets légués* » (2). Une solution contraire serait inadmissible; lorsque le

(1) Req., 17 décembre 1879. S. 81 I 425.

(2) Civ., 23 février 1921. S. 22 I 126.

testament ne suffit à lui-même, on ne saurait condamner la prudence de son auteur qui s'assure, par ce moyen, contre la fausse interprétation qui pourrait être donnée, ultérieurement, à sa volonté.

Le droit anglais est, à cet égard, plus libéral que notre Jurisprudence. C'est ainsi que le testament peut valablement renvoyer à des actes dont il ne reproduit pas intégralement le contenu: « When a testament or a codicil treats documents already in existence, but not executed as required by § 1954, as part of the testament or codicil, these documents will by such reference be incorporated into the testament or codicil, if it is proved that they are the documents referred to... » (Jenks, § 1957) (1).

Cela se comprend fort bien puisque, nous l'avons dit, le droit anglais n'exige pas que le testament soit écrit en entier par le testateur. Le Code autrichien qui, à côté du testament public, réglemente la vraie forme du testament olographe, est la seule législation moderne qui exclut expressément le testament par référence.

Les autres législations, qui restent muettes sur la question, telles que le droit italien, doivent être considérées comme le rejetant (sauf en ce qui concerne le tempérament signalé à propos de la Jurisprudence française).

SECTION III

FORME EXTÉRIEURE DU TESTAMENT

Après avoir déterminé dans quelles conditions et dans quels termes le testament doit être rédigé, il nous reste, pour en finir avec l'écriture, à préciser avec quoi et sur quoi le disposant doit consigner ses dernières volontés.

D'abord, il importe peu que le testament soit écrit au crayon ou à l'encre. Plusieurs arrêts ont été rendus sur la ques-

(1) Cf. Curti. *Manuel de Droit civil et commercial anglais*, t. I, p. 249 et s.

tion; l'un des plus anciens et aussi des plus souvent cités, est celui qui reconnaît valable le testament écrit au crayon par un berger isolé dans la montagne (1). Sur la question de l'écriture se greffait d'ailleurs celle de la signature, et nous retrouverons plus loin cette décision.

Dans le même sens, nous avons encore relevé un arrêt de Caen (2) d'après lequel le seul fait qu'un testament porte une écriture au crayon préalablement tracée et recouverte ensuite d'une écriture à l'encre, ne saurait être une cause de nullité, lorsque l'écriture émane de la testatrice et non d'une volonté étrangère (3).

Mais le testament olographe écrit à la machine ne saurait, à notre avis, être valable en droit français. Les signes caractéristiques de l'écriture du disposant ne peuvent, dans ce cas, prouver la provenance de l'acte et l'exigence de la loi n'est pas satisfaite.

Peu importe que des surcharges, interlignes, etc... se trouvent dans le corps de l'acte; il n'est même pas besoin de les approuver, puisque la loi du 25 Ventose an XI ne s'applique pas aux actes privés. Ces surcharges et interlignes doivent cependant, pour être valables, satisfaire aux conditions de date et de signature exigées par la loi. Nous y reviendrons ultérieurement.

Une latitude très grande est aussi laissée au disposant quant à l'instrument sur lequel il rédige son testament. Les auteurs ont donné libre cours à leur imagination, pour découvrir les cas les plus extraordinaires où un testament écrit sur des matériaux peu communs serait néanmoins valable. C'est ainsi que le *de cujus* a pu rédiger ses dernières volontés sur une glace avec un diamant, sur une porte avec de la craie, etc... On a même cité, celui-là comme authentique, le cas

(1) Aix, 27 janvier 1846. S. 48 II 30.

(2) 6 juillet 1908. D. 09 II 168.

(3) Voir encore Poitiers, 24 janvier 1916. D. 20 II 135.

de l'individu qui s'était tatoué son testament sur la poitrine ! (1). Forme peu banale de tester, assurément, et à laquelle le législateur ne songeait guère en rédigeant l'art. 970 !

Pour en revenir à des exemples plus fréquents, disons que le testament peut être écrit sur du papier, du parchemin, de l'étoffe et toute matière susceptible de recevoir l'écriture. A plus forte raison, n'est-il pas nécessaire d'employer du papier timbré ; mais toutes les fois que le testateur aura utilisé une autre matière que le papier timbré, son testament ne pourra recevoir exécution que moyennant le paiement d'une amende, d'ailleurs minime. (90 francs pour l'acte principal ; 9 francs pour chaque codicille postérieur).

Le droit anglais adopte des solutions analogues. Le testament peut être écrit à l'encre ou au crayon, sur du parchemin ou du papier ; il peut même être imprimé ou écrit à la machine, l'écriture de la main du testateur n'étant pas exigée. Si les dispositions au crayon contredisent les dispositions à l'encre, elles sont nulles. Notre Jurisprudence n'a jamais eu, à notre connaissance, à trancher cette question, mais la solution anglaise s'explique fort bien, l'écriture à l'encre ayant, généralement, un caractère plus définitif que l'écriture au crayon.

C'est en effet le critérium auquel il faut recourir en cette matière, et l'esprit de notre Jurisprudence est le suivant : le testament devra recevoir exécution toutes les fois que la volonté de son auteur ne saurait faire de doute, toutes les fois que l'acte révèle l'intention « non pas de faire un simple projet, mais de prendre vraiment des dispositions testamentaires » (2). Peu importe qu'il soit rédigé sur un livre de comptes (3), au dos d'une police d'assurance, le testateur disposant de sa créance au profit d'un tiers et en cas de mort (4), sur une

(1) Roguin. *Traité de Droit civil comparé. Les successions*, t. III, n° 1374. — *Adde.* J. Hémard, *loc. cit.*

(2) Colin et Capitant, *Cours de Droit civil*, t. III, p. 853.

(3) Nîmes, 20 janvier 1810. S. chr.

(4) Civ., 6 mai 1891. D. 93 I 180.

carte de visite ou une enveloppe de lettre (1), sur une feuille portant au verso des caractères d'imprimerie (2) ou enfin sur un carnet (3).

Peu importe que le testament soit rédigé sur des *feuilles séparées*; il ne formera qu'un seul et même acte si un lien intellectuel et matériel unit ses différentes parties. Sinon, il y aura autant d'actes distincts que de feuilles. Nous retrouvons ce sujet en étudiant la date et la signature.

Enfin, les arrêts et les auteurs admettent unanimement aujourd'hui que le testament peut revêtir la forme *d'une lettre missive*. Cette question a été l'objet de solutions différentes au cours de l'histoire, et, au lendemain du Code civil on la discutait encore. Les auteurs réfractaires à ce mode de tester faisaient valoir plusieurs arguments tirés du droit positif de l'Ancien Régime, de l'opinion de Pothier, des paroles de Bigot-Préamneau au Corps législatif et enfin d'un arrêt de 1807.

Dans l'Ancien Droit, aux XVI^e et XVII^e siècles, on pouvait tester par lettre missive; un arrêt du Parlement de Paris du 28 juin 1678 en témoigne, mais l'ordonnance de 1735 enleva cette faculté aux disposants, et Ricard l'explique en ces termes: « Les lettres missives qui ne sont que l'image de
« la conversation ne sont pas plus destinées à lier les hommes que la conversation qu'elles imitent et les expressions
« de la libéralité y sont moins l'effet d'une volonté absolue
« et déterminée, que le témoignage obligeant d'une bienveillance qui s'arrête cependant au simple projet. »

De son côté, Pothier écrit: « Une lettre missive par laquelle une personne écrirait à quelqu'un qu'elle lui fait
« un tel legs, quoiqu'écrite en entier, signée et datée de la
« main du testateur ne peut passer pour un testament olographe,

(1) Beauvais, 1^{er} juillet 1897. D. 98 II 502.

(2) Toulouse, 20 mai 1912. *Gaz. Trib.* 23.8.12.

(3) Lyon, 4 janvier 1923. D. 23 II 182.

« cette forme de tester étant expressément rejetée par l'ordonnance de 1735. »

Le Code civil est muet sur la question; mais on invoque souvent l'opinion de Bigot-Préamneux qui déclare dans l'exposé des motifs que « les dispositions faites verbalement, par signes ou par lettres missives ne sont pas admises. »

Enfin, a-t-on dit, un arrêt de la Cour de Bruxelles rendu en 1807, prouve bien que tel était l'esprit du législateur. Cet arrêt, en effet, condamne un prétendu testament « attendu que la forme de la pièce dont il s'agit n'est que celle d'une lettre missive ».

Nous ne nous étendrons pas sur la critique de ces arguments, la question n'étant plus controversée aujourd'hui. Il convient seulement de remarquer que notre droit positif ne contient aucune restriction dans le genre de celle apportée par l'ordonnance de 1735, que par suite aucun argument valable ne saurait être tiré de cette ordonnance ni de l'opinion des auteurs tels que Pothier qui ne faisaient que la commenter. Quant aux paroles de Bigot-Préamneux, ainsi que le dit fort bien Baudry-Lacantinerie (1), « elles ne peuvent suffire à perpétuer, sous l'empire du Code civil, une restriction ancienne que ne reproduit aucun texte ». Dans le même sens, Laurent (2) déclare: « quant au discours de l'orateur du Gouvernement, il n'a aucune autorité puisqu'il est en contradiction avec les principes ».

Enfin, l'arrêt de 1807 refuse de voir un testament dans l'acte qu'on lui soumet « attendu que le contexte le plus favorable aux appelans n'est que le développement d'un projet de dernière volonté, mais ne contient aucune disposition de ce que le défunt veut être exécuté après sa mort » (3). Si la Cour avait vu dans la lettre une volonté certaine et défini-

(1) Baudry-Lacantinerie. *Donations et testaments*, t. II, n° 1921.

(2) Laurent. *Traité de Droit civil*, t. 13, n° 180.

(3) Bruxelles, 19 octobre 1807. S. 1813 II 334.

tive de tester, sans doute l'eut-elle admise comme testament. C'est qu'en effet, la Jurisprudence, même récente, ne voit pas un testament valable dans toutes les lettres missives contenant sous une forme plus ou moins vague des dispositions de dernière volonté. Il y a là une question de fait de la compétence des juges du fond. « S'il résulte des circonstances de la cause que le *de cujus* n'a pas entendu faire un testament, la lettre missive ne saurait être opposée aux héritiers légitimes » (1).

De même, « pour que la lettre soit un véritable testament, il faut qu'elle soit plus qu'un simple projet et qu'elle « contienne l'expression d'une volonté définitivement arrêtée ». Si, comme en l'espèce, son auteur indique qu'il a l'intention de se renseigner « pour faire tout en règle » cela montre que, dans son esprit, la lettre ne se suffisait pas à elle-même. Elle ne saurait alors être invoquée comme testament (2).

A côté de cette condition d'intention, de volonté sûre et définitive, doit se rencontrer la condition de forme, à peine est-il besoin de le dire. La lettre doit être écrite par le testateur, datée et signée. Mais, une fois ces deux conditions remplies, elle vaut comme testament. Deux arrêts de la Chambre Civile peuvent être cités dans ce sens. L'un du 28 juillet 1909 (3) et l'autre tout récent du 25 avril 1925 (4) où nous lisons « qu'un testament olographe peut être rédigé sous forme « de lettre missive pourvu que celle-ci réunisse les trois conditions requises par l'article 970 et qu'elle renferme une « disposition de dernière volonté. » Elle est appréciée souverainement par les juges du fond qui se basent principalement sur l'acte litigieux, mais peuvent aussi s'inspirer des circonstances de la cause et d'autres écrits émanés du testateur (même arrêt).

(1) Req., 10 février 1879. D. 79 I 298.

(2) Paris, 30 décembre 1921. D. 22 II 35.

(3) S. 1912 I 81.

(4) D. 27 I 48.

Cette règle de notre Jurisprudence qui admet les testaments par lettres missives est un signe de la tendance subjective de notre droit moderne, et une manifestation de l'évolution du droit testamentaire vers un idéal de plus en plus dégagé de formalisme. Il y a loin du testament de l'ancien Droit Romain à notre testament olographe, et celui-ci, avec sa forme simplifiée, est certainement le plus employé. Aussi, la Jurisprudence doit-elle, à notre avis, avoir constamment sous les yeux la longue évolution de cet acte, le processus suivi par lui depuis l'origine des sociétés jusqu'à nos jours, et s'en inspirer, ainsi que de l'intention du législateur de 1804, chaque fois qu'une question se pose devant elle, se rattachant à la forme des testaments et plus particulièrement à leurs conditions d'écriture.

Dès qu'il est établi que le testateur jouissait d'une complète indépendance morale et physique, que son intention certaine était de tester valablement et que sa volonté est précise ou peut être précisée, son acte doit être validé sans hésitation par les juges, s'il est écrit, daté et signé de sa main. On ne saurait admettre que dans une législation comme la nôtre où la seule volonté joue un rôle tout puissant, les tribunaux donnent aux exigences du Code, élémentaires à dessein en matière de testament, l'interprétation formaliste que certains auteurs proposent.

CHAPITRE II

LA DATE

Le testament olographe doit, à peine de nullité, être daté de la main de son auteur. Le Code civil français énonce expressément cette règle, et, à l'exception du droit autrichien, toutes les législations qui admettent cette forme de tester ont la même exigence. Le droit anglais n'en fait pas mention et ce peut être un argument à invoquer pour ceux qui font ressortir les différences existant entre la forme ordinaire du testament anglais et le testament olographe. Les auteurs *recommandent* simplement aux disposants à cause de mort, d'indiquer la date et le lieu, mais aucune nullité n'est attachée à leur absence (1).

L'obligation de dater, de même que l'obligation d'écrire, est une résultante de l'histoire. Elle ne fut pas toujours imposée. Aux XVI^e et XVII^e siècles, on discute encore sur sa nécessité. Cujas n'y voit qu'une formalité accessoire. Au contraire, Dumoulin et Lamoignon estiment qu'elle doit être obligatoire. Ricard constate que « la date n'est pas nécessaire dans le testament olographe, sinon lorsqu'il s'agit de détruire un fait qui pourrait annuler le testament, comme lorsqu'il a été fait proche de la minorité » (2). Il cite cependant un arrêt du 4 juin 1660 d'après lequel « la date est nécessaire dans « un testament olographe pour le faire subsister » et il approuve cette doctrine car « il n'y a pas de raison de vouloir « distinguer à ce sujet les testaments olographes d'avec les autres ».

(1) Roguin. *Op. cit.*, p. 337, n° 1351.

(2) Ricard. *Op. cit.*, 1^{re} partie, n° 1491.

L'ordonnance de 1735 consacre cette opinion en imposant, sous peine de nullité, l'obligation de dater. Peu complète, à cet égard, que le Code civil, elle précise même que la date comporte l'indication des jour, mois et an. Le législateur de 1804 n'a donc fait que suivre le chemin qui lui était tracé.

Comment s'explique donc la nécessité de la date dans le testament olographe? Cette question présente un grand intérêt, nous le verrons, quant à la sanction de la fausse date. Les deux raisons classiques, celles que tous les auteurs citent, sont les suivantes:

1° La date sert à déterminer si le testateur était capable lorsqu'il a testé;

2° Au cas où plusieurs testaments existent, elle permet de savoir lequel est le dernier et, par conséquent, révoque les précédents.

Les juristes modernes se contentent rarement de ces deux arguments. Pour Saleilles (1) « la date est l'élément essentiel qui remplace ce qu'est la solennité dans le testament public... Jusqu'alors il n'y a qu'un projet purement privé; par elle et par elle seule il y a testament ». Pour Roguin (2) et pour M. Lévy-Ullmann (3), la date permet d'apprécier les circonstances dans lesquelles le testament a été fait, de voir si, en dehors du cas d'incapacité juridique caractérisée, le testateur jouissait de tous ses moyens, s'il n'était pas particulièrement exposé à la suggestion des tiers.

Nous croyons, nous aussi, que tel est bien le vrai motif de l'obligation de dater. Il faut d'ailleurs remarquer que cette explication contient en elle-même les deux arguments classiques que nous avons cités mais elle est plus compréhensive. C'est ainsi que dans les circonstances de la rédaction rentre-

(1) Saleilles. *Formes du testament olographe* (*Revue trimestrielle de Droit civil*, 1903, p. 606).

(2) Roguin. *Op. cit.*, n° 1379.

(3) Lévy Ullmann. *Cours de doctorat*, 1928-29.

ront la capacité physique et intellectuelle du testateur qui a pû être amoindrie, à une certaine époque, par la maladie, les influences extérieures auxquelles il a pû être soumis, autant d'éléments que le juge doit apprécier avant de se prononcer sur la validité du testament.

Quoiqu'il en soit, nous devons examiner comment il faut dater son testament, plus spécialement au cas où il comporte des dispositions successives et distinctes, des clauses additionnelles. Nous étudierons enfin la question si fertile en controverses, de la fausse date.

SECTION I

ELÉMENTS ET PLACE DE LA DATE

§ I. — *De quoi se compose la date*

Le Code civil, nous l'avons dit, ne détermine pas quels sont les éléments nécessaires de la date. Mais la Jurisprudence et les auteurs s'entendent pour exiger l'indication des jour, mois et an, suivant ainsi la règle posée par l'Ordonnance de 1735 et expressément énoncée par le Code italien et le Code espagnol. Sera donc nul le testament simplement daté de l'année quoique le testateur ait toujours été capable et qu'il n'y ait qu'un testament (1); de même, celui qui ne mentionne pas le jour (2).

La date peut être écrite en lettres ou en chiffres; peu importent les surcharges, si elle reste lisible et peut être précisée. Le testament olographe n'étant pas un acte authentique, il n'est même pas besoin de les approuver, la loi du 25 Ventôse an XI ne s'appliquant qu'aux actes notariés (3). Mais la surcharge entraînera la nullité du testament, si par exemple, elle porte sur le quantième et qu'on peut aussi bien lire le 7, le 17 ou le 27 (4). Ce n'est pas le fait d'avoir surchargé ou gratté la

(1) Req., 3 mars 1846. D. 46 I 266.

(2) Civ., 25 avril 1925. D. 27 I 48.

(3) Civ., 11 juin 1810. R. n° 2261. — Douai, 12 février 1884. S. 84 II 187.

(4) Req., 7 mars 1898. D. 98 I 214.

date qui entache l'acte d'invalidité, mais l'incertitude du jour où il a été fait.

La date doit être écrite en entier de la main du testateur et la Cour de Cassation a annulé un testament rédigé sur du papier à en-tête et dont trois chiffres étaient écrits en caractères typographiques, le chiffre de l'année seul étant tracé à la main (1). Au point de vue strictement juridique, cette décision est conforme à la loi, mais il semble que pratiquement, elle soit bien rigoureuse ! On peut en rapprocher un arrêt de la Chambre Civile qui refuse de compléter la date à l'aide du millésime du papier timbré, car ce millésime n'est pas l'œuvre du testateur (2).

Aucun terme sacramentel n'est imposé pour l'énoncé de la date. Il suffit qu'elle soit certaine, elle peut donc se référer à un événement connu ou à une fête « qui ne laisse aucun doute « sur l'instant chronologique où le testament a été écrit ». La Cour de Turin a validé un testament olographe daté du jour de Saint-Roch 1876. En effet, d'après l'art. 775 du Code civil italien « la date doit indiquer le jour, le mois et l'année « mais une forme spéciale n'est pas exigée et le testateur répond au précepte de la loi toutes les fois qu'elle précise le « jour, le mois et l'année où le testament a été écrit » (3). La même solution s'impose en droit français.

S'inspirant d'une idée semblable, la Cour de Paris a, en 1851, validé un testament non daté. Les circonstances étaient les suivantes : à 2 heures, la femme du de cujus était décédée. Celui-ci fait aussitôt son testament où il dit son intention de se suicider pour ne pas survivre à sa femme. Effectivement, il se tue le même jour à 5 heures. La Cour, au grand émoi du monde juridique, a déclaré valable le testament, sa date étant aisément déterminable puisqu'elle prenait place entre le décès de la femme et celui du testateur, lesquels se sui-

(1) Req., 4 janvier 1894. D. 94 I 25.

(2) Civ., 29 mai 1889. D. 89 I 275.

(3) Turin, 4 mars 1881. S. 82 IV 14.

vaient à une heure de distance. Cet arrêt a été critiqué, on l'a dit contraire aux textes, susceptible de jeter le trouble dans la Jurisprudence. Aussi croyons-nous qu'il a été le seul dans ce sens. Les circonstances, elles-mêmes, étaient exceptionnelles, ce qui peut justifier cette petite entorse donnée aux principes.

La date ne comporte pas l'indication de l'heure. Cependant, il s'est présenté un cas assez délicat devant la Cour de Nancy: un jeune homme avait fait son testament le jour où il atteignait sa majorité, sans porter l'heure sur l'acte. Les héritiers attaquent celui-ci, prétendant qu'il avait été rédigé avant l'heure de la majorité (étant admis que la majorité s'acquiert *de momento ad momentum*). Mais la Cour a rejeté leur prétention car le testateur indiquait qu'il était majeur, ce qui suffisait à déterminer qu'il avait testé à une heure où il en était pleinement capable.

L'indication du lieu n'est pas davantage exigée en droit français. Il en était de même dans l'Ancien Droit (1) quoiqu'alors la diversité des coutumes et surtout l'existence des pays de droit écrit qui rejetaient le testament olographe aient rendu cette mention utile. Aujourd'hui où cette raison elle-même n'existe plus, il est superflu de désigner le lieu de la confection du testament; son omission ne saurait entraîner la nullité de l'acte (2), ni même son indication erronée (3).

Il en est autrement dans le *Code allemand*. Cela s'explique par des raisons historiques. Le Code civil allemand introduisit à dater du 1^{er} janvier 1900 le testament olographe dans les Etats du Nord et du Centre de l'Allemagne qui ne l'admettaient pas jusque-là. Si l'on n'avait pas exigé l'indication du lieu, auraient été valables des testaments faits avant

(1) Ricard. *Op. cit.*, n° 1566.

(2) Req., 6 janvier 1814. S. 14 I 217.

(3) Bourges, 22 janvier 1842. R. 2659. — Il est cependant à signaler qu'au point de vue du droit international privé l'indication du lieu pourrait être précieuse; ce serait un instrument susceptible de dévoiler les fraudes de testateurs ressortissants de législations interdisant la forme olographe et qui néanmoins l'utilisent dans leur propre pays.

cette date dans des Etats qui le prohibaient encore (1). Le *Code civil suisse* rend également cette mention obligatoire sous peine de nullité; quant au *Code autrichien*, il se contente de la conseiller sans cependant sanctionner son défaut. Les législations belge, italienne et roumaine restent muettes sur la question.

§ 2. — *Place de la date.*

La Jurisprudence et les auteurs modernes font preuve d'un esprit assez libéral quant à la place que doit occuper la date dans l'acte testamentaire. Différentes questions ont été posées devant les Tribunaux se rattachant à ce sujet, à savoir si la date peut se trouver indifféremment au début, à la fin ou dans le corps de l'acte, si elle doit obligatoirement précéder la signature, enfin si elle peut être apposée sur l'enveloppe contenant le testament.

Un arrêt de la Chambre des Requêtes du 7 juillet 1867 (2) admet qu'un testament est valablement daté s'il résulte de son état matériel que la date appartient à toutes les dispositions qui la précèdent ou qui la suivent. Elle peut donc se trouver dans le corps de l'acte. Il n'y a pas là matière à discussion.

Mais une question qui fut beaucoup plus controversée est celle de savoir si la date doit obligatoirement précéder la signature. Certains auteurs ont prétendu que l'article 970 en disant que le testament doit être daté ET signé, a indiqué par là l'ordre à suivre. De plus, ajoutent-ils, « la signature met le cachet à l'acte, elle l'achève, donc il faut que tout ce qui constitue l'acte précède » (3).

Demolombe (4) a répondu à ces arguments. Pour lui, l'observation de l'ordre indiqué n'est pas prescrite à peine de

(1) Saleilles. *Formes du testament olographe*. *Rev. trim. de Dr. civ.*, 1903, pp. 587 et suiv.

(2) D. 70 I 76.

(3) Laurent. *Principes de Droit civil français*, t. 13, n° 210.

(4) Demolombe. *Cours de Code Napoléon*, t. 21, n° 115.

nullité, et il suffit que la signature se réfère d'une façon certaine à la date comme au contexte du testament.

Baudry-Lacantinerie approuve cette opinion; elle trouve d'après lui sa justification dans le caractère très répandu du testament olographe qui souvent émane de personnes peu lettrées.

La Jurisprudence est dans ce sens. Toute une série d'arrêts du début du XIX^e siècle en témoigne. Et la Cour de Cassation (1) ainsi que la Cour de Besançon (2) ont adopté cette solution. Deux arrêts de la Jurisprudence italienne, approuvés à ce point de vue par M. Wahl, décident également que la date peut être apposée en un point quelconque du testament et même suivre la signature (3).

Nous ne saurions trop, quant à nous, approuver cette doctrine. Le testament olographe est fait généralement par un testateur peu instruit des subtilités juridiques. Pourquoi, si l'acte est sincère et contient une intention certaine de disposer à cause de mort, pousser le formalisme jusqu'à exiger que la date soit à tel endroit précis? Il suffit qu'elle ait une corrélation nécessaire avec toutes les dispositions. C'est ce que dit fort bien Troplong: « Comme exemple des misères de la Jurisprudence, « je pourrais dire qu'on a discuté beaucoup si une date placée dessous ou à côté de la signature est valable. Il a enfin « été reconnu qu'une date apposée au-dessous de la signature, « c'est-à-dire non à sa hauteur, mais à la hauteur du *parafe*, « est bonne, lorsqu'il paraissait qu'elle avait été écrite de la « même plume, de la même encre, de la même main et sans « intervalle. L'équité approuve cette décision conforme à des « usages qui se sont établis dans la forme épistolaire des gens « du monde; *elle s'étonne des rigueurs excessives auxquelles* « *des esprits trop méticuleux se sont laissés quelquefois aller,* « par un sentiment de défaveur contre les testaments. »

(1) Req., 11 mai 1831. S. 31 I 189.

(2) Besançon, 19 décembre 1877. D. 79 II 64.

(3) Palerme, 5 mars 1901. — Cour de Cassation de Rome, 4 mai 1901. S. 1905 IV 9.

On ne saurait plus éloquemment condamner le formalisme exagéré auquel aboutissent les opinions de certains auteurs.

Enfin, la Chambre des Requêtes a décidé que la date peut se trouver *sur l'enveloppe* si celle-ci et son contenu sont réunis par un lien matériel et intellectuel et ne forment qu'un seul et même acte (1).

Les législations étrangères ne sont pas, à cet égard, plus complètes que la nôtre; aussi s'inspirant des mêmes raisons, v a-t-il lieu de décider, notamment pour le droit italien et le droit allemand, que la place de la date importe peu (2).

SECTION II

DISPOSITIONS SUCCESSIVES ET DISTINCTES LE TESTAMENT SUR FEUILLES SÉPARÉES

§ I. — *Dispositions successives et distinctes*

Aucun texte n'oblige le testateur à rédiger en un seul jour ses dernières volontés. Dans le cas où il aura mis un espace de temps plus ou moins long à faire son testament, comment devra-t-il le dater?

Il a le choix entre différents moyens. Ou bien, chaque jour, il datera et signera les dispositions qu'il a rédigées et l'on ne saurait alors condamner le testament qui, une fois fini, comporte de la sorte plusieurs dates (3), ou bien, si les dispositions successives forment un tout complet et non pas plusieurs testaments isolés, si elles sont unies par un lien qu'appréciera le juge du fait, une seule date globale suffira (4). Cette date unique peut-elle indiquer indifféremment le jour où le testament a été commencé ou celui où il a été terminé?

La Cour de Cassation de Rome se contente de la mention du jour du début; M. Wahl, en note, estime que, le

(1) Req., 9 janvier 1900. S. 01 I 406.

(2) Roguin. *Op. cit.*, n° 1382.

(3) Req., 8 juillet 1823. R. 2665 1°. - Req., 14 avril 1890. S. 90 I 264.

(4) Caen, 9 avril 1889. S. 89 II 134. — Cassation Rome, 4 mai 1901 précité.

testateur devant être capable jusqu'à la fin, c'est la date du jour où le testament est terminé qui doit être mentionnée. Mais il nous semblerait bien dur d'annuler un testament pour cette seule raison et nous inclinons à penser que la date sera valable et suffisante, si elle correspond à l'une des phases de rédaction de l'acte.

Il n'en reste pas moins vrai que la date doit être sincère et certaine. Si une double date est admise dans le cas cité plus haut, on ne saurait valider la *date alternative* qui laisse un doute sur le jour où a été fait le testament. La Cour de Pau a justement annulé un legs daté du 26 ou 27 juillet 1886. Il y a alors incertitude et l'indication du jour ne remplit pas les conditions exigées par la loi.

Une question analogue à la précédente s'est posée au cas où le testament comporte plusieurs *parties distinctes*. Si le juge estime qu'elles forment autant de testaments séparés, chacune devra être datée et signée mais la nullité de l'une d'elle pour défaut de date ou de signature, ne saurait entacher de nullité celle qui a été faite conformément à la loi et qui devra être exécutée (1). Si, en réalité, les différentes dispositions forment un tout unique, si elles sont reliées entre elles par une attache matérielle ou morale, il suffira d'une seule date.

§ 2. — *Le testament sur feuilles séparées*

Nous arrivons ainsi à étudier les conditions de validité du testament écrit sur feuilles séparées. Le seul fait que l'acte n'est pas rédigé sur une feuille unique ou sur un cahier, par exemple, n'est pas une cause de nullité. Nous l'avons déjà dit. C'est au juge du fait à apprécier si les feuilles volantes émanent bien du testateur, si aucune n'a été supprimée ou induement remplacée par une feuille provenant d'un testament révoqué, enfin si elles constituent bien un acte définitif (2).

Mais comment devra être daté (et signé) un semblable

(1) Aix, 25 août 1825. R. 2605. — Req., 12 mai 1890. S. 92 I 86.

(2) V. Laurent. *Op. cit.*, t. 13, n° 174.

testament? La jurisprudence s'inspire toujours de la même idée: s'il forme un seul et même acte, si les feuilles sont unies par un lien matériel et moral, une seule date et une seule signature suffiront. Le lien matériel résidera dans la similitude de l'encre employée, dans le fait que les différentes feuilles sont cousues ensemble (1), etc... Quant au lien intellectuel, il résultera par exemple de l'indication T.S.V.P. qui se trouve au bas de chaque feuille, de l'approbation sur la dernière feuille de ratures faites sur la première, du numérotage des pages (2), du fait que les feuilles ont été trouvées dans le même buvard (3). L'appréciation de ces deux liens est confiée à la sagesse des juges du fait. Lorsqu'ils estiment que ces liens n'existent pas, le testament sera nul s'il n'est pas daté et signé sur chacune de ses feuilles (4).

On conçoit qu'en de semblables matières, l'arbitraire du juge soit fort à craindre. L'esprit humain n'est pas infallible, loin de là, et les divergences de solutions sont d'autant plus à craindre pour ces questions de fait, que le contrôle et le rôle unificateur de la Cour de Cassation ne peuvent s'exercer. La Cour de Rouen invoque le fait que les feuilles du testament sont trouvées dans le même buvard (v. *supra*) pour prétendre qu'il y a un lien suffisant entre elles. La Cour de Paris avait décidé (5) qu'il importe peu que l'une des feuilles soit déposée chez un notaire et que l'autre, seule datée et signée, soit découverte au domicile du testateur. A première vue, ces deux arrêts peuvent sembler contradictoires. Ne convient-il pas plutôt d'y voir le souci qu'ont les juges de valider le testament toutes les fois qu'il est sincère et définitif? Le législateur a réglementé parcimonieusement — trop parcimonieusement, nous aurons à y revenir — la question du testament olographe. Mais

(1) Angers, 16 novembre 1926. S. 27 II 101.

(2) Req., 17 juillet 1867. D. 68 I 210.

(3) Rouen, 13 mai 1914. *Gaz. Trib.*, 1914.

(4) Lyon, 26 mai 1904. D. 05 II 216.

(5) Paris, 22 janvier 1850. S. 50 II 115.

au moins si ses exigences sont minces, que les juges et les auteurs ne viennent pas les compliquer. On ne peut que les féliciter chaque fois qu'ils se détachent d'un formalisme qui n'est plus de saison.

SECTION III

LA DATE DES RATURES

INTERLIGNES ET CLAUSES ADDITIONNELLES

Nous savons que le testament olographe peut être raturé; des interlignes, des clauses additionnelles peuvent être ajoutées, soit au moment de sa rédaction, soit postérieurement. Mais doivent-elles être datées? La question est résolue par une distinction. Elles participeront de la date du testament principal si elles ont été écrites le même jour que lui ou si elles n'en sont qu'une explication.

Par conséquent l'interligne ou clause modificative qui est ajoutée postérieurement à la confection de l'acte, doit être datée. Une nombreuse suite d'arrêts en décide ainsi (1). L'addition ne sera réputée postérieure que si elle est faite un autre *jour* que le testament, puisque la date ne contient pas l'indication de l'heure (2). Le juge du fait appréciera si elle est concommittante à l'acte et suivant la règle que nous exposerons plus loin, il ne pourra décider qu'il y a fausse date que si l'erreur résulte du testament lui-même (3).

Lorsque l'écriture et la signature du testateur ne sont pas méconnues, les mots placés en interligne ou en addition sont d'ailleurs censés avoir été écrits en même temps que le corps de l'acte et c'est à ceux qui prétendent le contraire à en apporter la preuve (4).

(1) V. notamment Civ. 27 juin 1860. S. 60 I 773. — Req. 16 août 1881. D. 82 I 247. — Caen, 16 avril 1885. D. 90 II 357. — Req., 29 décembre 1908. D. 09 I 399. — Req., 4 décembre 1922. S. 23 I 97.

(2) V. note sous Paris, 12 mai 1870. S. 70 II 265.

(3) Req., 3 mai 1859. S. 59 I 369. — Req., 16 décembre 1861. D. 62 I 95. — Cour de Cassation belge, 13 avril 1882. S. 82 IV 43. — Riom, 27 mai 1908. S. 09 II 283.

(4) Req., 11 novembre 1874. D. 75 I 311. — Voir chap. V, section II. Force probante de la date.

Que faut-il donc entendre par clause modificative? C'est encore là une question soumise à l'appréciation du juge du fait et qu'il n'a pas toujours tranchée d'une façon très homogène. Il nous semble que la formule récemment donnée par la Cour de Cassation peut être proposée comme critérium aux magistrats: « lorsque la modification d'une disposition testamentaire a pour but de changer la disposition des biens précédemment adoptée par le testateur, cette modification doit être datée » (1).

Il s'est posé, en fait, des questions fort délicates à résoudre. Par exemple, le testateur avait institué un légataire universel, mais il avait omis de le désigner. Il le fait dans un renvoi. La Cour de Dijon par un arrêt approuvé par la Chambre des Requêtes le 18 août 1862 (2), décide qu'il n'y a pas là une disposition nouvelle et valide l'institution, bien que la désignation du bénéficiaire ne soit pas datée. Demolombe critique avec raison, nous semble-t-il, cette solution. Il est bien difficile de voir une disposition purement explicative dans la nomination d'un légataire. Lorsqu'on pose un principe, il faut l'appliquer jusqu'au bout. Si le renvoi n'avait pas eu lieu, l'institution de légataire était sans objet, elle était nulle. La désignation de cet objet ne saurait donc être considérée comme une simple interprétation de l'acte principal.

De même, le renvoi postérieur à l'acte qui contient un legs dont il n'est pas parlé dans le testament principal doit être daté sous peine de nullité (3). Dans le même cas, la Cour de Cassation belge a jugé que les additions qui réduisent postérieurement un legs universel en établissant les legs particuliers, doivent comporter une date spéciale (4); de même encore pour la suppression du nom d'un des trois légataires universels institués dans le testament (5); de même si le testateur qui a disposé de

(1) Req., 4 décembre 1922. S. 23 I 97.

(2) S. 63 I 268.

(3) Civ. casse, 27 juin 1860. S. 60 I 773.

(4) Cass. belge, 13 avril 1882. S. 82 IV 43.

(5) Nancy, 13 mai 1899. D. 1900 I 165.

sa fortune immobilière dans le testament, dispose de sa fortune mobilière dans une clause additionnelle postérieure (1).

Par contre la Cour de Pau a jugé que la clause additionnelle par laquelle le testateur disait: « Je désire qu'aucun de mes biens n'aille à la fille X... » avait un caractère purement explicatif, alors que dans le corps du testament il subordonnait son legs en faveur de son frère, à la condition que celui-ci ferait un mariage honorable, et qu'il supposait l'intention de son frère d'épouser la fille X... Le post-scriptum dans ce cas était bien interprétatif (2).

La Cour de Cassation a reconnu le même caractère à la disposition qui transforme le legs d'une rente de 450 francs en un legs portant sur une somme de 8.000 francs. Il nous semble qu'il y a là une erreur. Cette disposition est bien une modification du testament; en l'espèce elle était concommittante à l'acte, ce qui écarte la nécessité d'une date spéciale, mais le second motif invoqué, à savoir le caractère purement rectificatif de la rature nous paraît inexact.

Certains auteurs ont critiqué la tendance formaliste de cette Jurisprudence (3). On lui a reproché de provoquer l'annulation des ratures faites par un testateur capable et libre. En somme, on invoque contre ces arrêts les mêmes arguments que contre les décisions qui invalident les testaments pour cause de fausse date. Nous les retrouverons dans la section suivante.

Signalons, pour en finir avec le droit français, que la nullité de l'interligne, rature, etc., ne saurait réagir contre le testament lui-même, si celui-ci a été fait régulièrement (4). Seule l'addition sera réputée non écrite.

Le droit allemand adopte un système semblable. Une fois l'acte achevé, toute adjonction ultérieure ne sera valable

(1) Req., 29 décembre 1908. D. 09 I 399.

(2) Pau, 15 juillet 1913. S. 13 II 271.

(3) V. note Baudot sous Req., 3 mai 1859. S. 59 I 369 et note Chavergin sous Nancy, 29 juin 1921. S. 21 II 128.

(4) V. notamment Paris, 12 mai 1870. S. 70 II 265.

que si elle est munie de toutes les formalités requises, c'est-à-dire si elle est spécialement datée et signée (1). Cette similitude s'explique fort bien. Le Code allemand, de même que l'article 970 français, exigent que le testament soit daté. Si l'on admet (ce qui est discuté) qu'il exige également une date exacte, on comprend très bien qu'il ne puisse valider des dispositions qui, postérieures à la date de l'acte principal, ne peuvent être couvertes par lui.

SECTION IV

LA FAUSSE DATE

Nous arrivons, avec la fausse date, à l'une des questions les plus controversées de notre matière. Elle est l'objet d'une divergence célèbre entre la Jurisprudence belge et la Jurisprudence française et nous allons avoir à apprécier les arguments fournis de part et d'autre.

La date doit-elle être obligatoirement une date exacte? Dans quelles conditions peut-on rectifier une date erronée? Tels sont les deux points à étudier.

§ I. — *Nécessité d'une date exacte.*

Dans une nombreuse suite d'arrêts, la Jurisprudence française a posé ce principe que la fausse date sur un testament olographe équivaut à l'absence de date. C'est là une règle absolument fondamentale dans notre système jurisprudentiel. Mais elle comporte un tempérament important. La date inexacte n'entachera pas le testament de nullité si l'on se trouve dans un des cas de rectification possible, c'est-à-dire si l'erreur n'est pas volontaire et si elle peut être corrigée au moyen d'éléments tirés du testament lui-même (voir § 2). Au contraire, dans trois arrêts retentissants de 1857, 1875 et 1895, la Cour de Cassation belge a décidé qu'une fausse date suffit, lorsque le testateur a toujours été capable, qu'il n'existe qu'un testament, et qu'il n'y a ni dol, ni fraude. Un arrêt de la même

(1) Roguin. *Op. cit.*, n° 1391.

juridiction avait, en 1823, adopté le système qui est toujours celui de la Jurisprudence française et déclarait: « Comme aucun élément du testament ne pouvait rectifier l'antidate, c'est à bon droit que l'erreur de date a été assimilée à l'absence de date et que le testament a été déclaré nul, même si le légataire offre de prouver qu'en aucun moment le testateur n'a été incapable (1). » La Jurisprudence belge des arrêts de 1857, 1875 et 1895 manifeste donc un revirement radical.

Certains auteurs ont voulu voir dans l'évolution de la Jurisprudence française un revirement contraire. D'après eux, notre Cour de Cassation aurait d'abord adopté le système libéral de la Jurisprudence belge actuelle; ils se basent sur un arrêt de la Chambre des Requêtes du 12 juin 1821 (2) où nous lisons: « un testament n'est pas nécessairement nul par cela seul que la date en est fausse, l'erreur peut en être rectifiée et les juges peuvent et doivent faire cette rectification toutes les fois que, *d'après les dispositions du testament*, il est évident à leurs yeux qu'il a été rédigé tel jour, tel mois, telle année ». Il nous semble, quant à nous, que l'on peut très bien voir, dans cet arrêt, le germe de notre système jurisprudentiel actuel, puisque la faculté de rectification est déjà restreinte au cas où elle peut tirer ses éléments des dispositions du testament. N'est-ce pas ce que décide toujours notre Cour de Cassation?

Quoiqu'il en soit, nous devons examiner les arguments invoqués en faveur de chaque doctrine et apprécier laquelle satisfait le mieux les exigences des textes et de la logique. Les juristes classiques: Troplong, Demolombe, Laurent, Baudry-Lacantinerie approuvent le système de la Cour de Cassation française. Au contraire, dans la doctrine moderne, nous trouvons quelques auteurs tels que Saleilles qui accordent leurs préférences à la théorie belge. On reproche en effet à notre Jurisprudence d'être trop rigoureuse.

Et d'abord, dit-on, l'article 970 n'en demande pas tant;

(1) Cass. Bruxelles, 4 décembre 1823. S. 1825 II 286.

(2) R. 2684 1°.

il demande que le testament soit daté, il n'exige pas une date conforme à la réalité. On ne peut retirer au testateur le droit de choisir librement la date de son acte. S'il est prouvé que le testament est régulier quelle que soit l'époque à laquelle il a été fait, qu'importe l'inexactitude des jour, mois et année qui s'y trouvent écrits? La condition de forme énoncée par l'article 970 est suffisamment remplie. « Pourquoi, dit Saleilles, le testateur ne pourrait-il assigner à son testament, qui est un acte de volonté interne, la date qu'il lui plaît de choisir?... L'article 970 se contente d'exiger une date; il n'impose aucune correspondance légale entre la date et aucun des autres éléments constitutifs du testament. Il veut qu'il y ait une date, parce qu'un acte qui n'est pas situé dans le temps n'a pas de valeur juridique, à plus forte raison n'a-t-il pas de valeur testamentaire... En consacrant cette idée (de la liberté du testateur) si simple, si féconde, nous y gagnerons, non seulement de nous rapprocher de la réalité juridique, mais d'écarter tous les pièges et toutes les surprises dont on est parvenu à entourer le testament olographe » (1).

Enfin, il est vraiment trop rigoureux d'annuler un testament pour fausse date révélée par le filigrane du papier timbré, par exemple, alors que le testateur a recopié un acte antérieur régulier et lui a conservé sa date primitive.

Les auteurs partisans du système belge reprochent donc à notre Jurisprudence de dépasser la portée de l'article 970, de restreindre induement la liberté de tester, et, faisant preuve d'un formalisme outrancier, de tendre des pièges au testateur. Nous allons essayer de montrer au contraire que le système français est le plus conforme aux textes, aux nécessités pratiques et à la logique.

Lorsque l'article 970 exige que le testament olographe

(1) Saleilles. *Des formes du testament olographe* (*Revue trimestrielle de Droit civil*, 1904, p. 89 et s.).

soit daté, que désire-t-il? Connaître le jour où il a été confectionné afin d'apprécier si le testateur a pu agir avec capacité et indépendance. On vient prétendre que l'inexactitude de la date importe peu ! Ainsi que l'exprime fort bien un arrêt de la Cour d'Orléans (1), « la loi n'a pas entendu prescrire une « vaine formalité qu'on accomplirait suffisamment en apposant à l'acte une date de fantaisie ». La Chambre des Requêtes en 1864 reprend à peu près ces termes: « Quelle « qu'ait été l'intention du législateur, il est constant que la « date du testament est nécessaire pour sa validité; l'on ne « peut en conséquence supposer que le législateur ait permis « d'indiquer une date de fantaisie, laquelle alors n'aurait été « qu'une vaine formalité et dont l'omission néanmoins en- « traînerait la nullité du testament » (2).

Admettre que le législateur se contente de n'importe quelle date, est aussi faux à notre sens, que d'admettre qu'il se contenterait de n'importe quelle signature, vraie ou non. S'il exige une date, ce ne peut être que la vraie date, sinon pourquoi l'exiger?

Quant à l'argument suivant lequel le testateur est libre de donner à son testament la date qui lui convient, Ricard y répondait par avance au XVIII^e siècle (3): « Il ne faut pas que « l'on objecte que le testateur étant le maître absolu d'un « testament de cette qualité (c'est-à-dire d'un testament olographe) puisqu'il dépend uniquement de la plume, il convient à lui d'y donner telle date que bon lui semble; parce « qu'en outre que les lois et le public ne doivent jamais supposer une fausseté dans les établissements qu'ils font: d'ailleurs, il importe même pour prévenir les faussetés et les « suggestions, qui est le sujet pour lequel les formalités ont « été introduites dans les testaments, que la date y soit maintenue, parce que c'est là, la principale voie par laquelle les

(1) Orléans, 24 janvier 1857. S. 57 II 497.

(2) Req., 11 mai 1864. S. 64 I 233.

(3) Ricard. *Op. cit.*, n° 1561.

« suppositions peuvent être évitées, *arrivant souvent que c'est la date qui sert de lumière et de boussole pour découvrir ce qu'il y a de vicieux dans un testament.* » Et Ricard cite un cas où la fausseté d'un testament olographe a été dévoilée, grâce à la date.

Enfin, le reproche de formalisme qui est fait à la Jurisprudence française nous paraît, pour le moins, plaisant ! qu'est-ce que le formalisme, en effet, sinon la subordination du fond à la forme ? Le système qui se contente d'une date inexacte, ne correspondant à rien de réel, mais nécessaire pour satisfaire une condition de *forme* nous semble beaucoup plus formaliste que celui qui exige que sous cette *forme* il y ait une réalité !

La seule objection faite à notre Jurisprudence et qui nous paraît digne de retenir l'attention est celle qui critique l'annulation du testament, alors que celui-ci est la copie d'un acte régulier. Il est évident que si le testateur recopie simplement l'acte primitif, il accomplit une action purement matérielle et s'il conserve la date du premier testament (qui est désormais fausse), l'annulation du testament recopié peut paraître trop sévère. Mais dans la grande majorité des cas, lorsque le disposant recopie son testament c'est qu'il y change quelque chose. Il y a donc un acte nouveau qui doit comporter une date spéciale et propre.

A ces arguments en faveur du système français s'en ajoutent d'autres. En effet, quelle devra être la date apposée après coup ? Si le 30 mars je date mon testament écrit le 10 janvier, devrai-je le dater du 30 mars ou du 10 janvier ? Dans le premier cas, il y a postdate, puisque le jour indiqué est postérieur à la rédaction du testament ; dans le second cas, il y a antidate, puisque le 10 janvier est antérieur au jour où je complète mon acte. C'est ce qu'a montré M. Wahl dans une note au Sirey (1). La date apposée après coup est donc néces-

(1) S. 1905 IV 9.

sairement boîteuse et ne peut correspondre qu'en partie à la réalité (1).

Et puis, si une indication fausse suffit, à quoi sert-elle? « Pourquoi exigerait-on la mention d'une date quelconque par le testateur? dit M. Roguin (2). Comment une législation prétendant demeurer rationnelle réclamerait-elle une indication dont la fausseté ne signifierait rien? » Si une date inexacte, donc inutile, suffit, pourquoi ne pas admettre la validité du testament non daté, lorsqu'il est unique, que son auteur a toujours été capable, qu'il n'y a ni dol ni fraude? En poussant le système belge jusqu'à ses conclusions logiques, on aboutit donc à une solution absolument contraire à la loi.

Nous dirons donc avec Baudry-Lacantinerie: « Quand le législateur exige une date, il ne saurait se contenter d'une date quelconque; il lui faut une date exacte » (3). Le testament olographe est un acte simple, nous-même avons insisté et insisterons encore sur cette idée. Il ne faut pas tendre des pièges au testateur, soit, mais au moins peut-on exiger que lorsqu'il accomplit un acte aussi important, il agisse avec soin et réflexion et se conforme aux maigres exigences de la loi (4).

§ II. — Rectification de la date exacte.

Le principe de la jurisprudence française n'est d'ailleurs pas absolu. La rectification de la date inexacte peut et doit être faite par le juge lorsque l'erreur résulte d'une inad-

(1) Laurent (*op. cit.*, t. 13, p. 209) admet la postdate, en ce sens que si un testateur après avoir écrit son testament sans le dater, y met plus tard une date, il est *censé* avoir écrit ses dispositions à cette date. Mais ainsi que le fait remarquer lui-même le Procureur général Faider au sujet de l'arrêt de la Cour de Cassation belge de 1875, il y a dans ce cas une *fiction* admise à la place de la sévère réalité d'abord demandée (D. 1875 II 220).

(2) Roguin, *Op. cit.*, n° 1944.

(3) Baudry-Lacantinerie. *Op. cit.*, n° 1944.

(4) M. Lévy-Ullmann (*Cours de Doctorat*, 1928-29, p. 162) approuve la doctrine de deux arrêts (Civ., 15 juillet 1846. D. 46 I 342 et Poitiers, 2 mars 1864. D. 64 II 130) qui, dans une certaine mesure admettent la validité de la fausse date. Pour lui, il suffit que la date soit *approximativement* exacte. Mais ce critérium ne peut-il pas paraître un peu trop vague? Où commence et où finit l'approximatif?

vertance et que les éléments du testament démontrent d'une façon certaine le jour où l'acte a été fait (1).

Si, en effet, le testateur a intentionnellement donné une fausse date à son testament afin d'introduire une cause de nullité dans un acte que, victime consciente d'une captation, il ne fait pas librement, ce serait aller contre sa volonté que de rectifier cette date. Mais l'inadvertance est présumée et c'est aux héritiers qui attaquent le testament à prouver cette volonté. (2)

Outre cette condition d'erreur involontaire, la Jurisprudence exige que le testament lui-même fournisse les éléments de rectification, soit par ses énonciations, soit par son état matériel (3).

La Cour de Bordeaux, dans un arrêt confirmé par la Chambre des Requêtes, a jugé valable le testament ainsi daté : « Bordeaux, le 20 mai 1818, je dis 1829 » ; dans le courant de l'acte, en effet, le testateur indique qu'il a 75 ans — comme il était né en 1754, il résultait de cette énonciation que le testament avait été fait en 1829, et que la vraie date était : 20 mai 1829. Un cas inverse s'est présenté en 1856 devant la Cour de Cassation. Le testament était daté 22 octobre 1849, et le disposant indiquait que c'était le jour de son 76^e anniversaire. Or, il prenait 76 ans le 22 octobre 1850. Cette imprécision a pu être réparée, car il désignait comme propriétaires de certains immeubles, des tiers qui ne les avaient achetés qu'en 1850. On pouvait donc fixer le jour de la confection du testament au 22 octobre 1850 (4).

Un arrêt de la Cour de Montpellier du 24 décembre 1874 invoque comme éléments de rectification, une allusion faite par le testateur à des ventes par actes authentiques en date du 22 juin 1868 et la désignation de la résidence du légataire,

(1) V. sur cette question: Mazeaud. *Preuve intrinsèque*, Thèse Lyon, 1921.

(2) Req., 16 février 1909. S. 12 I 77.

(3) V. Req., 13 mars 1928. S. 28 I 199.

(4) Req., 6 août 1856. S. 56 I 778.

lequel en avait changé fin 1869. Le testament était donc postérieur au 22 juin 1868 et antérieur à la fin de 1869. Comme l'année était seule inexacte, et que suivant le principe de la divisibilité de la date, le mois et le jour n'étaient pas suspectés, on a pu ainsi fixer la date du testament au 29 avril 1869 (1).

De même, pourra servir d'élément de rectification, la désignation de la qualité du légataire ou exécuteur testamentaire. Un testament portait la date du 2 mai 1860, en contradiction avec le filigrane du papier timbré qui indiquait 1861. La vraie date était donc postérieure à la mise en circulation du papier filigrané 1861. Mais la testatrice désignait son exécuteur testamentaire comme étant instituteur. Celui-ci ayant cessé ses fonctions le 27 mars 1862, on pouvait donc assigner à l'acte la date du 2 mai 1861 (2).

Nous venons d'effleurer la question de savoir si au point de vue de la rectification de la fausse date, le filigrane du papier timbré peut être considéré comme un élément intrinsèque du testament. L'arrêt de 1869 l'admet, nous l'avons vu, et la grande majorité de la jurisprudence est dans ce sens. La Chambre des Requêtes en 1832 déclare que le filigrane fait corps avec la feuille du testament (3) de même, en 1855 (4); enfin nous lisons dans un arrêt de la même Chambre du 31 mars 1896 (5) « le millésime du papier timbré, indélébile par sa nature, peut être un élément de rectification de la date erronée » (6).

Un arrêt de la Chambre Civile dont nous avons déjà parlé peut sembler en contradiction avec cette Jurisprudence.

(1) La Chambre Civile a, il est vrai, cassé cet arrêt parce que les premiers juges n'avaient pas tenu compte d'actes sous seing privé produits par les héritiers et que la rectification était par suite incertaine. Mais la solution de principe reste valable.

(2) Civ., 28 mars 1869. S. 70 I 16.

(3) Req., 1^{er} mars 1832. S. 32 I 265.

(4) S. 55 I 327.

(5) S. 97 I 408.

(6) V. encore Req., 24 février 1919. S. 20 I 374.

La date du testament ne comportait pas de millésime, il s'agissait donc d'une date incomplète et non pas d'une date inexacte, et la Cour suprême a refusé de considérer le filigrane du papier timbré comme un élément propre à compléter l'écriture du testament (1). Ainsi qu'on le voit, la question est tout à fait différente de celle de la rectification d'une date complète inexacte par inadvertance. Et cet arrêt peut être rapproché de l'arrêt Villemain qui annule une date dont trois chiffres étaient écrits en caractères typographiques (v. supra).

La rectification de la fausse date pourra encore être tirée d'un *codicille* qui fait suite au testament. Le cas suivant s'est présenté : un testament est daté du 25 février 1871, mais les héritiers prouvent qu'il n'a pu être fait que postérieurement au 1^{er} janvier 1872. Or, un *codicille* qui lui est ajouté en supplément est daté du 16 août 1872. La vraie date prend donc place entre le 1^{er} janvier 1872 et le 16 août 1872. Le millésime étant seul contesté, elle se trouve fixée au 25 février 1872 (2). La même solution a été donnée en 1896 (3).

Dans une autre espèce plus récente, les juges s'appuyant sur l'aspect matériel du titre invoqué, déclarent que le *codicille* forme avec le testament principal un seul et même acte et que celui-ci participe de la date de celui-là — la date du *codicille* est considérée comme rectifiant celle erronée du testament (4).

La mort du testateur bien qu'étant un événement extrinsèque à l'acte peut être invoquée comme élément de rectification (5). Ainsi, un arrêt de la Chambre des Requêtes du 5 mars 1913 tranche l'espèce suivante : un testament était daté 3 mai 1898. Dans cet acte le disposant faisait allusion à la mort de sa mère survenue le 13 janvier 1909, lui-même décède le 3 février 1909. Le mois et le millésime étaient seuls

(1) Civ., 29 mai 1889. D. 89 I 275.

(2) Req., 4 février 1879. S. 79 I 102.

(3) Req., 31 mars 1896. S. 97 I 408.

(4) Req., 21 février 1906. S. 08 I 31.

(5) Aix, 16 février 1881 et Douai, 8 novembre 1881. S. 82 II 150.

contestés. Le quantième 3 restait valable. Dans la période qui va du 13 janvier au 3 février, le mois de février seul fournissant cette journée du 3, on peut reconstituer la vraie date de l'acte et la fixer au 3 février 1909 (1).

Il semble que dans cette espèce, la Chambre des Requêtes, souvent si sévère, ait montré une bonne volonté un peu excessive à rectifier la date contestée. Nous ne critiquons pas le principe de divisibilité de la date, qu'elle implique, et sur lequel nous reviendrons. Mais nous ne sommes pas convaincu que « la date intégrale se trouve reconstituée d'une façon indiscutable et de façon à ne laisser aucun doute sur son exactitude ».

En tout cas, le principe est à retenir, d'après lequel le décès du testateur est un élément de rectification. Nous verrons qu'il est aussi un moyen de preuve de la fausse date. C'est en effet une solution de bon sens, un testament ne peut être postérieur à la mort de son auteur.

On peut rapprocher de ces espèces, celles où le testateur ayant omis un mot dans une date écrite en lettres, il en résulte que cette date est antérieure à la *naissance du testateur*. Ainsi une estatrice, décédée en 1816, laisse un testament daté 15 juin mil cent seize. La Cour de Caen (2), dans un arrêt confirmé par la Chambre des Requêtes rectifie la date et la fixe au 15 juin mil *huit* cent seize, car « la certitude physique que la vie de l'homme ne peut dépasser certaines bornes prouve à la fois l'erreur et sa rectification ».

Deux arrêts plus récents tranchent des espèces analogues. Un testament écrit sur papier filigrané 1908 était daté du 10 juin 1810 par une personne née en 1827 (3). Un autre, sur papier filigrané 1906 était daté 18 février 1809 par son auteur, né postérieurement à cette date (4). Dans ces deux cas, il a

(1) S. 1913 I 295.

(2) Caen, 2 août 1817. S. 1817 II 401. — Req., 19 février 1918. S. 18 I 176.

(3) Amiens, 3 juillet 1912. S. 13 II 73.

(4) Req., 9 février 1915. S. 16 I 119.

été jugé que « l'erreur dans l'indication du siècle se rectifiait d'elle-même et nécessairement par la substitution au nombre 8 du nombre 9 ».

Donc, le décès du testateur antérieur à la date portée sur le testament, ou sa naissance postérieure à cette date, bien qu'extrinsèques au testament, peuvent être invoqués comme éléments de rectification.

Enfin toutes les fois que l'omission ou l'erreur se supplée d'elle-même d'une façon certaine, les juges ont le devoir de la rectifier si l'inadvertance est prouvée.

Ainsi, un testament était daté du 15 juillet mil huit quatorze; le mot cent avait été omis. La Cour de Colmar, dans un arrêt confirmé par la Chambre des Requêtes, décide que l'omission se supplée indispensablement d'elle-même, que la vraie date est certainement mil huit *cent* quatorze, et qu'aucune autre interprétation n'est possible (1).

De même, un testament daté du 15 *mrce* 1871 ne saurait laisser de doute sur le jour où il a été fait. Car le mois de mars est le seul qui puisse être complété par l'intercalation d'une lettre de l'alphabet, abstraction faite des fautes d'orthographe habituelles au testateur (2).

Mais, dans tous ces cas, il faut y insister, pour que la vraie date du testament puisse être valablement établie, elle ne doit laisser place à aucune incertitude. Le législateur demande une date, une vraie date, il ne saurait se contenter d'une date douteuse.

La question de la date du testament olographe est une des plus délicates de notre matière. Le juge se trouve pris entre son désir de respecter l'intention de la loi et celui d'exécuter la volonté du testateur; il hésite entre l'application stricte de textes insuffisants et l'interprétation libérale des actes qui

(1) Colmar, 16 juillet 1828. S. 29 II 134. — Req., 2 mars 1830. S. 30 I 231.

(2) Lyon, 25 juin 1879. D. 81 II 135).

lui sont soumis. Aussi avons-nous pu observer des controverses entre deux systèmes juridiques aussi voisins que le système français et le système belge, et, ce qui est plus grave, des divergences dans le sein même de notre Jurisprudence. Il en résulte des dangers d'arbitraire encore accrus par ce fait que la plupart des questions qui se posent sont des questions de fond qui échappent au contrôle de la Cour de Cassation. A qui en est la faute? Au législateur. Il a réglementé en trois lignes un sujet aussi touffu que celui du testament olographe. Les tribunaux doivent, tant bien que mal, pourvoir à cette carence législative et souvent au détriment des intéressés, élaborer une Jurisprudence dont nous voudrions pouvoir dire, qu'un jour, elle deviendra stable.

CHAPITRE III

LA SIGNATURE

Le testateur doit non seulement écrire et dater lui-même son testament, il doit encore le signer. Ainsi, il confirme l'acte, il se l'approprie.

Dans l'ancien Droit coutumier, nous l'avons déjà signalé, il suffisait que le testament fût écrit ou signé par le disposant. La même force était donc attachée à l'une et à l'autre des formalités. Les deux furent exigées dès le XVI^e siècle, et cette règle, passant dans le Code Civil, est encore en vigueur. Le testament à la fois écrit et signé de son auteur présente toutes les apparences d'un acte sincère et conforme aux volontés du disposant. Il se peut néanmoins qu'il ait été fait sous l'empire de la suggestion ou de la captation, aussi la preuve en est-elle naturellement possible. Mais il offre les garanties les plus sérieuses qui permettent de lui donner une force presque égale à celle du testament authentique. Aussi toutes les législations qui admettent le testament olographe exigent-elles qu'il soit signé du disposant (1).

Nous devons déterminer ce que comporte la signature et à quelle place elle doit être apposée.

SECTION I

EN QUOI CONSISTE LA SIGNATURE — SES ÉLÉMENTS

La signature est l'apposition de son nom par une personne sur un acte pour le confirmer. Par nom on entend généralement le nom patronymique accompagné du prénom. La plupart des testaments sont signés de la sorte et il semble bien

(1) Roguin. *Op. cit.*, tome 3 »° 1375.

que c'est à ces deux catégories d'indications qu'a pensé le législateur; aussi il a été jugé à plusieurs reprises que le prénom seul, même suivi de l'initiale du nom, ne suffit pas (1). Il ne constitue pas, en effet, un signe suffisamment caractéristique de la personnalité du testateur. L'arrêt de 1921 expose d'une façon très nette la théorie de la Jurisprudence à cet égard. « On doit admettre d'une façon générale, y lisons-nous, qu'un testament n'est valable et conforme aux prescriptions de l'art. 970 que s'il porte comme signature le nom patronymique de son auteur; un simple prénom n'est donc pas suffisant pour répondre au vœu de la loi; il n'y a d'exception à cette règle qu'au cas où il est prouvé que, dans ses actes publics ou privés, le testateur avait l'habitude de signer soit de son prénom seul, soit de simples initiales, soit d'un nom d'emprunt, sous lequel il était généralement connu. »

A la lumière de ce principe, la Cour d'Appel de Paris a déclaré valable le testament signé du *pseudonyme* de son auteur, alors qu'il était depuis longtemps connu et désigné sous ce pseudonyme et qu'il le prenait dans les actes publics (2). On comprend très bien qu'un homme de lettres, un acteur en vogue, signe valablement son testament au moyen de son « nom de guerre ».

De même, la Cour de Pau, dans un arrêt confirmé par la Cour de Cassation a jugé qu'un évêque signe suffisamment son testament de la façon suivante + J.J., évêque de Bayonne, sans mention du nom de famille, s'il est ainsi suffisamment identifié et si c'est là sa signature habituelle (3). La même question, résolue de la même façon en première instance s'était posée pour le testament de Massillon, sous l'Ancien Régime. En appel, il y avait eu transaction.

Là également, la solution de la Jurisprudence s'explique

(1) Colmar, 5 juillet 1870. S. 70 II 317. — Paris, 30 décembre 1921 D. 22 II 35. Adde. *Revue trimestrielle de Droit civil*, 1922, p. 208.

(2) Paris, 7 avril 1848. D. 48 II 90.

(3) Pau, 13 juillet 1822. S. 22 II 327.

fort bien, et ce serait faire preuve d'un formalisme vraiment trop rigoureux, que d'annuler de semblables testaments. Mais l'arbitraire des juges n'est-il pas à craindre dans une certaine mesure? Quand une signature est-elle habituelle? Quand identifie-t-elle suffisamment le testateur? Il y a là une question de fait, dont la solution peut comporter de l'imprévu, aussi est-il bon de recommander aux testateurs de signer d'une façon aussi régulière que possible; et, même s'il doit en coûter à leur vanité d'artistes, il sera souvent plus prudent de leur part de signer de leur nom et prénom, tels que ceux-ci se trouvent à l'état-civil.

Il résulte du principe libéral posé par la Jurisprudence qu'une testatrice peut valablement signer de son nom de femme mariée. On s'étonne même qu'une semblable question ait pu être portée devant les tribunaux tant sa solution paraissait certaine (1). Mais il est évident que l'indication d'un titre ou d'une parenté ne saurait suffire; il faut un nom. La Jurisprudence allemande, fort voisine de la nôtre en cette matière, a annulé un testament simplement signé « Votre mère » (2). Nos tribunaux n'auraient certainement pas donné une solution différente.

Si, quant aux *mots* qui entrent dans sa composition il faut et il suffit que la signature soit habituelle et propre au testateur, que doit-on décider quant à sa forme graphique? La signature en effet est généralement un assemblage de lettres, tracé d'une certaine façon, et suivi d'un parafe. Lorsque le testateur a une forme de signature qui lui est propre, doit-il obligatoirement l'utiliser, ou bien la simple apposition de son nom en écriture courante est-elle suffisante?

La Jurisprudence, à différentes reprises, a posé le principe que le parafe n'est pas indispensable. « L'absence du parafe, c'est-à-dire d'un ou plusieurs traits de plume que certaines personnes mettent ordinairement à la suite de leur signa-

(1) Rennes, 11 février 1830. R. 2603.

(2) Clunet, 1919, p. 793.

ture, ne peut la vicier quand il est constant que la signature est écrite de la main de celui auquel on l'attribue » (1). Un arrêt de la Cour de Paris (2) et un autre de la Cour de Toulouse (3) ont également décidé qu'il importe peu que le testateur ait ou non fait suivre sa signature du parafe dont il accompagnait habituellement son nom, s'il n'y a aucun doute sur la provenance et la sincérité de la signature.

De même, peu importerait que la signature comportât une faute d'orthographe, alors même que le testateur signait correctement d'ordinaire, si, illettré, il violait fréquemment les règles de l'orthographe. Ainsi, la testatrice avait signé Delevos au lieu de Dellevaux. La Cour de Lyon n'a pas vu là une cause suffisante de nullité de l'acte (4).

La conception de notre Droit français, quant aux éléments de la signature, est donc assez large : il suffit que le testament soit signé de la main du testateur, d'une façon habituelle et caractéristique. La conception anglaise est plus libérale encore. Nous lisons, en effet, dans les *Stephen's Commentaries of the law of England* (p. 497 et s.): « The signature need not actually be that of the testator, if it is affixed in his presence and by his direction; thus an illeterate person who cannot write, or a person physically incapacitated by illness, may get some one to sign his (the testator's) name. » Le testament anglais est donc valablement signé par une personne autre que le testateur, pourvu que celui-ci soit présent et consentant. De même, Jenks (5) écrit: « The signature is made *or acknowledged* by the testator in the presence of two or more witnesses present at the same time. »

La signature ne comporte pas obligatoirement l'énoncé entier du nom. Les abréviations, initiales, marques quelconques sont admises (6).

(1) Aix, 27 janvier 1846. S. 48 II 30.

(2) Paris, 17 mai 1900. S. 1900 II 237.

(3) Toulouse, 20 mai 1912. *Gaz. Trib.*, 23 août 1912.

(4) Lyon, 25 juin 1879. D. 81 II 135.

(5) Jenks. *Op. cit.*, n° 1954.

(6) Curti. *Op. cit.*, p. 249 et s.

On peut rapprocher ces divergences entre les solutions admises par le droit français et anglais, quant à la signature, de celles déjà signalées quant à l'écriture. L'une comme l'autre peut en droit anglais émaner d'un tiers. L'empreinte personnelle et caractéristique du testateur n'est donc pas nécessaire pour la validité de l'acte et c'est peut-être ce trait qui marque le mieux la différence qui sépare les deux sortes de testaments.

SECTION II

PLACE DE LA SIGNATURE

§ I. — *La signature peut-elle être incorporée dans une phrase?*

Nous avons vu que le parafe de la signature n'est pas indispensable. Mais si l'on admet que le nom peut être tracé en écriture courante, s'ensuit-il qu'il peut se trouver incorporé dans une phrase? La jurisprudence est hésitante et, en général, assez rigoureuse.

Un arrêt de la Cour de Liège du 22 février 1812 a déclaré nul pour défaut de signature le testament ainsi terminé: « Fait et signé par moi Michel-François Fallu, de la commune de Loncin le 20 décembre 1809 ». La Cour estime que le nom se trouve au milieu d'une phrase qu'il complète et non sous forme de signature, que cette phrase indique seulement l'intention de Fallu de signer son testament, ce qui ne peut suppléer à une signature effective (1). Duranton (2) critique, avec raison selon nous, cet arrêt. En effet, dit-il, « supprimez ces expressions: fait et signé par moi » vous avez ensuite dans ces mots « Michel François Fallu » une signature complète à l'abri de toute critique quoiqu'il n'y eût pas de parafe la loi n'en demandant pas ».

Aussi, plusieurs arrêts de nos Cours d'Appel se montrent-ils plus libéraux. Le 20 avril 1812, la Cour de Rennes a validé un testament ainsi terminé (3): « Fait et écrit en entier...

(1) S. 1813 II 336.

(2) Duranton. *Cours de Droit français*, t. 9, n° 42.

(3) S. 1815 II 149.

« par moi, Pauline d'Espinose, veuve Guyot, qui ai signé
« après lecture et méditation » De même un arrêt de la
Cour de Pau, confirmé par la Chambre des Requêtes, déclare
qu'un testament est valablement signé ainsi : « Fait à Vic-
« Bigorre ce 14 juin 1867, par moi, Ducos, Jean, Jacques,
« prêtre, domicilié audit Vic-Bigorre. »

Enfin, la Cour de Besançon a reconnu comme valable-
ment signé le testament qui se termine ainsi : « Ceci est mon
« testament fai par moi Joséphine Mourez, veuve GrauJean.
« fai le treize juillet mile vuisean sante quinze » (1).

Mais un arrêt de la Chambre des Requêtes de 1899
marque le signal d'une réaction contre cette jurisprudence libé-
rale. Le testament se terminait par la phrase suivante, écrite
par le testateur : « M^e Cardon, notaire à Douai, est chargé
« de l'exécution de ce testament fait à Douai par Hubert
« Facq »; la signature du testateur, séparée du corps de l'acte
et ornée de son parafe habituel, faisait défaut. La Cour
Suprême condamne cet acte comme non signé conformément
à la loi (2). La Cour de Grenoble, faisant sienne cette doc-
trine, déclare en 1911 que la mention du nom incorporée dans
une phrase ne peut équivaloir à une signature (3).

Cependant, deux arrêts récents de nos Cours d'Appel
sont moins rigoureux. L'un regarde comme suffisante la signa-
ture suivante: Testament de Angelot, Charles, à Glamondans
« attendu que l'article 970 ne spécifie ni la forme de la signa-
« ture ni l'endroit où elle doit être apposée » (4). L'autre
valide le testament ainsi signé: « Fait à Saint-Paul le 1^{er} février
« 1918 par Aline Vaugois femme Charles Pelletier » (5).

(1) Besançon, 17 décembre 1877. S. 78 II 78.

(2) Req., 23 octobre 1899. D. 99 I 568. S. 1900 I 437.

(3) Grenoble, 17 février 1911. S. 11 II 79.

(4) Besançon, 15 novembre 1921. S. 23 II 38.

(5) Caen, 10 novembre 1927. S. 28 II 69.

La jurisprudence reste donc fort hésitante, et l'on ne saurait attacher une importance décisive à deux arrêts dont la doctrine sera peut-être prochainement rejetée par nos juridictions. Aussi, doit-on recommander aux testateurs, pour plus de prudence, de détacher nettement leur signature du corps de l'acte, et de ne pas l'entourer d'autres mots. Au point de vue strictement juridique, l'exigence rigoureuse de la Cour de Cassation ne peut être critiquée. La loi demande une *signature* et il est difficile d'en voir une dans la simple mention du nom, à titre de complément, dans une phrase. Au point de vue pratique, cette exigence peut paraître sévère. S'il résulte de l'examen du testament que cette mention avait, aux yeux du testateur, toute la valeur et toute l'importance d'une signature, si elle avait bien pour objet de confirmer et de compléter l'acte, pourquoi en demander davantage et annuler, pour cette raison, un acte par ailleurs sincère et régulier? Ici encore, les tribunaux doivent se garder d'un formalisme qui, s'il n'est pas en contradiction avec les textes, n'en est pas moins contraire aux nécessités pratiques et parfois même au bon sens.

§ II. — *La signature doit-elle se trouver obligatoirement à la fin de l'acte?*

La signature ayant pour but d'attester que les dispositions du testament sont bien l'expression de la volonté du testateur, elle doit, en principe, révéler qu'elle a été l'acte final de cette volonté. Elle doit donc, en principe, se trouver à la fin du testament.

Cette solution était adoptée dans l'Ancien Droit. Pour Pothier, « la signature doit être à la fin de l'acte parce qu'elle en est le complément et la perfection. C'est pourquoi si le testateur avait, après et au bas de sa signature, écrit de sa main quelque disposition qu'il n'eût pas signée, cette disposition non signée serait nulle ». Par application de ce principe, le testament de la mère de d'Aguesseau, signé au bas de chaque page, mais non de la dernière, fut déclaré nul.

La jurisprudence a conservé cette exigence. Une suite d'arrêts annule des testaments (1) attendu qu'il est de doctrine et de jurisprudence qu'à peine de nullité, la signature doit se trouver à la fin du testament, pour l'approuver et certifier l'écriture qui la précède; le testament ne peut être considéré comme terminé que si la signature forme les derniers mots.

La jurisprudence belge a la même exigence; un arrêt de la Cour de Bruxelles du 19 janvier 1905 (2) déclare: « En disant que le testament olographe sera écrit, daté et signé par le testateur, le législateur a ainsi nettement indiqué l'ordre naturel dans lequel les conditions qu'il prescrivait pour la validité de l'acte devaient être accomplies... »

Enfin, l'arrêt de Grenoble, déjà cité, exige que la signature soit apposée sinon à la fin de l'écrit, du moins en dernier lieu.

Cependant un arrêt de la Cour de Bordeaux du 5 juillet 1900 (3) est moins rigoureux. Nous y lisons: « La loi ne spécifie pas la place que doit occuper la signature du testament; il est satisfait à ses prescriptions lorsque comme au cas actuel la signature s'incorpore aux divers éléments dont se compose le testament et forme avec eux un tout qui ne saurait être arbitrairement divisé. » Cet arrêt valide en conséquence un testament signé en marge; de même l'arrêt précité de la Cour de Caen du 10 novembre 1927 reconnaît valable la signature placée au début et au cours de l'acte, et non à la fin.

Il nous semble que la doctrine de ces deux arrêts est la seule exacte. Lorsqu'il est certain que la signature s'applique à tout le testament, il nous paraît bien rigoureux d'annuler l'acte tout entier pour une simple question de place. La juris-

(1) Grenoble, 22 février 1865. D. 66 II 22. — Bordeaux, 31 janvier 1894. *Journal de Bordeaux* 94 I 96. — Trib. Civ. de Baugé, 14 juin 1898. D. 99 II 325.

(2) S. 06 IV 8.

(3) *Journal de Bordeaux*, 1900 I 365.

prudence pourrait, en cette matière, s'inspirer du système adopté par elle pour la date. Lorsque des additions sont faites au testament postérieurement à sa rédaction, à la rigueur pourrait-on les annuler si elles ne sont pas signées, de même qu'on les annule si elles ne sont pas datées. On peut considérer, dans ce cas, qu'un second testament s'ajoute au premier. Mais annuler, comme cela s'est produit, un testament entier, pour cette unique raison que la signature, sincère et véritable, se trouve quelques centimètres au-dessus de l'endroit où elle devrait être, nous semble vraiment excessif (1).

Le droit anglais qui, nous l'avons déjà observé, se montre en général assez large, manifeste quant à la place de la signature une exigence plutôt sévère. Dans son *Digest*, Jenks (2) écrit : « It (the testament) is signed at the foot or end... » et nous lisons dans les *Commentaires* de Stephen déjà cités : « Though the signature is required to be at the foot or end of the will, yet an amending statute, the Wills Act 1852, so explains the requirement that a signature on a document professing to be a will, validates everything except that which is actually written after it, either in space or time ».

En conséquence, si, d'après le principe, la signature doit être au bas ou à la fin de l'acte, lorsqu'il en sera autrement, l'acte tout entier ne sera pas nul. Seules seront invalidées les dispositions écrites soient à la suite de la signature (*in space*) soit postérieurement (*in time*). L'acte tout entier ne se trouverait donc nul que si la signature était en tête. Cette solution est moins rigoureuse que celle de la jurisprudence française qui, nous l'avons vu, pose en principe dans la majorité de ses arrêts que la signature est *nulle* si elle ne constitue pas les derniers mots de l'acte. Il doit logiquement en découler que toutes les dispositions qui précèdent ou qui suivent seront

(1) D'après MM. Colin et Capitant, la validité de la signature est indépendante de la place qu'elle occupe.

(2) Jenks. *Op. cit.*, § 1954.

nulles également. C'est là un formalisme vraiment exagéré et nos magistrats feraient sagement, à l'avenir, de s'inspirer de la doctrine libérale des arrêts de 1900 et de 1927 (1).

§ 3. — *La signature peut-elle se trouver sur l'enveloppe?*

Une dernière question reste à résoudre quant à la place de la signature. Il se peut en effet que l'acte testamentaire se trouve placé dans une enveloppe. La signature sera-t-elle valable si elle est simplement apposée sur cette enveloppe?

Il faut répondre par l'affirmative toutes les fois que l'enveloppe formera avec le testament un tout indivisible. Il y a là une question de fait de la compétence des juges du fond. Bien souvent, la solution dépendra de leur esprit plus ou moins formaliste, et des espèces semblables ont parfois été tranchées de façon différente. Un jugement du Tribunal de Vendôme annule le testament renfermé dans une enveloppe gommée portant ces mots : « Ceci est mon testament. Fait à Vendôme, le 8 août 1883. Signé: Rigollot ». « Rien ne prouve, dit-il, qu'un simple projet sur papier libre, à dessein non signé n'a pu être par erreur inséré dans l'enveloppe à la place du testament véritable » (2).

Un arrêt de la Cour de Paris de 1900 tranche en sens contraire une espèce analogue. Il s'agissait d'un testament contenu dans une enveloppe gommée portant la suscription « Testament » suivie des nom et prénoms du testateur. La Cour de Paris le valide, car il existe entre les deux un lien matériel et intellectuel suffisant (3). Il est à remarquer que ce double lien existait aussi bien dans l'espèce de 1884: ce qui montre combien l'arbitraire des juges est à redouter en ces matières.

(1) Nous ne revenons pas sur la question de savoir si la signature peut précéder la date, l'ayant déjà traitée au chapitre II.

(2) Trib. Vendôme, 9 août 1884. S. 85 II 220.

(3) Paris, 17 mai 1900. S. 1900 II 237.

La même solution a été donnée par un arrêt de la Cour de Bourges du 15 janvier 1908 (1) et un arrêt de la Cour de Besançon du 15 novembre 1921 (2). La signature peut donc se trouver sur l'enveloppe lorsque celle-ci forme avec le testament un tout indivisible. Mais on comprend bien que cette explication n'est pas suffisante, car on se demande alors dans quel cas ces deux éléments formeront un tout indivisible? Ce sera par exemple lorsque l'écriture et la teinte de l'encre seront semblables, lorsque le cachet de la poste (si le testament a été envoyé) correspond à la date de celui-ci, etc. Il y a donc place à l'appréciation des juges et, partant, à leur arbitraire. La Cour de Paris dans un arrêt du 30 décembre 1921 déjà cité a, par application du principe que nous venons d'énoncer, condamné un testament signé du seul prénom du testateur alors même que la prétendue légataire présentait en même temps une enveloppe portant le nom complet du disposant. La Cour de Paris a déclaré qu'on ne pouvait y voir une signature valable « car rien ne prouvait que l'enveloppe était bien celle dans laquelle était contenue la lettre prétendue testamentaire ».



Ce chapitre sur la signature comporte une conclusion analogue à celle que nous émettions à propos de la date. La Jurisprudence, devant l'insuffisance des textes, a dû ériger un système dans lequel elle tranche toutes les questions de détail qui se présentent en pratique. Mais la pénurie législative a produit ses effets. Les arrêts sont souvent contradictoires, les auteurs interprètent diversement l'unique mot du Code qui prescrit la formalité de la signature, le champ reste libre aux incohérences. Tantôt la Jurisprudence fait preuve d'un esprit libéral dont il faut la féliciter en décidant que la signature *habituelle*

(1) S. 08 II 136.

(2) S. 23 II 38.

du testateur, placée sur une enveloppe suffit, même si elle n'indique pas le véritable nom du disposant mais à la condition que l'enveloppe forme un tout indivisible avec le testament. Tantôt, elle se montre formaliste à l'excès, en exigeant que cette signature se trouve à la fin de l'acte, et soit séparée du corps de ses dispositions. Il nous semble, quant à nous, que le testament olographe, populaire et simple par excellence, doit être encouragé et qu'il ne faut pas rebuter ceux qui l'utilisent en l'annulant avec une facilité critiquable.

CHAPITRE IV

FORMALITÉS POSTÉRIEURES A LA RÉDACTION DU TESTAMENT

La rédaction du testament n'est que la première phase de son existence; il n'est encore qu'un nouveau-né, mais, s'il est bien constitué et entouré des soins nécessaires, il va vivre et remplir le rôle qui lui est assigné. Pour nous exprimer en termes plus juridiques, disons que l'acte testamentaire une fois régulièrement confectionné devient l'objet de formalités diverses les unes antérieures, les autres postérieures au décès du *de cuius*; les unes, simple résultat de la pratique; les autres, prévues par le Code. C'est moyennant leur observation que l'acte pourra recevoir exécution et produire ses effets.

SECTION I

FORMALITÉS ANTÉRIEURES AU DÉCÈS DU TESTATEUR

Une pratique qui tend de plus en plus à s'implanter dans nos mœurs consiste à déposer, dès qu'il est fait, le testament chez un notaire. Il est ainsi à l'abri des suppressions de la part des héritiers désavantagés; sa présentation au président, dès le décès du testateur, est assurée. De plus, ce dépôt ne diminue en rien le caractère secret du testament et celui-ci peut être facilement révoqué par un testament postérieur *non déposé*. Il y a là, fait remarquer Saleilles (1), une supériorité certaine du dépôt facultatif sur le dépôt obligatoire prescrit par certaines législations. En effet, supposons qu'un testateur décide de modifier son testament; il rédige un nouvel acte en la forme olographe. Surpris par la mort, il n'a pas le temps de le déposer

(1) Saleilles. *Revue trimestrielle*, 1903, *loc. cit.*

chez le notaire qui détient le premier. Si le dépôt est seulement facultatif, comme en droit français et en droit allemand, le premier acte sera révoqué par le plus récent. Si le dépôt est obligatoire, le deuxième testament ne pourra recevoir exécution.

Malgré cet inconvénient, le dépôt obligatoire est prescrit par les législations des Pays-Bas et de trois cantons suisses (Zurich, Schaffouse, Bâle-Ville) (1). Il est vrai que, d'après le Code Civil hollandais, le testament olographe ainsi déposé aura la même force qu'un testament public (2), ce qui, évidemment, constitue un gros avantage, et le testateur reste libre, en tout temps, de reprendre son acte.

Nous nous rangeons cependant à l'avis de Saleilles: rien n'empêche de décider que le dépôt, même facultatif, entraînera l'authenticité de l'acte olographe. Ainsi, celui-ci conservera tous les avantages qui lui sont inhérents et, de plus, lorsque son auteur le jugera bon, sa conservation sera assurée et sa force augmentée.

Il convient d'ailleurs de noter qu'en l'état actuel de notre droit positif et de notre jurisprudence, le dépôt par le testateur de son testament olographe ne modifie en aucune façon le caractère privé et la force probante de celui-ci.

La question a été autrefois discutée de savoir si le notaire dépositaire est tenu de dresser un acte de dépôt. On admet aujourd'hui la négative par application de l'article 43 de la loi du 22 frimaire an VII : « Il est... défendu... à tout notaire ou greffier de recevoir aucun acte en dépôt sans dresser acte de dépôt. *Sont exceptés les testaments déposés chez les notaires par les testateurs* ».

Il en va différemment en droit hollandais où le Code Civil prescrit la rédaction d'un acte de dépôt.

(1) Roguin. *Op. cit.*, n° 1396.

(2) Journal de droit international privé de Clunet (1910, p. 460). — Horion : *Conditions de validité du testament olographe dans les principales législations européennes*.

Enfin, il a été jugé à deux reprises différentes qu'il importe peu que le testament contienne un legs en faveur du notaire dépositaire. L'opinion adverse arguait de la loi du 25 ventôse an XI, art. 8, d'après laquelle : « les notaires ne pourront recevoir des actes... qui contiendraient quelque disposition en leur faveur ». Mais un arrêt de la Cour de Bourges du 7 mars 1898 (1) et un arrêt de la Chambre des Requêtes du 24 juin 1925 (2) ont validé le dépôt fait dans ces conditions : « Attendu que le testament olographe est l'œuvre exclusive du testateur et que le seul fait qu'il a été, après sa confection, confié à un notaire, ne suffit pas pour qu'on puisse dire qu'il a été reçu par ce dernier, au sens de l'article 6 de la loi du 25 ventôse an XI ».

Nous pouvons donc dire que le dépôt du testament par son auteur chez un notaire, s'il n'est pas prescrit par la loi, est cependant une pratique recommandable. Il en assure la conservation, tant du vivant de son auteur qu'après son décès, et il est admis d'une façon fort libérale par la jurisprudence qui n'exige pas la rédaction d'un acte de dépôt et permet de confier le testament au notaire bénéficiaire d'un legs.

SECTION II

FORMALITÉS A REMPLIR APRÈS LE DÉCÈS DU TESTATEUR

A la mort du testateur, certaines formalités, celles-là obligatoires, sont prescrites par les articles 1007 et 1008 pour l'exécution de ses dernières volontés.

Lorsqu'un testament olographe est découvert cacheté dans les papiers du défunt, les héritiers, en principe, n'ont pas le droit d'en prendre connaissance. Ils doivent, suivant l'article 1007, le présenter « au président du tribunal de première instance de l'arrondissement dans lequel la succession est ouverte. » Le président ouvrira le testament, s'il est cacheté,

(1) S. 99 II 129.

(2) S. 25 I 181.

dressera procès-verbal de la présentation, de l'ouverture et de l'état du testament. Puis, il ordonnera le dépôt de cet acte « entre les mains d'un notaire par lui commis ».

Une règle analogue est admise en droit allemand et en droit suisse; d'après ces législations, le testament olographe ou *public* doit être remis au tribunal de la succession qui convoque les héritiers connus et ouvre l'acte.

En Espagne, la présentation au magistrat est obligatoire dans les cinq ans après le décès et elle présente un caractère très intéressant quant à la preuve. Le magistrat, en effet, à l'aide de témoins ou d'experts en écriture, examinera si l'acte est sincère et doit être exécuté (1). La décision a un caractère définitif et non pas simplement provisoire comme en droit français.

Nous devons examiner en détail chacune de ces formalités prescrites par notre Code.

§ 1. — *Présentation au président du tribunal*

Le testament olographe, avons-nous dit, doit être présenté au président du tribunal de l'ouverture de la succession, c'est-à-dire du domicile du testateur. Cette obligation s'impose à tout tiers ayant l'acte entre ses mains : héritier légataire, notaire dépositaire, juge de paix procédant à l'apposition des scellés (art. 916 C. Pr. Civ.), etc.

La règle de compétence est-elle impérative? La question a mis deux doctrines en présence. L'une soutenait la compétence exclusive du président de l'ouverture de la succession; l'autre admettait que le président du tribunal du lieu du décès pouvait accomplir les formalités prescrites par l'article 1007. On conçoit l'importance de la solution admise. Supposons un individu habitant Lille; se sentant malade, il se rend chez ses enfants à Marseille, il y meurt après avoir fait, chez eux, son testament. Les héritiers devront-ils traverser la France pour venir à Lille présenter l'acte laissé par le *de cujus*?

(1) Roguin. *Op. cit.*, p. 389 et s.

L'affirmative serait vraiment trop rigoureuse; aussi les Cours d'Appel ont-elles admis que le testament peut être présenté au président du tribunal du lieu du décès, et même du domicile du dépositaire (1).

La loi du 28 mars 1899 a consacré cette solution pour le cas où elle était le plus urgente, à savoir pour les testateurs domiciliés en France mais résidant aux colonies, ou inversement domiciliés aux colonies et résidant en France. Le testament est alors présenté au président du tribunal du lieu du décès ou au président du tribunal le plus voisin. Une copie est déposée dans les minutes du greffe; l'original et une expédition du procès-verbal d'ouverture sont transmis au président du tribunal du domicile du défunt et celui-ci ordonne le dépôt du testament conformément au § 1 de l'article 1007.

La loi de 1899 ne vise pas expressément le cas signalé plus haut où le testateur domicilié en France meurt en France, mais loin de son domicile. Cependant les paroles prononcées, lors de son vote, par le Garde des Sceaux ont eu le grand avantage de prévenir un revirement toujours possible de la jurisprudence (2). Invoquant une décision du ministre de la Justice du 15 octobre 1813, approuvée par un avis du Conseil d'Etat du 27 août 1828, M. Lebreton déclare: « A l'avenir comme dans le passé, malgré l'addition qui va être faite à l'article 1007, rien ne s'opposera à ce qu'un testament olographe soit présenté au président du tribunal et déposé dans un autre lieu que celui de l'ouverture de la succession ». Le cas envisagé par nous actuellement est donc encore plus simple que celui-ci visé par la loi de 1899. En effet, lorsqu'un testateur domicilié en France meurt en France loin de son domicile, son testament pourra être *déposé* chez un notaire du lieu de son décès, par exemple. Mais s'il meurt aux colonies (cas de la loi de 1899), son testament devra nécessairement être transmis

(1) Orléans, 11 février 1892. S. 92 II 169. — Amiens, 6 août 1896. S. 98 II 102.

(2) V. S. 1899 lois annotées p. 873 et D. 1899 IV 17.

au président du tribunal de son domicile qui le fera déposer chez un notaire de son ressort. Les contestations susceptibles de s'élever au domicile du défunt au sujet de son testament seront en effet plus aisément tranchées si l'original est sur place.

Si la jurisprudence et la doctrine se montrent indulgentes lorsque l'article 1007 n'est pas observé à la lettre, que décident-elles lorsqu'il n'est pas observé du tout? En d'autres termes, quelle sanction est attachée à l'inexécution des formalités qu'il prescrit? Il n'y en a pas et l'article 1007 pourrait être comparé à ce qu'en droit romain on appelait une *lex imperfecta*. Il a pour but cependant « d'assurer la conservation du testament et de le préserver de toute altération dans l'intérêt commun des héritiers et des légataires » (1). Comment se fait-il que la loi ne prévoie aucune sanction? C'est que, lisons-nous, dans un arrêt de la Cour de Douai du 12 novembre 1852 (2) « l'inobservation de l'article 1007 peut être fort souvent un fait indépendant de la volonté des légataires qui, par suite, ne peuvent souffrir des irrégularités commises par des tiers ». Fréquemment, en effet, le testament est découvert par des héritiers qu'il désavantage. Si ceux-ci, enfreignant les dispositions de l'article 1007, ont décacheté le testament et que, le voyant peu favorable à leurs intérêts, ils négligent de le présenter au président du tribunal, sanctionner de la nullité du testament cette omission volontaire, serait une tactique maladroite propre à encourager la fraude des héritiers (3).

Mais si l'inobservation de l'article 1007 résulte d'une fraude du légataire qui a falsifié l'acte, par exemple, la nullité du testament doit s'ensuivre. Nous ne connaissons aucun arrêt tranchant un semblable cas.

Enfin, le testament doit-il être présenté obligatoirement au président du tribunal, dès sa découverte? Autrement dit,

(1) Baudry-Lacantinerie. *Op. cit.* p. 217, n° 2331.

(2) S. 53 II 162.

(3) V. dans le même sens, Rouen, 25 janvier 1808 S. 08 II 72 et Metz, 10 juillet 1816. S. 19 II 69.

le testateur pourrait-il retarder l'exécution de cette formalité? La question ne s'est posée que fort rarement devant nos tribunaux et nous ne connaissons que quatre arrêts qui lui soient relatifs. Ils sont d'ailleurs contradictoires. Le 31 mars 1857 la Chambre Civile tranche le cas suivant : un testateur avait remis à un tiers le testament qu'il avait fait en faveur de sa petite-fille, mais il avait verbalement recommandé à ce tiers de ne le révéler que si son fils, dont il craignait la prodigalité, venait à vendre certains biens. Cette éventualité s'étant produite dix ans après la mort du *de cuius*, l'héritier nie l'existence de ces instructions verbales et demande la condamnation du tiers à des dommages-intérêts pour le préjudice causé par la non présentation du testament. La Cour de Cassation déclare le testament régulier et refuse les dommages-intérêts (1). La Cour de Paris et la Cour de Lyon ont également reconnu la validité de la disposition subordonnant à certaines conditions la production du testament, pourvu que cette disposition soit écrite et revête la forme du testament olographe (2).

Mais la Cour d'Angers a décidé qu'un testateur ne peut prohiber l'ouverture de son testament à sa mort et la reporter à une date ultérieure. Il en résulte trop d'incertitude pour les héritiers et les légataires institués dans un autre testament. Cette clause doit être réputée non écrite. « Les termes de la loi sont impératifs et absolus, ils édictent une prescription d'ordre public à laquelle la volonté du testateur ne peut déroger » (3).

A. Lair, conseiller à la Cour d'Appel d'Angers, explique cette solution (4). La clause par laquelle un testateur retarde l'ouverture de son testament rencontre plusieurs obstacles. D'abord au point de vue légal, elle est contraire à l'article 724 qui consacre la vieille maxime : le mort saisit le vif;

(1) S. 1857 I 337.

(2) Lyon, 24 janvier 1865. S. 66 II 45. — Paris, 13 juillet 1866. S. 66 II 302.

(3) Angers, 3 mars 1881. S. 83 II 67.

(4) *Revue critique de législation et de jurisprudence*, 1882, p. 730.

au point de vue historique, elle est en contradiction avec la tradition romaine qui déclarait : « *Testamentum lex statim post morte testatoris aperiri voluit* ». Enfin, cette clause se heurte, au point de vue pratique, aux nécessités fiscales : tant que la destination définitive des biens de la succession est inconnue, qui paiera les droits de mutation par décès et à quel taux ?

La valeur de ces arguments ne saurait être mise en doute ; il n'est donc pas prudent de la part d'un testateur soucieux de faire un testament à l'abri des nullités, d'y introduire une semblable cause. Mieux vaut tester purement et simplement et ne pas chercher à réglementer contrairement à la loi l'exécution de formalités qui échappent à la compétence du testateur.

§ 2. — *Dépôt chez un notaire*

Le président saisi doit dresser un procès-verbal de la présentation, de l'ouverture et de l'état du testament ; ce procès-verbal est purement descriptif et ne doit pas contenir l'insertion intégrale ou partielle du texte du testament (à moins qu'il n'y ait lieu d'en assurer la conservation, par exemple s'il est écrit au crayon). En effet, il en résulterait un dépôt indirect non entouré des garanties de secret nécessaire et qui donnerait lieu à des frais de timbres frustatoires (1).

Le président doit ensuite ordonner le dépôt de l'acte entre les mains d'un notaire. Pourrait-il refuser d'ordonner ce dépôt ? La question ne s'est guère présentée en pratique, mais les auteurs s'accordent en général pour ne reconnaître au président qu'un rôle passif. A moins d'une grossière erreur telle que la présentation d'un acte qui n'est pas un testament, ou la présentation du testament d'une personne non encore décédée, le président doit ordonner le dépôt (2). Celui-ci aura lieu généralement entre les mains du notaire de la famille. Rien ne s'oppose à ce que le testateur désigne lui-même l'officier dépo-

(1) Aix, 29 août 1883. S. 84 II 9.

(2) Laurent. *Op. cit.*, t. 14, n° 17.

sitaire (1). Lorsque cette désignation a lieu, elle doit être observée si elle n'est pas contraire aux intérêts des parties en cause. Mais si le testateur a choisi un notaire qui n'est plus en fonctions lors du dépôt du testament, l'ordonnance ne saurait être attaquée du fait qu'elle ne prescrit pas le dépôt chez ce notaire. Il faut en effet rechercher la volonté du *de cujus*: sa préférence va le plus souvent à tel notaire personnellement et non à son étude indépendamment de celui qui la détient.

De même, il est préférable, même si le testateur n'a manifesté aucune volonté expresse, de prescrire le dépôt dans l'étude où il a été confié par lui et où il est resté jusqu'à la mort de son auteur (2). Enfin, lorsque le légataire universel indique le notaire chez lequel il désire que le testament soit déposé, il doit être fait droit à sa demande, si ce choix n'est contredit par aucun parent et qu'aucune raison grave ne le fait écarter (3).

Le président du tribunal doit donc s'inspirer des désirs et des intérêts du testateur et des parties en cause.

Le notaire n'a pas à dresser un acte de dépôt du testament qui lui est remis. Les auteurs et la jurisprudence sont d'accord (4). En effet, le dépôt est constaté dans le procès-verbal du président, revêtu de la signature du notaire. Un acte de dépôt rédigé par celui-ci serait donc superflu et n'aurait pour effet que d'entraîner des frais frustatoires.

Enfin, une dernière question se pose, longtemps controversée en doctrine et en jurisprudence. C'est celle de savoir si l'ordonnance de dépôt du président est ou non susceptible de recours et, pour la résoudre, il faut déterminer si elle a un caractère contentieux ou gracieux. La jurisprudence moderne admet le caractère contentieux de l'ordonnance et, par suite, la possibilité du recours. La Cour d'Aix déclare dans un arrêt du

(1) Paris, 10 juillet 1886. S. 86 II 213. — Pau, 27 février 1911. S. 11 II 101.

(2) Paris, 23 décembre 1909. S. 1911 II 101.

(3) Bordeaux, 23 juin 1885. S. 85 II 185.

(4) Baudry-Lacantinerie, *op. cit.*, t. 11. — Trib. Seine, 26 mai 1853, S. 53 II 588. — Civ., 5 décembre 1860. S. 61 I 133.

29 août 1883 (1) au cas d'incompétence ou d'excès de pouvoir, les ordonnances rendues en vertu des articles 1007 et 1008(2) peuvent être attaquées par la voie de l'*appel*. En 1885, la Cour de Bordeaux déclare recevable l'appel contre l'ordonnance prescrivant le dépôt chez un autre notaire que celui désigné par le légataire universel (3). Dans une espèce analogue, la Cour de Paris a décidé que l'*opposition* était recevable contre l'ordonnance prescrivant le dépôt chez un notaire autre que celui à qui le testament a été confié par le défunt. Enfin, le notaire qui prétend avoir le droit de conserver l'acte à lui confié, peut faire *tierce opposition* contre l'ordonnance qui le dépose chez un autre (4).

Certains arrêts, il est vrai, apportent une restriction à la recevabilité du recours. Il faut pour qu'il soit admissible, disent ces arrêts, que l'ordonnance ait soulevé une contestation, lèse un droit (5), qu'elle n'ait pas été rendue sur requête, mais à la suite d'un litige (6).

La tendance de la jurisprudence n'est donc pas très nette, mais la rigueur de certains arrêts se trouve tempérée par ce fait que si l'ordonnance de dépôt n'est pas toujours attaquable par une voie de recours, du moins le testament, lorsqu'il présente une irrégularité, pourra toujours être contesté par les héritiers. Quant à nous, nous ne prétendons pas trancher la complexe et vaste matière de la juridiction gracieuse, mais il nous semble que, dès qu'elle fait grief aux intérêts de certaines parties en cause, l'ordonnance doit pouvoir être attaquée.

§ 3. — *L'envoi en possession*

Lorsque le testament olographe institue un légataire uni-

(1) S. 84 II 9.

(2) Sur le recours contre l'ordonnance d'envoi en possession, voir § 3.

(3) Bordeaux, 23 juin 1885. S. 85 II 185.

(4) Aix, 17 juillet 1894. S. 96 II 169.

(5) Pau, 10 juillet 1886. S. 86 II 213.

(6) Pau, 27 février 1911. S. 11 II 101.

versel en l'absence d'héritiers à réserve, celui-ci doit se faire envoyer en possession par le président du tribunal (art. 1008).

Disons tout de suite que cette question de l'envoi en possession ne rentre pas directement dans notre sujet. Elle intéresse la matière des legs, bien plutôt que celles des testaments en tant qu'*instrumenta*. Mais il nous a néanmoins paru indispensable d'en donner un aperçu car nous verrons, en étudiant la force probante du testament olographe, que la jurisprudence dans le système qu'elle a élaboré fait un sort tout à fait favorable au légataire universel *envoyé en possession*.

Nous devons examiner en quoi consiste l'envoi en possession, sa nature, ses effets.

a) *En quoi consiste l'envoi en possession. — Président compétent*
Son rôle.

Si un légataire universel a été institué par le défunt, sa situation variera suivant qu'il se trouvera ou non en face de réservataires. Dans le premier cas, il est tenu de leur demander la délivrance des biens qui lui étoient (art. 1004). Dans le second cas, il est saisi de plein droit par la mort du testateur sans avoir à demander la délivrance (art. 1006). Cependant, s'il est institué par un testament olographe (ou mystique), il doit se faire envoyer en possession par une ordonnance du président (1) (art. 1008). Le testament olographe, en effet, présente par sa nature même moins de garanties que le testament public. Son origine, son contenu ont un caractère privé; il n'a donc pas force exécutoire. L'ordonnance d'envoi en possession est destinée à lui donner cette force. Il en résulte que le président qui la délivre est investi d'un certain pouvoir de contrôle

(1) Le président compétent sera exclusivement celui du lieu de l'ouverture de la succession, c'est-à-dire du domicile du défunt. La jurisprudence n'admet pas la compétence du président de la résidence provisoire du testateur; elle est donc plus sévère pour l'ordonnance d'envoi en possession que pour l'ordonnance de dépôt (Dijon, 25 mars 1870. S. 70 II 175. — Riom, 29 mars 1879. S. 80 II 291). V. *supra* § 1.

et ne doit pas accorder l'exequatur (au sens large) au testament suspect.

Cependant une discussion s'est élevée, en doctrine et en jurisprudence, sur l'étendue de son examen. Tous les auteurs et tous les arrêts reconnaissent que le président peut et doit apprécier la valeur extrinsèque de l'acte qui lui est soumis, c'est-à-dire s'il remplit les conditions de l'article 970, s'il contient un legs universel — s'il a été régulièrement déposé chez un notaire, s'il existe des héritiers réservataires. Mais le président peut-il refuser l'envoi en possession si l'origine ou la sincérité du testament est contestée par les héritiers? De nombreux arrêts le nient. « Il ne peut se constituer juge de la valeur intrinsèque ni même rien préjuger à cet égard, les vices intrinsèques sont de la compétence des juges du fond, le président est incompétent pour les examiner ». Telles sont les considérations que nous trouvons dans les arrêts. Cependant, la Cour de Poitiers et la Cour de Rennes ont décidé que lorsqu'une contestation suffisamment sérieuse est soulevée sur le droit du demandeur, quant à la sincérité ou à l'origine du testament, le président peut refuser l'envoi en possession (1). Dans ce cas (et quoi qu'en dise la Cour de Rennes), l'ordonnance du président porte préjudice au principal. Mais ce ne peut être là, à notre avis, une cause de nullité de cette ordonnance. Cantonner le président dans un rôle purement automatique, ne lui reconnaître un droit d'appréciation que vis-à-vis de la forme extérieure de l'acte, nous paraît être une conception bien étroite. L'envoi en possession a pour but de donner force exécutoire à un acte qui en est dépourvu. Pourquoi lorsqu'une contestation grave existe sur la valeur intrinsèque de cet acte, lorsque, par conséquent, il est suspect quant au fond, pourquoi obliger le président à envoyer en possession un légataire peut-être faux? Cette mesure préjudicie fortement aux droits des héritiers qui

(1) Poitiers, 17 mars 1880. S. 82 II 186. — Rennes, 9 juillet 1908. S. 09 II 38.

seront amenés à attaquer l'ordonnance ou le testament lui-même. Une semblable doctrine est d'autant plus critiquable, à l'heure actuelle, que, nous le verrons, l'envoi en possession constitue en faveur de l'acte une présomption de sincérité et entraîne un renversement de la preuve, s'il est attaqué par les héritiers. Il faut donc reconnaître au président un pouvoir complet d'appréciation quant au fond et quant à la forme (1).

b) Nature de l'ordonnance d'envoi en possession

L'ordonnance du président, qu'elle accorde l'envoi en possession ou qu'elle la refuse, porte atteinte aux droits de l'une ou l'autre des parties. Si le légataire universel l'obtient en sa faveur, il unit dès lors la saisine de fait à la saisine de droit résultant de l'article 1006. Sa situation se trouve fortifiée : une présomption de validité s'attache à son titre, et la position de l'héritier en devient d'autant plus fragile. Si au contraire l'envoi en possession est refusé, une suspicion entache l'acte et la preuve de sa nullité sera beaucoup plus facile.

Il en résulte que celui contre qui l'ordonnance a été rendue a tout intérêt à pouvoir l'attaquer. Or, c'était une question autrefois très discutée en jurisprudence que de savoir si elle était susceptible des voies de recours; autrement dit, si elle avait un caractère contentieux ou gracieux. Pendant tout le XIX^e siècle, une très nombreuse suite d'arrêts manifestent deux tendances nettement contradictoires: « l'ordonnance du président a un caractère purement gracieux, elle n'a d'autre but que de donner la force exécutoire à l'acte, elle est rendue sans débat ni contestation, elle ne préjudicie pas aux droits des parties, c'est un acte de simple administration et non une décision judiciaire; elle ne peut donc être attaquée par les voies de

(1) Voir sur la question les arrêts suivants : Rouen, 27 mai 1807. S. 1807 II 651. — Req., 27 mai 56. S. 1856 I 711. — Agen, 26 août 1856. S. 56 II 516. — Dijon, 24 janvier 1896. — Bourges, 4 janvier 1897. D. 97 II 307. — Dijon, 26 juin 1907. S. 09 II 75. — Poitiers, 3 août 1907. S. 08 II 277.

recours (1), d'ailleurs les mesures conservatoires restent toujours possibles. » (2).

Dans l'autre série d'arrêts se trouve exposée la théorie adverse qui a triomphé : « L'ordonnance qui accorde ou refuse l'envoi en possession consacre ou méconnaît des droits soumis à son appréciation; par sa nature, comme par ses effets, elle a un caractère contentieux; elle intervertit le rôle des intéressés au cas de litige, elle est donc susceptible de recours ».

Jusqu'en 1895, le débat mit aux prises les seules Cours d'Appel. Mais, à cette date, la Chambre Civile fut amenée à prendre parti, et, cassant un arrêt de la Cour de Paris, décida que l'envoi en possession ayant pour effet de compromettre les droits et intérêts de l'héritier légitime, celui-ci devait pouvoir l'attaquer suivant les règles de droit commun, aucun texte ne l'interdisant (3).

Cette jurisprudence doit être approuvée (4). En effet, que l'ordonnance puisse ou non trancher la question de la valeur intrinsèque du testament, dans tous les cas elle est favorable à une partie, défavorable à l'autre; elle préjudicie toujours aux droits, soit de l'héritier, soit du légataire. De plus, et cela surtout nous intéresse, notre jurisprudence attache à l'envoi en possession une présomption de validité du testament; dès qu'elle est accordée au légataire, il n'a plus à prouver son droit, c'est à l'héritier à établir l'irrégularité de l'acte invoqué. Dans ces conditions, l'ordonnance ne peut être regardée comme

(1) Nous ne pouvons citer tous les arrêts qui sont très nombreux ; parmi les plus caractéristiques, signalons Rouen, 23 mars 1880. S. 81 II 232. — Paris, 26 mars 1884. S. 86 II 28. — Paris, 25 mars 1892. S. 92 II 188. — Dijon, 1^{er} juin 1894. S. 94 II 280.

(2) Voir dans ce sens Baudry-Lacantinerie. *Op. cit.*, n° 2348 et s. et la note de Massé au S. 57 I 113.

(3) Civ., 3 avril 1895. S. 95 I 221. — Parmi les arrêts de Cour d'Appel tranchant la question dans le même sens, voir : Nancy, 19 mai 1883. S. 84 II 124. — Amiens, 9 juillet 1889. S. 90 II 140. — Pau, 10 juin 1904. S. 05 II 199. — Dijon, 27 juin 1907. S. 09 II 75. — Poitiers, 27 janvier 1919. S. 1918-19 II 112.

(4) Colin et Capitant. *Op. cit.*, t. 3, p. 887.

un simple acte d'administration ; elle a cette grosse conséquence d'intervertir les rôles, de faire du défendeur un demandeur et vice-versa. On ne saurait admettre, dès lors, que les parties doivent subir passivement ses effets.

Mais alors, une autre question se pose : celle de savoir quelle voie de recours doit être invoquée. Certaines Cours d'Appel, au XIX^e siècle, ont dit que seule la tierce opposition était recevable puisque l'ordonnance n'est pas contradictoire (1). Pour d'autres, la voie d'opposition est seule admissible, puisque le défendeur n'était pas présent (2). Enfin, la plupart des arrêts admettent l'appel et c'est la solution qui a prévalu dans la jurisprudence moderne (3).

Pour résumer d'un mot l'état actuel de notre droit, nous pouvons donc dire que l'ordonnance qui accorde ou refuse l'envoi en possession a un caractère contentieux et peut être, par suite, attaquée par la voie d'appel.

Toute cette question de l'envoi en possession au point de vue du rôle du président et de la force de son ordonnance est en étroite connexité avec celle de la preuve du testament olographe. C'est d'ailleurs à ce sujet qu'elle nous intéresse et nous n'insisterons pas sur les effets de cette formalité. Résumons-les simplement en disant que le légataire universel après l'ordonnance du président unit la possession de fait à la possession de droit, qu'il représente la succession vis-à-vis des tiers et notamment des créanciers (4) et que son titre est désormais exécutoire.

(1) Bourges, 18 juin 1855. S. 56 II 204.

(2) Agen, 7 juillet 1869. S. 69 II 331. — Les arrêts qui admettent la tierce opposition seule considèrent donc que l'héritier n'était pas partie lorsque l'ordonnance a été rendue ; ceux qui déclarent l'opposition seule recevable, considèrent qu'il était partie mais faisait défaut.

(3) Poitiers, 3 août 1907. S. 08 II 277. — Rennes, 9 juillet 1908. — Poitiers, 27 janvier 1919, déjà cités.

(4) Paris, 30 mars 1868. S. 69 II 17. — Bordeaux, 26 janvier 1877. S. 77 II 232.

L'ensemble des formalités que nous venons d'étudier a donc pour but d'assurer une sorte de contrôle, de vérification provisoire du testament olographe. Après leur exécution, l'acte reste contestable de la part des héritiers qui peuvent en prouver la nullité, mais l'examen du président compétent suivi de l'ordonnance de dépôt ou d'envoi en possession lui attache une sorte de présomption de validité. Il est en effet nécessaire que même en dehors du cas d'un litige proprement dit, l'acte privé qu'est le testament olographe reçoive une consécration judiciaire: les articles 1007 et 1008 y ont pourvu.

APPENDICE

Les formalités postérieures au décès du testateur en droit anglais

Nous faisons ici exception à notre méthode habituelle qui consiste, on l'a vu, à comparer les législations étrangères à la nôtre, à mesure que nous étudions le système juridique français. Mais le point qui nous intéresse actuellement est traité de façon si différente par le droit anglais et notre Code Civil, qu'il nous a paru indispensable d'examiner séparément le système d'outre-Manche. Nous n'avons d'ailleurs pas la prétention de l'étudier d'une façon approfondie, mais seulement d'en donner un aperçu.

A la mort du testateur, son patrimoine n'échoit pas directement aux héritiers ou légataires; la saisine héréditaire n'existe pas (1); l'« *executor* » est l'intermédiaire obligatoire entre le défunt et ceux qui recueillent ces biens. Le plus souvent cet *executor* est désigné par le testament, s'il n'y a pas de testament, ou qu'il soit muet sur la question, un *administrator* est nommé par The Probate, Divorce and Admiralty of the High Court of Justice, qui lui remet des « *letters of administration* ».

L'*executor* institué par testament doit s'adresser au tribunal pour obtenir « *the probate* » que les auteurs définis-

(1) Roguin. *Op. cit.*, tome IV, n° 1843. *Adde.* Stephen. *Op. cit.*, vol. II, p. 525 : In England and in those countries who derive their laws from England the rule is that the property of a deceased person can only be obtained by virtue of a grant from some public authority.

sent ainsi : « This is a certificate granted by the Probate Division of the High Court of Justice to the effect that the will of a certain person has been proved and registered in the Court and that Administration of his effects has been granted to the executor proving the will, he having first sworn faithfully to administer them and to exhibit a true inventory and render a just account when called on » (1).

Le « *probate* » peut être accordé ou bien sous la forme solennelle (*in solemn form*) ou bien sous la forme ordinaire (*in common form*). La première sera utilisée lorsque le testament est contesté (when there is or is likely to be a dispute as to the validity of the will), elle constitue le préliminaire d'une action en justice; la seconde, lorsqu'il n'y a pas de contestation; dans ce cas, l'*executor* prête serment d'administrer les biens avec soin et d'en rendre compte quand on le lui demandera. Il tient d'ailleurs ses pouvoirs du testament, non du tribunal, et l'effet de l'homologation est rétroactif (2).

Au contraire, l'*administrator* tient ses pouvoirs des « letters of administration » aussi tant qu'il n'est pas institué par le tribunal, il n'a aucun droit sur la succession et les actes qu'il pourrait faire sont, en principe, nuls (3).

Pendant il est responsable des fautes commises pendant cet intervalle et les actes d'administration profitant à la succession sont validés (4).

La fonction de l'*administrator* ou de l'*executor* consiste à administrer la masse successorale, à payer les dettes et les legs, enfin à autoriser le transfert de la succession aux héritiers (5).

(1) Byrne's law dictionary, p. 702.

(2) Byrne's dictionary. *Will.* p. 933. Before the probate is obtained, an executor may act as effectually in almost everything as if probate has been granted, and when granted, it has relation back to the death of the testator.

(3) Byrne's dictionary. *Probate*, p. 733 : In the case of an administrator, acts done before the grant of administration are, as a general rule, not binding.

(4) Jenks. *Op. cit.*, n° 2120.

(5) Curti. *Op. cit.*, p. 276 et s.

Les formalités prescrites en droit anglais pour l'exécution du testament (nous laissons de côté le cas de l'administrator nommé par la *Court*) sont donc nettement différentes de celles que nous avons rencontrées en droit français. Il est cependant permis de penser que la divergence est surtout extérieure. En effet, qu'est-ce que l'ordonnance de dépôt du président du tribunal (surtout dans la conception qui autorise l'examen de la valeur intrinsèque du testament) sinon l'approbation au moins provisoire de l'acte, la reconnaissance de sa validité, sauf contestation ultérieure des héritiers? Et qu'est-ce, maintenant, que la *Probate in common form* délivrée par la High Court, sinon encore l'approbation du « will » l'autorisation de l'exécuter. La Probate a une force plus grande, plus définitive que l'ordonnance, mais on peut très bien ne voir, entre les deux, au point de vue de leur nature intrinsèque et de leurs effets, qu'une différence de degré.

CHAPITRE V

FORCE PROBANTE DU TESTAMENT OLOGRAPHE

Un testament olographe écrit, daté et signé de son auteur réalise les trois conditions de forme exigées par l'article 970; il est parfaitement régulier et présente toutes garanties de sincérité et d'authenticité. Cependant, ce testament peut être l'œuvre d'un faussaire; à l'insu du défunt, un tiers a pu le fabriquer, en imitant l'écriture et la signature du prétendu testateur; d'autre part, le *de cujus*, quand il a disposé à cause de mort, a peut-être assigné à l'acte une fause date, d'où, nous l'avons vu, résulte la nullité du testament tout entier.

Lorsque la fausseté de l'écriture, de la signature ou de la date est alléguée par l'héritier ou par un légataire institué dans un titre antérieur, à qui incombe la charge de la preuve? et l'acte olographe fait-il foi de son contenu jusqu'à inscription de faux ou seulement jusqu'à preuve contraire?

Ce sont là deux questions qui ont donné lieu à de brûlantes controverses et au sujet desquelles la doctrine ne s'est pas encore mise d'accord avec la jurisprudence. Cependant, dirait-on, les règles de preuve fondamentales doivent s'appliquer : *Onus probandi actori incumbit*. L'acte sous-seing privé ne fait foi que jusqu'à preuve contraire, etc. Mais, connaissant ces principes, la difficulté reste la même. En effet, dans une semblable instance, où est le demandeur, où est le défendeur? le testament olographe est-il un acte privé ou public? Si on connaît les principes, on ne sait comment les appliquer; il en résulte que les auteurs professent les opinions les plus variées

et que la jurisprudence, ici comme ailleurs, a, pour parer à l'insuffisance de la loi, exigé un système prétorien.

Nous devons déterminer et apprécier le système relatif à la charge de la preuve et à son administration, d'abord au point de vue de l'écriture et de la signature, ensuite au point de vue de la date.

SECTION I

FORCE PROBANTE DE L'ÉCRITURE ET DE LA SIGNATURE

§ 1. — *Charge de la preuve*

Le testament olographe, nous l'avons vu dans notre introduction, n'est pas un acte authentique; mais ce n'est pas non plus un acte sous-seing privé pur et simple. La jurisprudence en a fait quelque chose de plus. Elle voit en lui ce que l'on peut appeler un acte solennel (1). De cette conception résulte, quant à la charge de la preuve, un système hybride. L'acte sous-seing privé simplement méconnu par les héritiers de son prétendu auteur, donne lieu à une vérification d'écriture, laquelle est à la charge de celui qui invoque le titre contesté (art. 1324). Au contraire l'acte authentique fait pleine foi de son contenu entre les parties et leurs héritiers ou ayants-cause (art. 1319).

Si l'on voit surtout dans le testament olographe son caractère privé, on décidera que le légataire qui l'oppose à l'héritier aura à sa charge la vérification lorsque l'héritier conteste l'écriture ou la signature, lorsqu'il prétend que l'acte n'émane pas du défunt, auquel on l'attribue. Par conséquent, l'héritier n'aura qu'à *méconnaître* le testament et le légataire devra prouver la véracité du titre invoqué. C'est en effet la solution admise pour le cas où le testament institue un légataire particulier ou à titre universel; ou bien un légataire universel en présence de réservataires; enfin, le légataire universel, même non en présence de réservataires, a la preuve à sa charge tant

(1) Le testament olographe n'est pas le seul acte privé solennel : à cet égard on peut lui rapprocher les effets de commerce, par exemple.

qu'il ne s'est pas fait envoyer en possession. Sur tous ces points, il n'y a point matière à difficulté; la jurisprudence et la doctrine s'accordent. Le testament olographe en effet n'a par lui-même ni force authentique ni force exécutoire. Ce serait vraiment faire la part trop belle aux imposteurs que de présumer la validité de l'acte par eux présenté et de mettre à la charge de l'héritier naturel la preuve de sa fausseté.

Cette solution s'impose, même si le testateur a déposé son acte chez un notaire, déclarant qu'il l'a lui-même écrit, daté et signé, et si cette déclaration a été constatée dans un acte de dépôt dressé par le notaire (1). Certains auteurs, il est vrai, ont alors voulu appliquer l'article 1322. « En pareil cas, lisons-nous dans Troplong (2), l'écriture est reconnue; il n'y a même pas lieu à vérification ». Demolombe et Baudry-Lacantinerie ont critiqué cette conception, avec raison selon nous. Que dit, en effet, l'article 1322? « L'acte sous-seing privé, *reconnu par celui auquel on l'oppose*, ou légalement tenu pour reconnu, a entre ceux qui l'ont souscrit et leurs héritiers ou ayants-cause, la même foi que l'acte authentique ». Or le légataire oppose le testament, non pas au testateur, mais à ses héritiers et ceux-ci, loin de le reconnaître, le *contestent*, le *méconnaissent*. L'article 1322 ne saurait donc s'appliquer ici, mais la déclaration du testateur entraîne néanmoins une présomption relative, un argument à invoquer par le légataire, et que les juges devront prendre en considération dans l'instance en vérification (voir § 2).

Quant au procès-verbal du président et l'ordonnance prescrivant le dépôt chez un notaire, ils ne sauraient non plus entraîner un renversement de la preuve, puisque le président se livre seulement à un examen superficiel du titre qui lui est soumis. Il en est de même en droit allemand : le testament olographe

(1) Baudry-Lacantinerie. *Op. cit.*, n° 1985.

(2) Troplong. *Op. cit.*, n° 1499 et s. Adde Duranton. *Op. cit.*, 45.

reste un acte privé même s'il a été déposé officiellement; c'est à celui qui l'invoque de prouver sa validité (1).

Mais où la question devient très délicate et très controversée entre les auteurs et les magistrats, c'est quand il s'agit de déterminer la portée de l'ordonnance d'envoi en possession. Précisons bien dans quelles circonstances la difficulté surgit voilà un légataire universel institué par un testament olographe en l'absence de réservataires. Il doit, nous l'avons vu, pour donner plein effet au testament, se faire envoyer en possession par une ordonnance du président du tribunal. Cette ordonnance modifie-t-elle la nature, la force probante de l'acte olographe? en d'autres termes, entraîne-t-elle un renversement de la preuve? Nous avons déjà eu, à plusieurs reprises, l'occasion de signaler la théorie de la Cour de Cassation qui met la preuve à la charge de l'héritier, dès que le légataire a obtenu l'envoi en possession.

Cette théorie est presque unanimement critiquée par les auteurs. Troplong (2) et, parmi les juristes contemporains, M. Lévy-Ullmann (3), sont à peu près les seuls qui l'aient approuvée.

La doctrine de la Cour de Cassation remonte à un arrêt de la Chambre Civile du 2 février 1818 (4); chose qui semble curieuse si l'on connaît la résistance que, par la suite, les Cours d'Appel lui ont opposée, elle avait déjà été affirmée par la Cour de Caen en 1812 (5). Pendant tout le XIX^e siècle, une nombreuse série d'arrêts se suivent, qui tranchent cette question de la façon la plus contradictoire. La plus grande incohérence règne dans la jurisprudence : si la tendance générale de la Cour de Cassation est favorable au légataire, et celle des Cours d'Appel favorable aux héritiers, on trouve

(1) Roguin. *Op. cit.*, p. 389 et s.

(2) Troplong. *Op. cit.*, t. 3, n^o 1499 et s.

(3) Lévy-Ullmann. *Cours de Doctorat* (1928-29)

(4) S. 18 I 248.

(5) Caen, 4 avril 1812. S. 12 II 336.

cependant des arrêts de la Cour Suprême mettant la preuve à la charge du légataire (1) et inversement, des espèces où des Cours d'Appel l'ont mise à la charge des héritiers (2). Deux arrêts de la Cour de Bourges sont particulièrement caractéristiques de l'incertitude des magistrats. L'un rendu le 4 avril 1827 décide après une suite d'attendus impressionnants que le légataire doit prouver la validité du testament qu'il invoque; l'autre, rendu trois mois après, le 16 juillet 1827, prend le contre-pied, presque point par point, des arguments invoqués par le premier et décide que l'héritier qui attaque un testament doit en prouver le vice (3). Comment dès lors s'étonner que l'unanimité ne se fasse pas plus rapidement dans des matières où, en quelques mois, des esprits qu'il y a lieu de croire avisés, manifestent des opinions aussi opposées? Il est seulement regrettable que ce soit aux plaideurs de payer par leur temps et leur argent les frais de l'élaboration de la jurisprudence.

Nous devons maintenant apprécier les arguments présentés par les deux thèses. En faveur des héritiers, on invoque la nature privée du testament olographe que ne modifie pas l'accomplissement des formalités prévues par les articles 1007 et 1008; le rôle de défendeur que joue l'héritier; enfin, les conséquences pratiques du système de la Cour de Cassation.

Et d'abord, dit-on, le testament olographe est un acte privé; les articles 1323 et 1324 doivent donc s'appliquer, en vertu desquels l'héritier à qui on oppose un acte sous-seing privé émanant de son auteur peut se contenter de déclarer qu'il ne reconnaît pas l'écriture ou la signature; la vérification en justice est alors ordonnée à la charge de celui qui invoque le

(1) Civ., 11 novembre 1829. S. 29 I 410. — Req. 23 avril 1838 S. 38 I 438.

(2) V. notamment : Poitiers, 22 janvier 1828. S. 30 II 90. — Toulouse, 12 novembre 1829. S. 30 II 106. — Bordeaux, 12 avril 1848. S. 48 II 390. — Besançon, 5 mai 1869. S. 69 II 50.

(3) Voir ces deux arrêts au S. 1827 II 197. — Il est à remarquer que pour prendre ces deux solutions contradictoires la Cour de Bourges était composée des mêmes magistrats.

titre. Il en résulte que si les héritiers contestent le testament invoqué par le légataire, celui-ci doit procéder à sa vérification, il doit prouver sa validité. Il suffit aux héritiers de le *méconnaître*, c'est-à-dire d'affirmer qu'il n'émane pas du prétendu testateur. Ils n'ont rien à prouver (1).

Peu importe d'ailleurs que le testament ait été déposé chez un notaire, que le légataire ait été envoyé en possession. En effet, ces formalités ne sauraient changer la nature de l'acte. « Dès que le testament olographe demeure, même après l'envoi en possession, un acte sous-seing privé, l'héritier peut se contenter de déclarer qu'il ne connaît pas l'écriture ou la signature du testateur; il peut dire, sans l'avouer ni la reconnaître : je ne sais pas si cette écriture est la sienne » (2). L'envoi en possession ne tranche pas la question de la validité du testament (3); elle n'atteste pas autre chose que l'existence d'un écrit sous-seing privé ayant la forme apparente d'un testament (4); elle ne saurait faire perdre au testament son caractère privé (5) et par conséquent elle ne saurait décharger le légataire de l'obligation de prouver la validité du titre. Car il ne saurait faire de doute qu'il joue bien le rôle de demandeur. En effet, l'héritier invoque sa parenté qui lui donne droit à la succession. Le légataire lui oppose une exception tirée du testament: *Reus in excipiendo fit actor*. Une fois prouvé le lien de sang qui l'unissait au *de cujus*, l'héritier n'a plus qu'à attendre; si on lui oppose un testament, il peut le contester : c'est à celui qui l'invoque de prouver sa validité.

Enfin, le système qui décharge de la preuve le *légataire universel* envoyé en possession a ce résultat bizarre de protéger

(1) Caen, 2 juin 1851. S. 52 II 13 cassé par la Ch. Civ., 21 juillet 1852. S. 52 I 655.

(2) Demolombe. *Op. cit.*, p. 157. — Adde Laurent. *Op. cit.*, n° 233 et s.

(3) Paris, 8 avril 1834. S. 34 II 307.

(4) Besançon, 23 mars 1842. S. 42 II 205.

(5) Caen, 17 janvier 1852, 2^e espèce. S. 53 II 411.

mieux les héritiers contre les faux legs particuliers ou à titre particulier que contre ceux qui englobent toute la succession. Elle encourage donc les faussaires les plus voraces ! (1)

A cette argumentation serrée, peu d'auteurs ont tenté de répondre, car tous ou presque s'entendent pour jeter l'anathème sur la jurisprudence. Il ne nous semble pas, cependant, qu'elle mérite tous les reproches qu'on lui a faits et nous allons essayer de défendre sa cause.

L'acte olographe est un acte privé, c'est entendu, mais non pas un acte privé ordinaire. La Coutume de Paris le qualifiait de solennel et l'on peut affirmer qu'il a conservé ce caractère. Demolombe cependant le nie (2) « s'il était solennel d'après certaines Coutumes, dit-il, cela signifie qu'il devait être fait selon les solennités exigées par ces Coutumes ». Mais ne peut-on prendre aujourd'hui le mot dans le même sens et dire que le testament olographe est solennel parce qu'il doit être fait selon les solennités exigées par l'article 970 ? Il est investi par la loi d'un caractère et d'une force qui lui sont particuliers (3); on ne saurait nier que, dans l'esprit du législateur, il était plus qu'un simple acte sous-seing privé.

Et ce qui le prouve bien, c'est que le légataire universel, non en présence de réservataires, est *saisi* des biens de la succession; une présomption légale de validité lui est donc attachée (4).

Enfin, à cette saisine de droit se joint la saisine de fait dès que le légataire s'est fait envoyer en possession (5). Il jouit

(1) Caen, 17 janvier 1852, 1^{re} espèce. S. 53 II 411.

(2) Demolombe. *Op. cit.*, p. 143.

(3) Req., 10 août 1825. S. 26 I 117. — Civ., 23 mai 1843. S. 43 I 491. — Req., 9 novembre 1847. S. 48 I 228.

(4) Montpellier, 19 juin 1827. S. 27 II 217. — Req., 9 novembre 1847. S. 48 II 228. — Civ., 5 août 1872. S. 72 I 319. — V. cependant le *Traité élémentaire de Droit civil* de M. Planiol (t. 3, p. 736). Cet éminent juriste se basant sur la nécessité de l'envoi en possession nie l'existence de la saisine au profit du légataire universel.

(5) Civ., 23 mai 1843. S. 43 I 491. — Civ., 25 juin 1867. S. 67 I 389. — Civ., 5 août 1872. S. 72 I 319. — Req., 29 mars 1904. S. 04 I 448.

donc d'une possession complète, et en vertu de la règle « In pari causa melior est possidentis », il n'a qu'à attendre (1). C'est à l'héritier de prouver le vice de cette possession. Il en résulte que le tempérament admis par la Cour de Cassation, loin de ruiner le principe, comme l'affirment les auteurs, en est la conséquence logique. La Cour Suprême, en effet, admet que lorsque le testament est suspect, lorsqu'il y a soupçon de fraude, la charge de la preuve incombe au légataire. C'est que, dans ce cas, la possession ne remplit plus les conditions de l'article 2229, elle est équivoque, elle est entachée d'un vice et ne saurait produire tous ses effets. Pour lui rendre sa vigueur, le légataire doit prouver l'absence de ce vice, il doit prouver que la cause de sa possession (c'est-à-dire le testament) est régulière et valable, qu'elle n'est pas « équivoque ». La Cour de Cassation applique donc tout simplement la théorie générale de la possession.

On a enfin critiqué le caractère illogique et, peut-on dire, immoral des conséquences auxquelles elle aboutit. Elle encourage, prétend-on, les imposteurs les plus hardis. Fabriquez un faux testament qui vous instituera légataire particulier ou à titre universel, vous aurez à prouver sa validité. Au contraire, instituez-vous légataire universel et, si vous réussissez à vous faire envoyer en possession, l'héritier devra démontrer le caractère frauduleux de votre titre. Mais on oublie souvent, en raisonnant ainsi, que les présidents se reconnaissent le droit de vérifier le testament, non seulement quant à la forme, mais aussi quant au fond (2). Leur ordonnance « est un acte qui a donné au testament une exécution parée » (3), elle est la consécration de la saisine de droit établie par l'article 1006 (4). De plus, leur ordonnance, nous l'avons vu précédemment, peut être

(1) Troplong. *Op. cit.*, tome 3, pp. 57 et s. — Lévy-Ullmann. *Op. cit.*, p. 188.

(2) V. chap. IV, section II, § III A.

(3) Troplong, *loc. cit.*

(4) Req., 9 novembre 1847. S. 48 I 228.

attaquée par les héritiers; cette solution ne fait plus aucun doute en jurisprudence. Si, par conséquent, le légataire universel envoyé en possession est favorisé par rapport au légataire particulier ou à titre universel, c'est que ces derniers présentent un titre qui n'a été consacré par aucune autorité. Le président n'est pas intervenu pour lui donner force exécutoire ni pour se prononcer ne fût-ce que provisoirement sur sa validité.

Par conséquent, le fait que le légataire universel envoyé en possession unit la saisine de droit et la saisine de fait, que son titre a été déclaré exécutoire par une ordonnance du président rendue *cognita causa* et attaquable par les héritiers, ce fait, disons-nous, justifie parfaitement le régime de faveur qui lui est réservé.

Ainsi que le fait remarquer Troplong (*loc. cit.*) « il y a plus de testaments vrais que de testaments faux; il y a plus de méconnaissances d'écriture dictées par la chicane que par la conviction qu'un faux a été commis ». Le testament, en effet, dans la très grande majorité des cas, désavantage un héritier plus ou moins lointain. Celui-ci, irrité contre le légataire, songera à faire annuler, s'il le peut, le titre qui détruit ses espérances. Lorsque ce titre n'est pas suspect, qu'il a été consacré par la loi et par le juge, et que l'ordonnance du président n'a pas été « surprise à sa religion », il est tout à fait logique et régulier de déclarer comme le fait la Cour de Cassation que le testament confère au légataire le rôle de défendeur et que la partie qui l'attaque doit en prouver le vice (1).

§ 2. — *Procédure de la vérification d'écritures.*

Mesures conservatoires

Nous devons maintenant examiner selon quelles règles de procédure le testament sera vérifié.

Par application de l'article 195 C pr., la vérification

(1) Les Cours d'Appel se sont maintenant rangées à l'avis de la Cour Suprême. V. Caen, 10 novembre 1927. S. 28 II 69.

peut se faire tant par titres que par experts ou par témoins. Les juges pourront donc apprécier l'écriture et la signature du testament en les comparant à d'autres actes publics ou privés émanés du testateur (art. 200 C. pr.); ils examineront si elles sont semblables sur les deux catégories de titres; si, au cas de dissemblance, celle-ci peut provenir du grand âge ou de la maladie; lorsqu'elle est suspecte l'acte devra être annulé (1).

A défaut de titres (le testateur étant mineur par exemple et il est impossible de se procurer des pièces énumérées dans l'art. 200), la preuve peut être faite par témoins. Il suffit qu'un témoin affirme avoir vu le *de cujus* écrire son testament et reconnaisse l'original (2).

La preuve peut encore être faite au moyen d'une expertise d'après les règles des articles 302 et suivants C. pr.; mais les juges ne sont nullement obligés d'y recourir; ils peuvent procéder eux-mêmes et directement à la vérification de l'écriture contestée, à condition d'entourer leur examen de toutes les garanties nécessaires pour la sauvegarde des droits de la défense (3); il en sera ainsi notamment dans les cas d'extrême urgence, si par exemple il s'agit des funérailles du testateur (4). Enfin, les juges qui ont provoqué une expertise ne sont nullement liés par elle et peuvent rejeter l'opinion des experts, s'ils préfèrent s'appuyer sur les résultats d'une enquête ou sur des présomptions fournies par un autre testament ou par une lettre émanant du *de cujus* (5).

Les juges du fond apprécient souverainement les moyens de preuve à admettre; lorsqu'ils procèdent seuls à la vérification d'écriture, ils sont « libres de puiser dans tous les faits et documents de la cause les éléments de leur conviction et ne

(1) V. Req., 20 mars 1827. S. 27 I 383. — Req., 1^{er} mars 1897. S. 98 I 221

(2) Toulouse, 1^{er} mai 1817. — Angers, 5 juillet 1820. S. 23 II 16

(3) Civ., 21 mars 1905. S. 05 I 464.

(4) Trib. Civ. Pontarlier, 29 septembre 1903. D. 04 II 131.

(5) Civ., 13 avril 1921. S. 22 I 123.

sont pas astreints à l'observation des articles 195 et suivants, C. pr., lesquels ne sont applicables qu'en matière d'expertise » (1).

Ils peuvent donc se baser sur de simples présomptions telles que celle qui résulte de la déclaration par le testateur qui a déposé son acte chez un notaire, qu'il l'a lui-même écrit, daté et signé (voir § 1).

Mais une question a été l'objet de solutions contradictoires de la part de la Chambre des Requêtes. Les juges peuvent-ils prendre en considération le caractère du *de cujus*, les sentiments qu'il a manifestés durant sa vie; peuvent-ils rechercher si les dispositions du testament sont en conformité avec les affections de son auteur? La Cour Suprême s'est prononcée trois fois sur ce sujet, deux fois affirmativement, une fois négativement (2). Il nous semble que les arrêts de 1892 et de 1900 qui admettent l'enquête sur les relations familiales du *de cujus* doivent être approuvées. Ainsi, dans l'espèce de 1900, l'expertise était insuffisante pour éclairer la religion du tribunal; elle conclut à la fausseté du testament, mais des doutes subsistent. S'il est prouvé que des relations de famille existaient entre le testateur et le légataire, ce fait peut être utilement invoqué pour établir la fausseté du testament. Il n'est pas étranger à la vérification puisqu'il sert à découvrir la vérité et aucun texte n'interdit au juge de s'éclairer à son égard.

Enfin, les Cours d'appel ont eu plusieurs fois à décider si la photographie du testament litigieux déposé chez un notaire peut être autorisée, même contre le gré de ce notaire. Ce procédé présente des avantages certains dans l'instance en vérification; il permet aux parties d'avoir entre les mains pour l'examiner à loisir, une reproduction du testament, et, pourvu que les précautions nécessaires soient prises, afin d'éviter la détério-

(1) Req., 7 août 1912. S. 13 I 79.

(2) Req. 1^{er} juin 1892. S. 93 I 134. — Req., 10 janvier 1899. S. 99 I 223. — Req., 4 décembre 1900. S. 02 I 15.

ration de l'acte durant l'opération, on ne voit pas pourquoi celle-ci serait interdite. Certains arrêts ont invoqué, pour la prohiber, l'article 2 de la loi du 25 ventôse an XI d'après lequel « les notaires ne pourront se dessaisir d'aucune minute si ce n'est dans les cas prévus par la loi et en vertu d'un jugement ». Mais au cas de litige, les notaires doivent déposer le testament au greffe et les articles 187 et 207 C. pr. autorisent les parties à en prendre communication; aussi doit-on leur reconnaître le droit de la photographie ce qui facilitera son examen et son interprétation (1).

Mais l'instance en vérification demande un certain temps et sa longueur peut être préjudiciable aux parties, surtout à celle qui obtiendra gain de cause. Supposons un légataire universel envoyé en possession; voyant que le testament qu'il invoquait va être annulé par les tribunaux, il peut être tenté de dilapider les biens qu'il a entre les mains. Inversement un héritier qui méconnaît un legs particulier pourrait, si l'on ne prenait certaines mesures propres à l'en empêcher, faire disparaître durant l'instance l'objet légué. Evidemment, si la fraude est prouvée, une instance pénale et civile est possible, mais « mieux vaut prévenir que guérir » et souvent les parties demandent l'apposition des scellés ou la nomination d'un séquestre. Dans quelles conditions ces mesures provisoires peuvent-elles être ordonnées?

L'apposition des scellés et la nomination d'un séquestre sont accordées assez largement par la jurisprudence pour protéger les intérêts respectifs des parties. Le cas suivant est susceptible de se présenter fréquemment : l'envoi en possession a été refusé par le président, parce que l'écriture et la signature du testament étaient méconnues par les héritiers. Durant l'instance en vérification, et tant que le tribunal ne s'est pas pro-

(1) V. dans ce sens : Toulouse, 14 novembre 1892. S. 93 II 36. — Paris, 11 février 1896. S. 96 II 159. — contra : Bordeaux 7 janvier 1869. S. 69 II 230. — Gand, 29 juin 1889. S. 91 IV 14.

noncé sur la validité du titre, la possession ne peut pas davantage être accordée à l'héritier. La nomination d'un séquestre s'impose donc, qui administrera les biens jusqu'à la solution du litige (1). De même, elle peut être accordée au légataire particulier pour le garantir contre les agissements du légataire universel (2).

Mais la question est plus délicate lorsque le légataire est déjà envoyé en possession. Accorder alors à l'héritier l'apposition des scellés ou la nomination d'un séquestre, n'est-ce pas paralyser l'effet de l'envoi en possession? C'est ce qui a été jugé à plusieurs reprises (3). Mais on trouve des décisions en sens contraire « attendu que ces mesures ne portent pas atteinte aux effets légaux de l'ordonnance d'envoi en possession » (4). En tout cas, il paraît certain que si l'héritier non réservataire n'attaque pas présentement le testament mais se borne à dire qu'il a l'*intention* de l'attaquer, il n'a aucun droit actuel sur la succession et n'a pas qualité pour demander des mesures conservatoires (5). Quant à nous, il nous semble que l'envoi en possession ne saurait avoir pour conséquence d'écarter la possibilité des mesures conservatoires, au cas de litige sur le testament. L'ordonnance est rendue par le président *cognita causa*, c'est certain. Mais, dans notre droit, elle n'en a pas moins un caractère purement provisoire puisqu'elle n'empêche pas l'action en nullité contre le testament. Elle a déjà cette grosse conséquence de renverser la charge de la preuve. Ce serait sans doute dépouiller exagérément l'héritier de ses garanties que de lui interdire de plus toute mesure conservatoire. Aussi approuvons-nous l'arrêt d'Angers de 1889.

Si nous envisageons le même cas sous son angle opposé,

(1) Douai, 23 juillet 1844. S. 45 II 33.

(2) Req., 20 novembre 1917. S. 18-19 I 46.

(3) Nîmes, 26 décembre 1847. S. 48 II 746. — Chambéry, 20 novembre 1888. S. 89 II 237.

(4) Angers, 26 juin 1889. S. 89 II 237. V. dans le même sens Bourges, 18 décembre 1826. S. 27 II 121.

(5) Trib. Narbonne, 26 octobre 1911. S. 12 II 262.

nous devons évidemment décider que le légataire envoyé en possession peut demander la nomination d'un séquestre ou l'apposition des scellés. Il a même été jugé qu'il a ce droit dès avant l'envoi en possession « attendu que cette formalité n'est exigée que pour donner à son titre la force exécutoire et non pour conférer au légataire universel la saisine légale, qui lui est acquise du jour de l'ouverture de la succession » (1).

Enfin, lorsque les scellés ont été posés, les héritiers non réservataires qui ne contestent pas la validité du testament ne peuvent exiger d'être présents à leur levée, alors surtout que le testateur a eu pour but d'éviter leur immixtion dans sa succession et à moins qu'ils ne prétendent qu'un autre testament existe dans les papiers du défunt. C'est au juge à interdire toute mesure ayant un caractère purement vexatoire (2).

Il a donc dans cette procédure de vérification une compétence exclusive pour apprécier toutes les questions de fait susceptibles de se poser; c'est à lui de décider quel mode de preuve devra être employé et quelle force il convient de lui reconnaître; c'est à lui d'accorder ou de refuser les mesures conservatoires demandées par les parties. Il doit s'efforcer dans tous les cas de concilier les nécessités pratiques et les règles légales.

SECTION II

FORCE PROBANTE DE LA DATE

§ 1. — *Charge de la preuve.*

Lorsque l'écriture et la signature sont vérifiées ou reconnues par celui à qui on oppose le testament olographe, celui-ci

(1) Trib. Saint-Gaudens, 13 mars 1912. S. 12 II 228.

(2) Paris, 28 janvier 1887. S. 89 II 20. — Besançon, 23 novembre 1892. S. 92 II 23. — Paris, 25 mars 1896. S. 96 II 262.

fait foi par lui-même de sa date. L'article 1328 ne saurait ici recevoir application (1). En effet, le caractère secret de notre acte s'oppose à ce qu'il soit enregistré ou constaté dans des actes publics. Quant à fixer sa date certaine au jour du décès, c'est bien aléatoire. En effet, sauf le cas de mort subite, il est extrêmement rare qu'un testateur jouisse de toutes ses facultés mentales jusqu'à son dernier soupir. Les héritiers pourraient, dans la grande majorité des cas, attaquer l'acte en se basant sur l'article 901 : « Pour faire une donation entre vifs ou un testament, il faut être sain d'esprit ». Admettre l'application de l'article 1328 serait donc compromettre la validité de presque tous les testaments olographes.

De plus, le législateur exige une date; celle-ci doit être réputée sincère au moins jusqu'à preuve contraire. Par conséquent, lorsque l'écriture et la signature sont vérifiées ou tenues pour telles, la preuve de la fausse date incombe à l'héritier. La Jurisprudence est constante dans ce sens et les auteurs, unanimes (2).

De cette présomption de sincérité résultent plusieurs conséquences; le testament olographe portant une date postérieure à celle d'un autre testament du même auteur, olographe ou *authentique*, le révoque. De même si le testateur a été incapable de tester pendant certaines époques, c'est à l'héritier de prouver que le testament a été fait pendant ces époques.

La raison de cette rigueur vis-à-vis de l'héritier s'explique fort bien. Nous avons vu, dans notre Chapitre II, que la date fausse entraînait la nullité du testament. Mettre la preuve à la charge du légataire, c'est-à-dire présumer la fausseté de la date, aurait entraîné l'annulation de nombreux testaments sincères, faute, pour le légataire, de pouvoir renverser cette pré-

(1) Cf. Baudry-Lacantinerie. *Op. cit.*, p. 74, n° 1992. — Lévy Ullmann, *Op. cit.*, p. 191. — Duranton, *Op. cit.*, n° 47.

(2) Req., 11 janvier 1886. S. 86 I 337. — Bourges, 18 novembre 1903 S. 04 II 228. — Leipzig, 7 juillet 1884. S. 86 IV 11.

somption. Ainsi, la protection accordée par la Jurisprudence au testament dans la procédure de vérification d'écriture, se trouverait paralysée dans la procédure de vérification de la date. Il serait relativement facile au légataire universel envoyé en possession, d'établir la provenance et la sincérité de son titre, mais il suffirait à l'héritier de nier l'exactitude de la date pour reprendre l'avantage. Or, pour la date comme pour l'écriture, les contestations proviennent plus souvent d'un esprit de chicane que de la conviction d'un faux ou d'une simulation. La présomption attachée à la date cadre parfaitement avec la conception de la Jurisprudence qui voit dans le testament olographe sinon un acte authentique, au moins un acte supérieur au simple titre sous seing privé.

§ 2. — *Administration de la preuve de la fausse date.*

Si le testament olographe fait pleine foi de sa date dans les conditions que nous avons indiquées, du moins les héritiers peuvent-ils détruire cette présomption en prouvant que la date est fausse. Selon quelle procédure? C'est ce qui nous reste à déterminer.

Un point ne fait plus aujourd'hui aucun doute ni en doctrine, ni en jurisprudence: l'inscription de faux n'est pas nécessaire. En effet, l'acte olographe, même reconnu quant à son écriture, n'a pas la force authentique. La solution contraire était cependant admise autrefois et les arrêts posaient en principe que l'inscription de faux devait être employée sauf lorsque le testament était imprégné de dol ou de fraude (1). Mais cette opinion est maintenant abandonnée et la Cour de Cassation déclare que le testament olographe « fait par lui-même foi de la date qu'il énonce » (2). Celle-ci n'est réputée vraie que jus-

(1) Req., 22 février 1853. D. 53 I 133. — Toulouse, 9 décembre 1867 S. 68 II 1. — Req., 21 août 1876. S. 77 I 157 — Contra: Req., 12 août 1851. D. 52 I 35.

(2) Req., 11 janvier 1886. S. 86 I 337, note Labbé. — Civ., 11 juin 1902. S. 05 I 117.

qu'à preuve du contraire mais si l'inscription de faux n'est plus exigée, le système de la preuve libre n'est pas pour cela admis et la Jurisprudence a élaboré deux théories qui protègent la date du testament. Ce sont *la théorie de la preuve racine* et *la théorie de la divisibilité* de la date que l'on peut énoncer ainsi: sauf les cas de dol, fraude, captation, suggestion, la fausseté de la date ne peut être prouvée que grâce aux moyens tirés du testament lui-même et la fausseté démontrée de l'un des éléments de la date reste sans influence sur les autres.

A. — *Principe de la preuve-racine.*

Par application de l'article 1348 du Code civil, toutes les fois que les héritiers invoqueront l'existence d'un délit civil, ils pourront le prouver par tous moyens. Le même tempérament est donc admis au système de la preuve-racine, qu'autrefois au système de l'inscription de faux (1).

Mais, en dehors de ce cas, la preuve de la fausse date doit emprunter ses éléments aux énonciations ou à l'état matériel du testament. Sauf les exceptions que nous aurons à signaler, la preuve extrinsèque doit être rejetée à titre principal; elle peut, tout au plus, être admise à titre accessoire, pour corroborer la preuve intrinsèque (2).

Il est même intéressant de rapprocher la théorie de la preuve-racine et la théorie de la rectification, toutes deux élaborées par nos tribunaux. On s'aperçoit alors que la seconde est un corollaire de la première, sa conséquence logique et nécessaire.

Quels sont donc ces éléments intrinsèques pouvant être invoqués? Ils se rattachent, nous venons de le dire, soit aux énonciations, soit à l'état matériel de l'acte.

(1) Req., 20 juillet 1886. D. 88 I 83. — Civ., 11 juin 1902 précité.

(2) V. *Revue trimestrielle de Droit civil*, 1924, p. 731.

Ce pourra être une allusion à des faits postérieurs à la date portée sur le testament; ainsi dans un acte daté du 30 avril 1837, le disposant parle de la mort d'une personne survenue le 30 juin 1839, la date est nécessairement fausse (1) ou bien le legs est fait au profit d'une personne désignée d'une façon précise par son nom et son sexe, laquelle est née postérieurement à la date du testament (2), ou bien encore le légataire, l'exécuteur testamentaire ou une personne quelconque est désignée comme ayant une qualité déterminée, alors qu'elle n'avait plus cette qualité ou ne l'avait pas encore à la date portée sur l'acte; par exemple le testateur appelle son neveu diacre, et nomme sa cousine Mme B... alors qu'à la date indiquée son neveu était encore sous-diacre et sa cousine n'était pas mariée (3); dans d'autres cas, il qualifie de domestique ou de commis une personne qui n'était pas encore à son service (4); ou enfin, il donne au mari de sa légataire le titre de: « notaire à M... » dans un testament daté du 11 avril 1862, alors que celui-ci ne s'est installé à M... qu'en mars 1863 (5). Dans tous ces cas, la fausseté de la date est tirée des énonciations du testament et entraîne la nullité de celui-ci, sauf cependant, si l'on établit que la dénomination donnée résulte d'un usage poli (diacre pour sous-diacre), ou que le mariage de la personne désignée comme mariée à une époque où elle ne l'était pas, était déjà prévu et que le testateur a donné à celle-ci le nom qu'elle aurait vraisemblablement lorsque le testament recevrait exécution. Ce sera au juge à apprécier les faits et circonstances de la cause et à décider si, en réalité, il y a bien fausse date.

Pourra encore être invoqué le fait que le testateur lègue

(1) Rouen, 14 avril 1847. S. 48 I 447.

(2) Lyon, 14 décembre 1875. S. 76 II 293.

(3) Civ., 2 août 1843. S. 44 I 749.

(4) Req., 29 avril 1850. S. 50 I 592. — Req., 4 novembre 1857. S. 58 I 33.

(5) Orléans, 29 juillet 1865. S. 65 II 272.

dans un acte daté du 8 octobre 1867 un immeuble dont il n'est devenu propriétaire que le 25 mai 1869 (1).

Quant au filigrane du papier timbré doit-il être considéré comme un élément intrinsèque du testament? S'il est en discordance avec la date, suffit-il à prouver la fausseté de celle-ci? La Jurisprudence l'admet et de très nombreux arrêts ont annulé des testaments dont la date était contredite par le filigrane du papier timbré. Cependant, peut-on dire, ce filigrane n'émane pas du testateur; c'est un élément extrinsèque au fond du testament, mais c'est un élément intrinsèque à sa forme et, admettant ici la même solution que pour la rectification, les arrêts tirent fréquemment du filigrane la preuve de la fausse date (2).

Cependant, où la question devient plus délicate, c'est lorsque la date est contredite non pas par le filigrane lui-même, mais par une lettre apposée sur le papier par les soins de l'Administration et indiquant à quelle époque il a été mis en circulation, ou bien par le contre-timbre.

Ainsi un testament daté du 15 juillet 1873 est écrit sur du papier filigrané 1873, mais la lettre J frappée dans le timbre sec indique que le papier n'a été mis en circulation que le premier janvier 1874. La Cour de Rouen a refusé de voir là un élément suffisant pour prouver la fausseté de la date, attendu que cette lettre n'a pas un caractère authentique; que son apposition a lieu en vertu d'instructions administratives et non en vertu de la loi, que les erreurs et les fraudes sont possibles (3).

La même difficulté se présente quant au contre-timbre,

(1) Lyon, 14 décembre 1875, précité.

(2) Parmi les arrêts récents, on peut citer : Req., 12 février 1906. S. 08 I 30. — Req. 24 février 1919. S. 20 I 374. — Req., 13 mars 1928. S. 28 I 199.

(3) Rouen, 11 février 1884. S. 85 II 174. — Dans le même sens, Req., 6 novembre 1877. D. 78 I 298. — Contra : Montpellier, 31 décembre 1872. S. 73 I 173.

c'est-à-dire quant à la marque apposée sur les papiers déjà existants, en vertu d'une loi spéciale qui augmente le chiffre du timbre (1). Dans ce cas, comme dans le précédent, le juge du fait jouit d'un pouvoir souverain d'appréciation et décide si la date du testament doit, ou non, être considérée comme fausse. Les indications résultant des éléments que nous venons de citer, sont donc d'une valeur variable et la présomption qui en résulte n'a aucune force absolue.

Enfin, en ce qui concerne les renseignements fournis par l'Administration, la Chambre civile a refusé de les prendre en considération, attendu qu'ils sont extrinsèques au testament et ne peuvent prouver la nullité de sa date (2). Le cas était le suivant: un testament daté sur papier filigrané 1895 était daté du 27 janvier 1895; mais d'après les indications données par l'Enregistrement, le papier n'avait pu être mis en circulation que postérieurement à cette date. La Cour Suprême a néanmoins refusé d'annuler le testament, faute de preuve intrinsèque.

B. — Principe de la divisibilité.

Nous devons maintenant exposer le principe dit de la divisibilité de la date, en vertu duquel lorsqu'une date est contestée en partie, l'autre partie doit être considérée comme vraie jusqu'à preuve du contraire. Il comporte deux degrés: d'une part, la fausseté d'un des trois éléments: jour, mois, an, n'entraîne aucune présomption contre les deux autres; d'autre part, lorsque l'inexactitude de l'un des quatre chiffres du millésime est prouvée, les trois autres sont réputés vrais, tant que leur fausseté n'est pas établie. Supposons un testament daté 3 mai 1898: les héritiers prouvent que le mois et l'année sont faux, mais le quantième 3 subsiste et la Chambre des Requêtes

(1) Civ., 14 mai 1867. S. 67 I 236. — Civ. 25 mai 1881. D. 82 I 49 et la note.

(2) Civ., 11 juin 1902. S. 05 I 117. — Orléans, Cour de renvoi, 8 mars 1906. S. 07 II 77 et les conclusions de l'avocat général Drioux.

a pu fixer la véritable date au 3 février 1909 (1). Dans une autre espèce, un testament était daté 18 février 1809. Seule l'inexactitude du chiffre 8 était prouvée. La Cour, s'appuyant sur les circonstances de la cause, a fixé la date au 18 février 1909 et déclare: « On ne peut prétendre que l'erreur sur le siècle rend la date entière suspecte et cette suspicion est arbitraire et injustifiée si rien dans le testament ne l'y autorise » (2).

Les tribunaux ont très fréquemment l'occasion d'appliquer ce double principe, aussi bien pour la preuve de la fausse date que pour sa rectification. Presque toutes les espèces que nous avons eu à envisager l'impliquent. C'est là un gros avantage accordé à celui qui invoque le testament car la rectification sera beaucoup plus aisée si un seul élément de la date est annulé, puisque les autres éléments subsistent et peuvent au besoin contribuer eux-mêmes à la rectification.

C'est qu'en effet, il ne faut pas le perdre de vue, la preuve de la fausse date n'entraîne pas *nécessairement* sa nullité. La date fausse par inadvertance, nous le savons, peut être rectifiée au moyen des éléments tirés du testament lui-même.

*
* *

La théorie de la force probante du testament olographe manifeste un évident souci de nos magistrats de protéger cet acte contre les attaques des héritiers ou autres intéressés. Ils semblent partir de ce principe qu'un testament est presque toujours vrai, que, par suite, ceux qui l'attaquent doivent être considérés avec méfiance. Lorsqu'il n'a reçu aucune consécration judiciaire, les demandes en nullité sont assez largement admises, mais dès qu'un juge a ordonné le dépôt de l'acte et l'envoi en possession, dans les cas où ces formalités sont prévues, la preuve incombe à l'héritier. Bien plus, la vérification de l'écriture emporte une sorte de présomption de vali-

(1) Req., 5 mars 1913, précité, v. chapitre II,

(2) Req., 9 février 1915, précité, v. chapitre II,

dité de la date et l'héritier qui a échoué dans la première procédure, a désormais le rôle de demandeur, quelque ait été son rôle dans la vérification d'écriture.

On a critiqué cette sévérité vis-à-vis de l'héritier institué par la loi; on a prétendu qu'elle faciliterait l'œuvre des faussaires et des imposteurs. Ce reproche est, sans doute, en partie justifié, mais il ne faut pas perdre de vue que celui qui attaque un testament le fait fréquemment par dépit dans le but de tracasser le légataire.

Encourager ces attaques souvent injustifiées des testaments serait encourager un esprit de chicane contraire à la paix des familles. D'ailleurs, la Jurisprudence, si elle rend difficile la preuve du faux, ne la rend cependant pas impossible. Il convient de ne pas exagérer les conséquences de son système.

CHAPITRE VI

LA RÉVOCATION ET LA DESTRUCTION DU TESTAMENT OLOGRAPHE

La révocation des testaments est traitée, dans les articles 1035 et suivants du Code civil, lesquels prévoient la révocation expresse par un testament postérieur ou par un acte notarié, et la révocation tacite résultant de la confection d'un testament nouveau incompatible avec le précédent, ou de l'aliénation de la chose léguée.

Notre intention n'est évidemment pas d'exposer cette théorie tout au long. Nous voulons seulement signaler les règles relatives au testament olographe et qui sont plutôt le produit de la Jurisprudence que du Droit positif. Nous déterminerons dans quelles conditions un testament olographe peut être révoqué par un acte postérieur et nous examinerons la question qui nous intéresse principalement, c'est-à-dire celle de la destruction de l'acte. Disons de suite que nous laissons résolument de côté l'aliénation de la chose léguée, sujet général se rattachant surtout aux legs et qui n'a pas de rapports spéciaux avec notre matière. Il est évident également que la révocation judiciaire du testament est tout à fait en dehors de la question.

Mais nous aurons à examiner les solutions proposées par les droits anglais et allemand et nous soulignerons les ressemblances qui existent entre ces systèmes juridiques et le nôtre.

SECTION I. — *Révocation résultant d'un acte postérieur de dernière volonté.*

Le testament olographe par application de l'article 1035,

peut être révoqué au moyen d'un testament postérieur ou d'un acte notarié portant déclaration du changement de volonté.

Ce testament postérieur peut être lui-même olographe ou notarié. Dans le premier cas, il doit remplir les conditions de l'article 970, c'est-à-dire qu'il doit être écrit, daté et signé de son auteur; mais ce nouvel acte olographe doit-il obligatoirement contenir une nouvelle disposition de biens, ou peut-il se contenter de révoquer purement et simplement le testament antérieur? La question a été discutée en doctrine. En effet, pour qu'il y ait testament, il faut une disposition à cause de mort; or, l'article 1035 déclare que la révocation peut avoir lieu soit par un testament, soit par un acte notarié. Lors donc qu'une disposition nouvelle ne remplace pas la disposition abolie, il semblerait obligatoire que la révocation ait lieu par acte notarié. La Jurisprudence est cependant en sens contraire et, à plusieurs reprises, a décidé que la révocation peut se faire dans un testament olographe ne comportant pas une nouvelle disposition de biens, autrement dit qu'elle peut se faire par un acte privé écrit, daté et signé conformément à l'article 970 (1).

Cette solution s'explique fort bien; exiger un acte notarié si le testateur ne prend pas de dispositions nouvelles, c'est-à-dire si sa succession éventuelle retombe sous l'empire du droit commun, et n'en pas exiger s'il remplace les dispositions révoquées par de nouvelles, serait illogique et purement formaliste. L'acte notarié est en effet rendu obligatoire dans différents cas par la loi, dans le but de protéger les parties en cause. Or, la révocation d'un testament est souvent moins dangereuse, pour le testateur, que sa confection, surtout si cette révocation est pure et simple. On doit donc admettre, conformément aux arrêts que nous avons cités, que le testa-

(1) Paris, 5 juillet 1813. S. 13 II 320. — Req., 10 janvier 1865. S. 65 I 118 et la note. — Caen, 22 juillet 1868. S. 69 II 68.

ment olographe peut être révoqué par un acte privé, rédigé sous la forme olographe (1).

Nous avons jusqu'ici étudié le cas de révocation expresse. Mais le testament peut être révoqué tacitement par un testament postérieur. Dans ce cas, le disposant ne manifeste pas expressément son intention d'abolir les libéralités antérieures, mais cette intention se déduit de l'incompatibilité qui existe entre les deux actes. On conçoit que la date de ceux-ci ait alors une importance capitale, le dernier rédigé annulant l'autre au moins en partie. On appliquera donc les règles exposées plus haut quant à la preuve de la date, si celle-ci est contestée. Au cas où les deux actes ont été faits le même jour, il pourra être très difficile de déterminer leur ordre. Ce sera aux juges à se décider d'après les éléments intrinsèques tels que la rédaction plus ou moins complète ou soignée, au besoin corroborés par les circonstances extrinsèques (lien de parenté unissant le testateur au légataire, etc... (2).

Ces deux modes de révocation se retrouvent en droit anglais. Byrne déclare dans son dictionnaire: « A will may be revoked by a subsequent inconsistent will or codicil, or by a writing declaring an intention to revoke and executed by the same formalities of the will... » (3). Le testament peut donc être révoqué par un acte postérieur et « le codicille qui ne révoque pas expressément le testament antérieur n'en infirme les dispositions qu'en tant qu'elles sont en contradiction avec son texte » (4). Ce sont donc les mêmes règles qu'en droit français.

En droit allemand, les paragraphes 2254 et 2258 du

(1) Il semble que la même solution s'impose pour le testament notarié

(2) Req., 18 juillet 1887. S. 90 I 219.

(3) Un testament peut être révoqué par un testament ou un codicille postérieur ou par un écrit déclarant l'intention de révoquer et exécuté selon les mêmes formalités que le testament. Byrne's dictionary. *Revocation*, p. 778. — Le droit anglais admet de plus la révocation par mariage, *ibid*

(4) Curti. *Op. cit.*, p. 253.

Code admettent la révocation par testament postérieur, soit expresse, et dans ce cas elle peut constituer le seul contenu de l'acte, soit tacite, et alors le premier testament ne sera révoqué que dans la mesure où il est en contradiction avec le plus récent (1); un testament olographe peut révoquer un testament notarié. Les mêmes principes fondamentaux sont admis par conséquent, dans les trois législations: française, anglaise et allemande. La révocation libre et facile du testament est un corollaire nécessaire du principe de la liberté de tester. Elle n'est d'ailleurs qu'une opération analogue à sa confection, mais vue sous un angle opposé. La succession *ab intestat*, en effet, est réglée par la loi qui détermine de quelle manière les biens seront répartis. Le *de cujus* peut y déroger par un acte de dernière volonté; s'il anéantit cet acte, c'est qu'il préfère après tout, que ses biens aillent à ses héritiers naturels. C'est qu'il désire s'en remettre à la loi du soin de les attribuer, c'est qu'il accepte qu'ils soient distribués selon les règles du Code. Il y a donc dans la révocation du testament une manifestation de volonté semblable à celle que l'on trouve dans sa confection, et il est naturel que ces deux opérations puissent être faites dans des actes revêtant la même forme; c'est pour quoi, à notre avis, il est tout à fait logique d'admettre la révocation dans un acte privé, rédigé conformément à l'article 970, même s'il ne contient pas une nouvelle disposition testamentaire, puisque, alors, il contient, si l'on peut ainsi dire, une disposition *ab intestat*.

SECTION 2. — *Destruction du testament olographe.*

Le Code civil ne prévoit pas la destruction du testament parmi les modes de révocation autorisés; il n'en reste pas moins vrai cependant que si le testament n'existe plus, il ne pourra, du moins en principe, recevoir exécution. Mais cette

(1) Roguin. *Op. cit.*, t. 3, p. 410 et s.

destruction ne doit-elle pas être considérée comme un acte *sui generis*, plutôt que comme un procédé de révocation?

Cette théorie est celle de plusieurs juristes et notamment de MM. Colin et Capitant (1). « La vérité, disent ces auteurs, c'est que, dans notre hypothèse, le legs ne produit pas effet, à raison de l'inexistence d'un testament régulier et complet ». Il n'est pas sans intérêt de choisir entre ces deux explications. Supposons en effet que la destruction soit l'œuvre d'un tiers; si nous admettons que l'anéantissement du testament entraîne, par lui-même, l'impossibilité d'exécution, nous devons décider que l'acte en question n'a plus aucune existence et ne saurait revivre que grâce à la volonté expressément manifestée de son auteur; si, au contraire, nous estimons que la destruction est un mode de révocation, nous devons exiger pour qu'elle produise ses effets, qu'elle émane du testateur agissant volontairement, ou qu'elle soit faite sur son ordre. Il semble bien que ce dernier point de vue soit celui de la Jurisprudence. Celle-ci a en effet décidé à plusieurs reprises que si la destruction a lieu par cas fortuit ou force majeure, si elle est l'œuvre d'un héritier ou d'un légataire institué dans un testament antérieur, elle n'entraîne pas obligatoirement révocation de l'acte. Le légataire intéressé peut alors prouver par témoins (article 1348, 1° et 3°), les circonstances de sa destruction, sa régularité et sa teneur (2). Les arrêts établissent même en sa faveur une présomption de régularité du testament, lorsque celui-ci a été anéanti par un héritier (3). Il est, en effet, évident que si l'acte avait été entaché de nullité, l'héritier n'aurait eu aucun intérêt à le faire disparaître.

(1) Colin et Capitant. *Op. cit.*, t. 3, p. 917. Adde A. Wahl. *Effets de l'ordre pour un testateur de détruire son testament olographe* (*Revue trimestrielle de Droit civil*, 1903, p. 261).

(2) Rouen, 18 juin 1877. S. 77 II 318. — Req., 8 décembre 1902. S. 04 I 132. — Req., 15 novembre 1926. S. 27 I 223.

(3) Poitiers, 23 mars 1881. S. 82 II 23. — Req., 25 octobre 1897. S. 98 I 128. — Req., 25 juillet 1900. D. 01 I 358. — Cf. Hugueney. *Revue trimestrielle Droit civil*, 1922 p. 674.

De même la Jurisprudence décide que, si le testateur donne à un tiers l'ordre de détruire son testament, celui-ci ne pourra pas être invoqué, même si l'ordre n'a pas été exécuté. Ainsi, le testateur avait rédigé trois exemplaires de son acte; il en détruit deux et recommande au tiers qui avait le troisième entre les mains de l'anéantir. Ce tiers n'en fait rien et, après le décès, invoque l'exemplaire qui lui reste. La Cour de Caen a jugé que « les manœuvres frauduleuses étant prouvées, le tiers ne peut invoquer l'exemplaire qu'il eut dû détruire et qui, dans l'esprit du testateur, était anéanti » (1).

Il en résulte donc que l'intention du testateur a une importance encore plus grande que l'acte matériel de destruction; pour que celui-ci provoque son effet de révocation, il doit être nécessairement accompagné de cette intention, mais, si le testateur a connaissance, avant sa mort, de la destruction de son acte par cas fortuit ou par les agissements d'un tiers, il doit le refaire, sinon il est censé ratifier cette destruction; à moins cependant qu'il ne se soit trouvé dans un état physique et intellectuel tel que toute œuvre testamentaire était de sa part impossible (2).

Une solution semblable doit être admise lorsque le testament a été non pas détruit entièrement, mais déchiré, biffé, raturé ou détruit en partie. Dans ces divers cas, les déchirures, ratures, etc., émanent soit d'un tiers, soit du testateur. S'il est prouvé qu'elles émanent d'un tiers, elles n'ont aucune influence sur l'existence de l'acte; si elles émanent du testateur, elles l'anéantissent, au moins pour les parties raturées, à moins qu'il résulte des circonstances que le testateur n'a établi qu'un projet non réalisé de modification (3). C'est au juge du fait à apprécier l'intention du testateur qui est présumé, jusqu'à preuve

(1) Caen, 4 juin 1841. S. 41 II 516. — V. aussi Civ., 5 mai 1824. S. 24 I 187. — Venise, 7 mars 1899. S. 02 IV 21.

(2) Req., 16 décembre 1924. S. 25 I 44.

(3) Req., 10 juin 1890. S. 90 I 507.

contraire, avoir agi dans un but de révocation (1). Cette preuve peut d'ailleurs être faite par témoins (2).

Enfin, il peut arriver que le testateur ait raturé ou découpé non pas les dispositions du testament, mais sa signature ou sa date. Il s'ensuit évidemment la nullité de l'acte tout entier, à moins que la lacération ait eu pour but de faire disparaître une autre partie du testament et que la signature ou la date, dont il reste des traces, aient été endommagées par erreur ou par maladresse (3).

A la différence du droit français, le droit allemand reconnaît expressément la destruction volontaire de l'acte parmi les modes de révocation; lorsque la destruction résulte d'un cas de force majeure, ou du fait d'un tiers, il est possible d'établir le contenu de l'acte par tous moyens de preuve. Des solutions analogues sont admises en droit autrichien et en droit suisse (4).

Ces législations suivent donc un système semblable à celui que sanctionne notre Jurisprudence. Il en est de même pour le droit anglais, sur beaucoup de points si différent du nôtre.

Byrne, s'inspirant du Wills Act, 1837, déclare dans son Dictionnaire: « A will may be revoked... by the burning, tearing, or otherwise destroying the same by the testator or by some person in his presence and by his direction, with the intention of revoking it » (5).

La destruction, pour entraîner révocation du testament, doit donc être obligatoirement accompagnée de l'intention de

(1) Req., 12 janvier 1833. S. 33 I 91. — Req., 21 février 1837. S. 37 I 432. — Douai, 26 mai 1838. S. 38 II 262. — Req., 14 mars 1899. S. 1901 I 227.

(2) Req., 21 février 1837 précité.

(3) Nîmes, 8 janvier 1895. S. 96 II 126. — Caen, 10 novembre 1927. S. 28 II 69.

(4) Roguin. *Op. cit.*, t. 3, p. 425.

(5) Un testateur qui a l'intention de révoquer son testament peut, à cette fin, le brûler, le déchirer ou le détruire de quelque autre façon, ou bien le faire détruire par un tiers agissant en sa présence et d'après ses indications Byrne. *Op. cit.*, *Revocation*, p. 778. — Adde Curti, *Op. cit.*, p. 252.

révocation. Si cette intention existe, peu importe que l'acte de destruction ait émané du testateur ou d'un tiers en sa présence. Mais si elle fait défaut, le testament ne sera annulé que dans la mesure où son contenu et les circonstances de sa destruction ne peuvent être prouvés. Enfin, de même encore qu'en droit français, le testateur peut annuler l'acte en biffant les signatures exigées par la loi.

Les législations allemande et anglaise admettent donc la destruction du testament comme mode de révocation et, à côté de l'acte matériel, exigent une intention. De même que notre Jurisprudence, elles posent ce principe que la destruction frauduleuse ou accidentelle ne saurait entraîner l'anéantissement du titre, si les circonstances peuvent en être prouvées, ainsi que la régularité et le contenu de ce dernier. On a cependant critiqué cette conception, disions-nous. On l'a prétendue inadmissible dans notre droit qui énumère limitativement les modes de révocation. D'après M. Wahl, notamment, la destruction du testament, antérieure au décès du *de cuius* entraîne son annulation, quelle que soit l'intention de celui-ci, et l'ordre d'annulation donné par le testateur et non exécuté ne peut entraîner l'annulation de l'acte. Nous ne saurions partager cette opinion. Nous estimons, quant à nous, que la destruction accomplie ou ordonnée par le testateur est bien un mode de révocation. Notre législation a le tort de le passer sous silence, mais la solution que nous proposons et qui est du reste admise par la majorité de la Doctrine, cette solution est imposée par la logique et l'équité. La conception qui fait de la destruction du testament un acte *sui generis* où seul compte l'élément matériel, est une conception trop formaliste ; elle enlève toute son importance à l'intention du *de cuius*, alors que cette intention donne à l'acte matériel sa signification et sa portée. L'exemple des pays étrangers qui, dans leur droit écrit, reconnaissent à l'élément intentionnel la place qui lui revient, indique que la Jurisprudence française s'est engagée dans la bonne voie.

CONCLUSION

L'étude du testament olographe nous amène donc à constater la part très grande prise par la jurisprudence et la pratique juridique, à côté des textes du droit positif, dans la détermination des conditions d'existence et d'exécution de cet acte. Le Code a réglementé la matière d'une façon très sommaire; certains auteurs approuvent son laconisme, attendu que la loi ne peut prévoir tous les cas d'espèces, que son rôle consiste à donner une règle générale et que c'est au juge à l'interpréter et à l'appliquer. D'autres estiment au contraire que le législateur doit réglementer étroitement les institutions qu'il consacre et ce, en vue de prévenir les conflits ou tout au moins d'en faciliter la solution.

Il est évident qu'il faut savoir garder un juste milieu. A l'opposé du danger résultant du laconisme excessif de la loi, se trouve celui qui peut résulter de dispositions trop nombreuses ou trop précises. Le texte écrit doit conserver une certaine élasticité qui assure son application dans des circonstances très différentes et à des époques éloignées de sa rédaction. Mais nous croyons qu'en cette matière du testament olographe, la loi est réellement insuffisante. Il semble que les rédacteurs du Code civil n'ont eu aucune idée des multiples questions susceptibles de se poser et, comme les profanes, ont pensé que rien n'était plus simple que d'écrire, dater et signer son testament, que l'accomplissement des formalités prescrites par les articles 1006 et 1008 ne soulèverait aucune difficulté, que la question de la force probante se résoudrait d'elle-même et qu'enfin, lorsque le testament disparaîtrait d'une façon anormale, héritiers et légataires seraient d'accord pour en déterminer la cause et agiraient avec bonne foi.

Malheureusement, il n'en a pas été ainsi en pratique.

lorsqu'après avoir dépouillé la Jurisprudence depuis 1804, on a la curiosité de compter les arrêts recueillis sur la matière et qu'on arrive à près de cinq cents (chiffre dans lequel ne rentrent évidemment pas les décisions non rapportées dans les recueils), on se demande où se trouve la cause de cette abondance. A notre avis, elle est double. D'abord, les testaments ont toujours donné et donneront toujours lieu à de nombreux procès. Les questions d'argent et notamment d'héritages ont trop souvent pour résultat de diviser les familles. Héritiers déçus d'un côté, légataires avides de l'autre, et le litige éclate.

Mais cette cause n'est pas la seule. Si la loi avait réglementé d'une façon plus étroite la question des testaments et notamment du testament olographe, les prétextes à procès seraient plus difficiles à trouver. Si la loi avait été plus précise, les héritiers ne pourraient s'attacher à des subtilités qui ne prouvent aucunement la fausseté ou la nullité de l'acte. Nous avons vu qu'à chaque question principale: écriture, date, signature, exécution, force probante et révocation, se rattache une multitude de questions secondaires donnant lieu à des conflits. La loi la plus parfaite n'arrivera jamais à supprimer les procès. C'est certain. « Tout ne sera bon et parfait que lorsque les hommes eux-mêmes seront bons et parfaits, et, avant cela, des siècles passeront » écrivait en 1516 Thomas Morus dans l'« Utopie ». Tant que les hommes aimeront à se quereller et à plaider, les lois les plus sages et les plus satisfaisantes au point de vue de la technique juridique, n'empêcheront pas les litiges.

Mais il est tout de même permis de supposer que le nombre des procès est en proportion inverse de la perfection de la loi positive. Dans les sociétés primitives, soumises au régime de la justice privée, les contestations sont nombreuses et violentes. A mesure que le droit se développe, c'est-à-dire à mesure que les hommes se civilisent, les conflits diminuent en

nombre et en intensité. L'idéal serait une société où des lois parfaites délimiteraient les droits et les devoirs d'hommes parfaits. En attendant la réalisation très problématique de cette société édenique, il convient au moins de s'efforcer à régler, de la façon la moins imparfaite possible, les rapports d'hommes toujours attachés à leurs intérêts, souvent avides, et parfois de mauvaise foi. Et à cette fin, le législateur doit prévoir et trancher les principaux conflits susceptibles de se produire.

Or, dans l'article 970 il nous dit: le testament doit être écrit en entier de la main de son auteur. Mais l'aide d'un tiers est-elle possible? Dans quelle mesure entachera-t-elle l'acte de nullité? Avec quoi et sur quoi celui-ci doit-il être rédigé?

Il doit être daté. Mais comment? Faut-il obligatoirement une date exacte correspondant à la réalité des faits? Et la signature, que comporte-t-elle? Et les formalités des articles 1006 et 1008, comment sont-elles sanctionnées? Et à qui incombe la charge de la preuve au cas de litige? Et que décider si le testament disparaît? On peut chercher dans les textes. La réponse à ces questions ne s'y trouve pas, et ceux qui estiment la loi suffisante se contentent vraiment de peu.

Il serait au moins désirable que l'exemple de notre droit français servît de leçon aux législations en formation; que celles-ci, instruites par l'élaboration pénible de notre Jurisprudence, par les divergences et les revirements dont elle fut l'objet, par les discussions entre nos auteurs, cessent de pratiquer ce qu'on a appelé « l'idolâtrie du silence » (1) et fixent d'une façon précise les points litigieux. On l'a fréquemment observé: mieux vaut souvent un régime jurisprudentiel médiocre, mais stable, qu'un revirement trop brutal. A plus forte raison, mieux vaut une bonne loi que toutes les hésitations dont nous sommes témoins.

(1) Roguin. *Op. cit.*, t. 3, p. 390.

L'art du juge consiste à adapter le texte positif aux circonstances et aux conceptions du moment, mais il lui est indispensable d'avoir une base solide et ferme, un principe directeur qui le conduise sans défaillance. Il ne faut pas oublier que l'élaboration de la Jurisprudence, lorsqu'elle est aussi difficile que pour le testament olographe, se fait au détriment des parties intéressées. Une Jurisprudence contradictoire et hésitante est, par elle-même, une source de procès. Lorsque, dans le courant du XIX^e siècle, la question de la charge de la preuve, au cas de légataire universel envoyé en possession, restait pleinement irrésolue, qu'en résultait-il ? Les intéressés au lieu de s'accorder à l'amiable comme ils l'auraient sans doute fait s'ils avaient été sûrs de leurs droits respectifs, tentaient la chance en s'adressant aux tribunaux.

Dans les nombreux conflits qui lui ont été soumis, le juge a hésité entre l'application rigide et formaliste de la loi et la conception subjective qui donne la prépondérance à l'élément intentionnel, à la volonté du testateur ; il a hésité entre l'intérêt de l'héritier et celui du légataire. Et il convient de souligner à ce sujet combien la question du testament olographe est susceptible de mettre en jeu les grandes théories juridiques telles que celles de l'autonomie de la volonté et de la possession. Les magistrats ont, dans presque toutes les espèces, l'occasion d'appliquer la première ; quant à la seconde, nous l'avons vu, elle intervient à propos de la force probante.

Il est malheureusement impossible d'affirmer que l'ensemble des solutions admises par le juge forme un tout bien homogène. Fort libéral quant à la condition d'écriture, par exemple, il est beaucoup plus exigeant quant à la condition de signature. Dans certains cas, il favorise l'héritier, dans d'autres, le légataire, sans qu'on s'explique toujours bien la raison de cette différence. Parfois même, nous l'avons vu, dans des espèces très voisines, des décisions contraires ont été prises. Le danger d'arbitraire est donc grand et le juge doit toujours

avoir en vue l'importance de sa tâche et les suites possibles de sa sentence. Il doit s'efforcer de concilier d'une façon équitable les intérêts des parties en cause et s'il nous est permis d'exprimer un vœu en terminant, nous souhaitons que notre Jurisprudence française parvienne à se dégager de plus en plus de tout esprit formaliste. Si elle sait attacher à la volonté du testateur l'autorité qui lui revient, si elle n'oublie plus à l'avenir comme elle l'a trop souvent fait dans le passé que le testament olographe est un acte d'un caractère essentiellement simple, et si elle comprend que l'interprète marche dans une voie tout à fait regrettable toutes les fois qu'il en fait un acte complexe et formaliste, alors l'article 970 sera appliqué d'une façon conforme à la volonté du législateur, aux nécessités pratiques et à la tendance subjective de notre droit.

Vu : *Le Président de la thèse,*

René CASSIN.

Vu : *Le Doyen de la Faculté,*

BERTHELEMY.

Vu et permis d'imprimer :

Le Recteur de l'Académie de Paris,

CHARLÉTY.

BIBLIOGRAPHIE

- AUBRY et RAU. — Cours de droit civil français. 12 vol. 5^e éd. Paris, 1918, T. 10.
- AUFFROY. — Evolution du testament en France, des origines au XIII^e siècle, Paris, 1899.
- AVELINE. — Du testament olographe, Thèse, Caen, 1899.
- BAUDRY-LACANTINERIE et COLIN. — Traité théorique et pratique de Droit civil. Des donations entre vifs et des testaments. 2 vol., 3^e éd., Paris, 1905.
- BISSEUIL. — Discours au Sénat, lors du vote de la loi du 25 mars 1899. D. 99. 4,17 S. Lois annotées 1896-1900, p. 873, note IV.
- BOURDEL. — Etude sur les formes du testament dans l'Ancien Droit français. Thèse, Paris, 1913.
- BYRNE. — A dictionary of english Law. 1 vol., London, 1923.
- CHAMPCOMMUNAL. — Antidate volontaire. Validité. Revue critique de législation et de Jurisprudence, 1897, p. 305.
- COLIN et CAPITANT. — Cours élémentaire de droit civil français. 3 vol. 5^e éd. Paris, 1927-29, T. III.
- COQUILLE (Guy). — Institution au droit des Français. Paris, M D C X L I I.
- CURTI. — Manuel de droit civil et commercial anglais. 2 vol. Paris, 1928.
- DEMOLOMBE. — Cours de Code Napoléon. Traité des donations entre vifs et des testaments. 5 vol. Paris, 1864.
- DURANTON. — Cours de droit civil français suivant le Code civil. 22 vol. Paris, 1829.
- FURGOLE. — Traité des testaments, codicilles, donations à cause de mort et autres dispositions de dernière volonté. 4 vol. Paris, MDCCXLV.
- HÉMARD. — Testament olographe. Formes. Revue trimestrielle de droit civil. 1914, p. 421.
- HORION. — Conditions de validité du testament olographe dans les principales législations européennes. Journal de Droit international privé de Clunet. 1910, p. 460.

HUGUENEY. — Une lettre signée d'un simple prénom peut-elle tenir lieu du testament dont elle promet la rédaction et annonce dans les lignes essentielles le contenu ? « *Revue trimestrielle de droit civil.* 1922, p. 208 ».

Les ratures faites sur un testament olographe, postérieurement à sa date ont-elles besoin d'être spécialement datées ? « *Revue trimestrielle de droit civil.* 1922, p. 209 ».

Un codicille ajouté à un testament olographe au moment même de la confection du testament doit-il être aussi spécialement daté ? « *Revue trimestrielle de droit civil.* 1922, p. 209 ».

Preuve d'un testament volontairement détruit par les héritiers. « *Revue trimestrielle.* 1922, p. 674 ».

JENKS. — *Digest of english Civil law.* 2 vol., London, 1921.

LAIR. — Un testateur peut-il prohiber pendant un certain temps après sa mort, l'ouverture de son testament olographe ? « *Revue critique de législation et de jurisprudence.* 1882, p. 730 ».

LAURENT. — *Principes de droit civil français.* 33 vol., Paris-Bru-xelles, 1874.

LÉVY-ULLMANN. — *Cours de doctorat.* 1928-29.

MAZEAUD. — *La preuve intrinsèque.* Thèse. Lyon, 1921.

PLANIOL. — *Traité élémentaire de droit civil.* 3 vol., 10^e éd., Paris, 1925-27, T. III.

POTHIER. — *Œuvres complètes.* 26 vol., Nouvelle édition, Paris, 1821-24.

RICARD. — *Traité des donations entre vifs et testamentaires.* 2 vol., Riom-Clermont-Ferrand, MDCCLXXXIII.

ROGUIN. — *Traité de droit civil comparé. Les successions.* 5 vol. Paris, 1912.

SALEILLES. — *Formes du testament olographe.* « *Revue trimestrielle de droit civil,* 1903, p. 587 et s.; 1904, p. 89 et s. »

SAVATIER. — *Testaments olographes inexactement datés.* « *Revue trimestrielle de droit civil.* 1924, p. 731 ».

STEPHEN. — *Commentaries on the law of England.* 4 vol. 19th edition. Vol. II : *Law of Property.* London, 1928.

STERN. — *Une étude de législation comparée sur le testament olographe.* Thèse, Paris, 1909.

TROPLONG. — *Droit civil expliqué. Des donations entre vifs et des testaments.* 4 vol., 2^e éd., Paris, 1862.

WAHL. — *Effet de l'ordre par un testateur de détruire un testament olographe.* « *Revue trimestrielle de droit civil.* 1903, p. 261 et s. »

PRINCIPALES NOTES DE JURISPRUDENCE

- BAUDOT. — S. 59 I 369. — Date.
CHAVEGRIN. — S. 1921 II 128 — Date.
DEVILL. — S. 1846 I 726. — Date.
DUPUICH. — D. 1907 I 121. — Ecriture.
GLASSON. — D. 1895 I 5. — Envoi en possession.
LABBE. — S. 1886 I 337. — Date.
LEBRET. — D. 1890 II 335. — Ecriture.
MASSÉ. — S. 1857 I 113. — Envoi en possession.
PICARD. — D. 1914 I 233. — Date.
WAHL. — S. 1905 IV 9. — Date.

TABLE DES ARRÊTS ET JUGEMENTS

I. — ARRÊTS DE LA COUR DE CASSATION

- Civ. 11 juin 1810. — R. n° 2261. Date.
Req. 6 mai 1812. — R. n° 2675. Date.
Req. 6 janvier 1814. — S. 14 I 217. Date.
Req. 6 juin 1815. — S. 15 I 386. — Ecriture.
Civ. 13 novembre 1816. — R. n° 2736. Force probante.
Civ. 2 février 1818. — S. 18 I 248. — Force probante.
Req. 19 février 1818. — S. 18 I 176. Date.
Req. 2 août 1820. — S. 21 I 185. Vérification d'écriture.
Req. 12 juin 1821. — R. n° 2684. 1° Date.
Civ. 5 février 1823. — S. 23 I 227. — Ecriture.
Req. 8 juillet 1823. — S. 1825 I 31. Date.
Req. 23 mars 1824. — S. 24 I 245. Signature.
Req. 29 avril 1824. — S. 24 I 276. Date.
Civ. 5 mai 1824. — S. 24 I 187. Révocation.
Civ. 28 décembre 1824. — S. 25 I 158. Vérification d'écriture.
Civ. 9 mai 1825. — R. n° 2673. Date.
Req. 10 août 1825. — S. 26 I 117. Vérification d'écriture.
Req. 20 mars 1827. — S. 27 I 383. Ecriture.
Req. 6 mai 1828. — S. 28 I 138. Vérification d'écriture.
Req. 24 juin 1828. — S. 28 I 435. Destruction.
Civ. 11 novembre 1829. — S. 29 I 410. Vérification d'écriture.
Req. 16 décembre 1829. — S. 30 I 25. Date.
Req. 2 mars 1830. — S. 30 I 231. Date.
Civ. 16 juin 1830. — S. 30 I 333. Vérification d'écriture.
Req. 11 mai 1831. — S. 31 I 189. Date. Signature.
Req. 1^{er} mars 1832. — S. 32 I 265. Date.
Req. 26 décembre 1832. — S. 33 I 11. Date.
Req. 12 janvier 1833. — S. 33 I 91. Révocation.
Req. 20 mars 1833. — S. 33 I 308. Vérification d'écriture.
Req. 9 mai 1833. — S. 33 I 527. Date.
Civ. 21 mai 1833. — S. 33 I 525. Ecriture.

- Req. 15 janvier 1834. — S. 34 I 174. Ecriture.
Req. 21 février 1837. — S. 37 I 432. Révocation.
Req. 3 janvier 1838. — S. 38 I 182. Date.
Req. 23 avril 1838. — S. 38 I 438. Vérification d'écriture.
Req. 9 janvier 1839. — S. 39 I 433. Date.
Civ. 21 juin 1842. — S. 42 I 577. Ecriture. Signature.
Req. 11 avril 1843. — S. 43 I 531. Date
Civ. 23 mai 1843. — S. 43 I 491. Vérification d'écriture.
Civ. 2 août 1843. — S. 44 I 749. Date.
Req. 24 février 1844. — S. 45 I 66. Envoi en possession.
Req. 3 mars 1846. — D. 46 I 216. Date
Civ. 15 juillet 1846. — D. 46 I 342. Date.
Req. 4 janvier 1847. — S. 47 I 358. Date.
Req. 7 avril 1847. — D. 47 I 221. Ecriture.
Req. 28 juin 1847. — S. 48 I 216. Ecriture.
Req. 9 novembre 1847. — S. 48 I 228. Vérification d'écriture
Req. 23 janvier 1850. — S. 50 I 302. Vérification d'écriture.
Req. 29 avril 1850. — S. 50 I 592. Date.
Req. 3 décembre 1850. — S. 50 I 780. Ecriture. Date.
Req. 12 août 1851. — D. 52 I 35. Date.
Civ. 21 juillet 1852. — S. 52 I 655. Vérification d'écriture.
Req. 22 février 1853. — D. 53 I 133. Date.
Civ. 23 août 1853. — S. 53 I 756. Vérification d'écriture.
Req. 13 décembre 1853. — S. 55 I 596. Date.
Req. 8 mai 1855. — S. 55 I 327. Date.
Civ. 6 mai 1856. — S. 56 I 481. Vérification d'écriture.
Req. 27 mai 1856. — S. 56 I 711. Envoi en possession.
Req. 5 août 1856. — S. 58 I 152. Ecriture.
Req. 6 août 1856. — S. 56 I 778. Date.
Req. 26 novembre 1856. — S. 57 I 113. Envoi en possession.
Civ. 31 mars 1857. — S. 57 I 337. Ouverture du testament.
Req. 4 novembre 1857. — S. 58 I 33. Date.
Civ. 18 janvier 1858. — S. 58 I 177. Date.
Req. 20 décembre 1858. — S. 59 I 389. Ecriture.
Civ. 31 janvier 1859. — S. 59 I 337. Date.
Req. 3 mai 1859. — S. 59 I 369. Date.
Req. 20 février 1860. — S. 60 I 769. Date.
Civ. 27 juin 1860. — S. 60 I 773. Date.
Req. 31 juillet 1860. — S. 60 I 769. Date.
Civ. 5 décembre 1860. — S. 61 I 133. Dépôt chez notaire.
Req. 16 décembre 1861. — S. 62 I 15. Date.

- Req. 18 août 1862. — S. 63 I 268. Date.
Civ. 2 mai 1864. — S. 64 I 235. Ecriture.
Req. 11 mai 1864. — S. 64 I 233. Date.
Req. 10 janvier 1865. — S. 65 I 118. Révocation.
Civ. 14 mai 1867. — D. 67 I 201. Date.
Civ. 26 juin 1867. — S. 67 I 389. Vérification d'écriture.
Req. 17 juillet 1867. — D. 68 I 210. Ecriture.
Civ. 9 juin 1868. — S. 69 I 347. Date.
Req. 11 mai 1869. — D. 69 I 513. Ecriture.
Civ. 28 juin 1869. — S. 70 I 16. Date.
Req. 7 juillet 1869. — D. 70 I 76. Date.
Req. 22 novembre 1870. — S. 71 I 104. Date.
Req. 13 novembre 1871. — S. 71 I 122. Date.
Civ. 5 août 1872. — S. 72 I 319. Vérification d'écriture.
Req. 5 février 1873. — S. 73 I 107. Date.
Req. 4 août 1873. — S. 73 I 318. Ecriture.
Req. 14 avril 1874. — D. 75 V 423. Ecriture.
Req. 11 novembre 1874. — S. 75 I 454. Date.
Req. 13 juillet 1875. — D. 76 V 430. Date.
Req. 21 août 1876. — D. 78 V 445. Date.
Req. 10 janvier 1877. — S. 77 I 303. Vérification d'écriture.
Req. 29 mai 1877. — D. 79 I 311. Signature.
Req. 13 novembre 1877. — S. 78 I 121. Ecriture.
Req. 29 janvier 1878. — S. 78 I 212. Révocation.
Civ. 16 juillet 1878. — S. 79 I 119. Ecriture.
Req. 13 août 1878. — S. 80 I 53. Ecriture.
Civ. 8 janvier 1879. — S. 79 I 165. Date.
Req. 4 février 1879. — S. 79 I 102. Date.
Req. 10 février 1879. — D. 79 I 298. Ecriture.
Req. 23 juin 1879. — S. 80 I 110. Ecriture.
Req. 15 décembre 1879. — S. 80 I 349. Date.
Req. 17 décembre 1879. — S. 81 I 425. Ecriture.
Civ. 25 mai 1881. — S. 82 I 301. Date.
Req. 16 août 1881. — D. 82 I 247. Date.
Req. 29 novembre 1882. — D. 83 I 84. Date.
Civ. 13 mars 1883. — S. 83 I 317. Date.
Req. 10 décembre 1883. — S. 84 I 264. Date.
Req. 19 février 1884. — S. 85 I 314. Interprétation.
Req. 23 mars 1885. — S. 85 I 491. Date.
Req. 9 juillet 1885. — S. 88 I 479. Date.
Civ. 10 août 1885. — S. 88 I 470. Vérification d'écriture.

- Req. 11 janvier 1886. — S. 86 I 337. Date.
Req. 20 juillet 1886. — D. 88 I 83. Date.
Req. 18 juillet 1887. — S. 90 I 219. Révocation.
Req. 23 janvier 1888. — S. 88 I 78. Révocation.
Req. 20 février 1889. — S. 89 I 265. Date.
Civ. 25 mars 1889. — S. 89 I 261. Envoi en possession.
Civ. 29 mai 1889. — D. 89 I 275. Date.
Req. 31 juillet 1889. — D. 90 I 400. Ecriture.
Req. 8 janvier 1890. — S. 90 I 409. Date.
Req. 14 avril 1890. — S. 90 I 264. Date.
Req. 12 mai 1890. — S. 92 I 86. Date.
Req. 10 juin 1890. — S. 90 I 507. Révocation.
Req. 25 novembre 1890. — D. 91 I 421. Ecriture.
Civ. 6 mai 1891. — D. 93 I 180. Ecriture.
Req. 1^{er} juin 1892. — S. 93 I 134. Vérification d'écriture.
Req. 9 janvier 1894. — D. 94 I 25. Date.
Req. 28 mai 1894. — D. 94 I 533. Date.
Civ. 28 mai 1894. — S. 98 I 445. Vérification d'écriture.
Civ. 3 avril 1895. — S. 95 I 221. Envoi en possession.
Civ. 16 juillet 1895. — S. 95 I 347. Date.
Req. 31 mars 1896. — S. 97 I 408. Date.
Req. 1^{er} mars 1897. — S. 98 I 221. Vérification d'écriture.
Req. 25 octobre 1897. — S. 98 I 128. Preuve de l'existence du testament.
Req. 7 mars 1898. — D. 98 I 214. Date.
Civ. 9 janvier 1899. — S. 99 I 291. Envoi en possession.
Req. 10 janvier 1899. — S. 99 I 223. Vérification d'écriture.
Req. 14 mars 1899. — S. 01 I 227. Lacération.
Req. 23 octobre 1899. — D. 99 I 568. Signature.
Req. 9 janvier 1900. — S. 01 I 406. Date.
Req. 5 février 1900. — D. 00 I 557. Ecriture.
Req. 25 juillet 1900. — D. 01 I 358. Destruction.
Req. 4 décembre 1900. — S. 02 I 15. Vérification d'écriture.
Req. 13 janvier 1902. — S. 02 I 128. Date.
Req. 21 avril 1902. — S. 02 I 340. Vérification d'écriture.
Req. 30 avril 1902. — D. 03 I 502. Ecriture.
Civ. 11 juin 1902. — S. 05 I 117. Date.
Req. 8 décembre 1902. — S. 04 I 132. Révocation.
Req. 2 mars 1903. — D. 03 I 152. Date.
Req. 29 mars 1904. — S. 04 I 448. Vérification d'écriture.
Req. 1^{er} février 1905. — D. 1905 I 184. Date.

- Civ. 21 mars 1905. — S. 05 I 464. Vérification d'écriture.
Req. 12 février 1906. — S. 08 I 30. Date.
Req. 21 février 1906. — S. 08 I 31. Date.
Req. 19 juillet 1906. — D. 07 I 121. Ecriture.
Req. 29 décembre 1908. — D. 09 I 390. Date.
Req. 16 février 1909. — S. 12 I 77. Date.
Civ. 27 juillet 1909. — S. 12 I 207. Vérification d'écriture.
Civ. 28 juillet 1909. — S. 12 I 81. Ecriture.
Req. 25 avril 1910. — S. 12 I 326. Date.
Req. 7 août 1912. — S. 13 I 79. Vérification d'écriture.
Req. 5 mars 1913. — S. 13 I 295. Date.
Req. 5 novembre 1913. — S. 14 I 363. Date.
Req. 23 février 1914. — S. 14 I 360. Signature. Révocation.
Req. 9 février 1915. — S. 16 I 119. Date.
Req. 20 novembre 1917. — S. 18-19 I 46. Séquestre.
Req. 24 février 1919. — S. 20 I 374. Date.
Civ. 23 février 1921. — S. 22 I 126. Ecriture.
Civ. 13 avril 1921. — S. 22 I 123. Vérification d'écriture.
Req. 21 juin 1921. — S. 23 I 99. Date.
Req. 4 décembre 1922. — S. 23 I 97. Date.
Req. 16 janvier 1923. — D. 24 I 46. Ecriture.
Req. 7 janvier 1924. — S. 25 I 277. Ecriture.
Req. 16 décembre 1924. — S. 25 I 44. Destruction.
Civ. 25 février 1925. — S. 25 I 68. Clause pénale.
Civ. 25 avril 1925. — D. 27 I 48. Ecriture. Date.
Req. 21 juin 1926. — S. 26 I 294. Preuve.
Req. 15 novembre 1926. — S. 27 I 223. Destruction.
Req. 13 décembre 1927. — P. 28 I 124. Date.
Req. 12 mars 1928. — S. 28 I 240. Date.
Req. 13 mars 1928. — S. 28 I 199. Date.

II. — ARRÊTS DES COURS D'APPEL

- Rouen, 27 mai 1807. — S. 07 II 651. Envoi en possession.
Colmar, 12 juillet 1807. — R. n° 2736. Force probante.
Aix, 18 janvier 1808. — S. 10 II 523. Ecriture.
Rouen, 25 janvier 1808. — S. 08 II 72. Ouverture du testament.
Nîmes, 20 janvier 1810. — S. chr. 1810, II, 231. Date.
Paris, 13 octobre 1811. — S. 13 II 332. Date.
Caen, 4 avril 1812. — S. 12 II 336. Vérification d'écriture.
Rennes, 20 avril 1812. — S. 15 II 149. Signature.
Paris, 5 juillet 1813. — S. 13 II 320. Révocation.

- Metz, 3 mai 1815. S. 19 II 76. Preuve.
Metz, 10 juillet 1816. — S. 19 II 69. Présentation au président.
Toulouse, 1^{er} mai 1817. — S. 23 II 16. — Vérification d'écriture.
Caen, 2 août 1817. — S. 17 II 401. Date.
Nîmes, 25 mars 1819. — S. 20 II 32. Exécution provisoire.
Angers, 5 juin 1820. — S. 23 II 16. Vérification d'écriture.
Pau, 13 juillet 1822. — S. 22 II 337. Signature.
Paris, 22 janvier 1824. — S. 25 II 180. Ecriture.
Colmar, 5 avril 1824. — R. n° 2608. Ecriture.
Caen, 8 avril 1824. — S. 25 II 2. Date. Force probante.
Rouen, 28 avril 1824. — S. 24 II 277. Date.
Caen, 30 juin 1824. — S. 26 II 135. Scellés.
Bordeaux, 12 janvier 1825. — R. n° 2673. Date.
Aix, 25 août 1825. — S. 26 II 193. Date.
Caen, 26 janvier 1826. — S. 26 II 328. Ecriture.
Bourges, 18 décembre 1826. — S. 27 II 121. Sequestre.
Bourges, 4 avril 1827. — S. 27 II 197. Vérification d'écriture.
Montpellier, 19 juin 1827. — S. 27 II 217. Vérification d'écriture.
Bourges, 16 juillet 1827. — S. 27 II 197. Vérification d'écriture.
Bordeaux, 19 déc. 1827. — S. 28 II 112. Vérification d'écriture.
Poitiers, 22 janvier 1828. — S. 30 II 90. Vérification d'écriture.
Angers, 29 mars 1828. — S. 28 II 144. Ecriture.
Bordeaux, 11 juin 1828. — S. 29 II 25. Ecriture.
Colmar, 16 juillet 1828. — S. 29 II 134. Date.
Toulouse, 16 janvier 1829. — S. 30 II 21. Envoi en possession.
Bordeaux, 26 janvier 1829. — S. 29 II 263. Ecriture.
Toulouse, 12 novembre 1829. — S. 30 II 106. Vérification d'écriture.
Toulouse, 11 juin 1830. — S. 31 II 103. Date.
Lyon, 22 février 1831. — S. 31 II 280. Destruction.
Limoges, 6 juillet 1832. — S. 32 II 497. Force probante.
Bordeaux, 12 décembre 1832. — S. 33 II 633. Date.
Poitiers, 5 février 1834. — S. 34 II 164. Vérification d'écriture.
Paris, 8 avril 1834. — S. 34 II 307. Vérification d'écriture.
Paris, 2 août 1836. — S. 36 II 492. Date.
Bordeaux, 16 août 1836. — S. 37 II 468. Sourd-muet.
Douai, 26 mai 1838. — S. 38 II 262. Lacération.
Rouen, 15 novembre 1838. — S. 39 II 16. Date.
Caen, 4 juin 1841. — S. 41 II 516. Révocation.
Bourges, 22 janvier 1842. R. n° 2659. Date.
Besançon, 23 mars 1842. — S. 42 II 205. Vérification d'écriture.

Toulouse, 1^{er} août 1842. — S. 43 II 71. Envoi en possession.
Nancy, 15 juillet 1843. — S. 43 II 469. Date.
Douai, 23 juillet 1844. — S. 45 II 33. Envoi en possession.
Douai, 28 mars 1845. — S. 45 II 543. Scellés.
Douai, 15 avril 1845. — S. 45 II 463. Date.
Aix, 27 janvier 1846. — S. 48 II 30. — Ecriture. Signature.
Bordeaux, 27 mars 1846. — S. 46 II 524. Révocation.
Poitiers, 11 août 1846. — S. 46 II 628. Vérification d'écriture.
Rouen, 14 avril 1847. — S. 48 II 447. Date.
Douai, 20 décembre 1847. — S. 48 II 748. Scellés.
Nîmes, 26 décembre 1847. — S. 48 II 746. — Scellés.
Orléans, 30 décembre 1847. — S. 48 II 286. Exécution provisoire.
Paris, 7 avril 1848. — D. 48 II 90. Signature.
Bordeaux, 12 avril 1848. — S. 48 II 390. Vérification d'écriture.
Rennes, 20 janvier 1849. — S. 49 II 576. Envoi en possession.
Paris, 22 janvier 1850. — S. 50 II 115. Ecriture.
Riom, 6 mai 1850. — S. 50 II 154. Envoi en possession.
Agen, 11 décembre 1850. — S. 51 II 770. Vérification d'écriture.
Paris, 5 avril 1851. — D. 52 II 123. Date.
Rouen, 26 mai 1851. — S. 51 II 716. Sourd-muet.
Caen, 2 juin 1851. — S. 52 II 13. Vérification d'écriture.
Pau, 23 décembre 1851. — S. 52 II 468. — Sourd-muet.
Caen, 17 janvier 1852. — S. 53 II 411. Vérification.
Paris, 25 mai 1852. — S. 52 II 290. Ecriture.
Angers, 26 août 1852. — S. 52 II 568. — Exécution provisoire.
Douai, 12 novembre 1852. — S. 53 II 162. Envoi en possession.
Bastia, 22 mars 1854. — S. 54 II 173. Envoi en possession.
Paris, 25 mars 1854. — S. 14 II 173. Envoi en possession.
Douai, 10 mai 1854. — S. 54 II 435. Vérification d'écriture.
Bourges, 30 mai 1854. — S. 55 II 16. Envoi en possession.
Douai, 21 juillet 1854. — S. 56 II 116. Envoi en possession.
Agen, 9 août 1854. — S. 54 II 649. Vérification d'écriture.
Bordeaux, 4 avril 1855. — S. 56 II 117. Envoi en possession.
Bourges, 18 juin 1855. — S. 56 II 204. Envoi en possession.
Amiens, 19 février 1856. — S. 56 II 217. Date.
Poitiers, 5 mars 1856. — S. 56 II 205. Envoi en possession.
Caen, 14 mai 1856. — S. 57 II 119. Envoi en possession.
Agen, 26 août 1856. — S. 56 II 516. Envoi en possession.
Paris, 10 janvier 1857. — S. 57 II 119. Date.
Besançon, 21 janvier 1857. — S. 57 II 92. Ecriture.
Orléans, 24 janvier 1857. — S. 57 II 497. Date.

Rouen, 22 mai 1857. — S. 57 II 730. Date.

Alger, 4 juin 1857. — S. 57 II 409. Reconnaissance d'enfant naturel.

Nîmes, 28 juillet 1857. — S. 57 II 730. Date.

Amiens, 8 juin 1858. — S. 58 II 614. Date.

Lyon, 22 février 1859. — S. 59 II 548. Date.

Dijon, 24 mars 1859. — S. 59 II 323. Date.

Orléans, 4 août 1859. — S. 60 II 37. Testament fait par un étranger.

Rennes, 8 février 1860. — D. 61 II 4. Date.

Aix, 7 juin 1860. — S. 60 II 402. — Reconnaissance d'enfant naturel.

Caen, 21 août 1860. — S. 61 II 205. Date.

Bordeaux, 30 avril 1861. — S. 61 II 359. Reconnaissance d'enfant naturel.

Besançon, 19 juillet 1861. — D. 61 II 131. Date.

Dijon, 24 juillet 1861. — S. 61 II 539. Date.

Amiens, 6 février 1862. — S. 62 II 203. Date.

Bordeaux, 6 mai 1863. — S. 63 II 155. Envoi en possession.

Poitiers, 2 mars 1864. — D. 64 II 130. Date.

Poitiers, 16 mars 1864. — S. 65 II 63. Ecriture.

Poitiers, 11 avril 1864. — D. 64 II 160. Date.

Lyon, 24 janvier 1865. — S. 66 II 45. Ouverture du testament.

Grenoble, 22 février 1865. — S. 65 II 164. Signature.

Orléans, 29 juillet 1865. — S. 65 II 272. Date.

Paris, 13 juillet 1866. — S. 66 II 302. Ouverture du testament.

Paris, 7 mars 1867. — S. 68 II 23. Date.

Angers, 23 août 1867. — S. 69 II 108. Envoi en possession.

Toulouse, 9 décembre 1867. — S. 68 II 1. Date.

Besançon, 26 février 1868. — S. 68 II 252. Envoi en possession.

Paris, 30 mars 1868. — S. 69 II 17. Envoi en possession.

Caen, 22 juillet 1868. — S. 69 II 68. Révocation.

Angers, 12 novembre 1868. — S. 69 II 108. Vérification d'écriture.

Bordeaux, 7 janvier 1869. — S. 69 II 230. Vérification d'écriture.

Besançon, 5 mai 1869. — S. 69 II 50. Vérification d'écriture.

Nancy, 18 juin 1869. — S. 70 II 316. Envoi en possession.

Agen, 7 juillet 1869. — S. 69 II 331. Envoi en possession.

Nancy, 3 février 1870. — S. 70 II 316. Envoi en possession.

Dijon, 25 mars 1870. — S. 70 II 175. Envoi en possession.

Paris, 12 mai 1870. — S. 70 II 265. Date.
Pau, 30 mai 1870. — S. 71 II 26. Envoi en possession.
Colmar, 5 juillet 1870. — S. 70 II 317. Signature.
Bordeaux, 23 janvier 1871. — D. 71 II 199. Date.
Bordeaux, 28 février 1872. — D. 72 II 204. Date.
Montpellier, 31 décembre 1872. — S. 73 I 173. Date.
Montpellier, 5 février 1873. — S. 73 II 241. Ecriture.
Douai, 10 février 1873. — D. 74 II 58. Date.
Paris, 19 mars 1873. — S. 73 II 174. Ecriture.
Lyon, 27 mai 1874. — S. 74 I 298. Date.
Poitiers, 12 août 1874. — S. 74 II 254. Envoi en possession.
Lyon, 25 juin 1875. — S. 76 II 55. Date.
Lyon, 14 décembre 1875. — S. 76 II 293. Date. Révocation.
Pau, 15 février 1876. — S. 76 II 328. Signature.
Rouen, 6 mars 1876. — S. 77 II 9. Date.
Lyon, 27 juin 1876. — D. 76 II 129. Ecriture.
Limoges, 20 décembre 1876. — S. 77 II 150. Ecriture.
Bordeaux, 26 janvier 1877. — S. 77 II 232. Envoi en possession.
Rouen, 18 juin 1877. — S. 77 II 318. Révocation.
Besançon, 19 décembre 1877. — D. 79 II 64. Date. Signature.
Angers, 28 mars 1878. — S. 78 II 168. Envoi en possession.
Douai, 17 mai 1878. — S. 79 II 20. Date.
Paris, 27 juin 1878. — S. 78 II 215. Envoi en possession.
Riom, 29 mars 1879. — S. 80 II 291. Envoi en possession.
Lyon, 25 juin 1879. — D. 81 II 135. Date. Signature.
Nancy, 14 février 1880. S. 80 II 38. Date.
Poitiers, 17 mars 1880. — S. 82 II 186. Envoi en possession.
Rouen, 23 mars 1880. — S. 81 II 232. Envoi en possession.
Limoges, 3 janvier 1881. — S. 81 II 104. Envoi en possession.
Poitiers, 1^{er} février 1881. — D. 81 II 149. Ecriture.
Aix, 11 juillet 1881. — S. 83 II 249. Date.
Aix, 16 février 1881. — S. 82 II 150. Date.
Poitiers, 23 mars 1881. — S. 82 II 23. Destruction.
Angers, 23 mars 1881. — S. 83 II 67. Ouverture d'un testament.
Rennes, 22 juin 1881. — S. 84 II 18. Ecriture.
Douai, 8 novembre 1881. — S. 82 II 150. Date.
Besançon, 5 juin 1882. — S. 83 II 147. Ecriture.
Dijon, 11 janvier 1883. — S. 84 II 70. Envoi en possession.
Limoges, 24 janvier 1883. — S. 83 II 62. Ecriture.
Nancy, 19 mai 1883. — S. 84 II 124. Envoi en possession.
Aix, 29 août 1883. — S. 84 II 9. Ordonnance de dépôt.

- Rouen, 11 février 1884. — S. 85 II 174. Date.
Douai, 12 février 1884. — S. 84 II 187. Date.
Paris, 26 mars 1884. — S. 86 II 28. Envoi en possession.
Nancy, 24 mai 1884. — S. 84 II 187. Date.
Caen, 16 avril 1885. — D. 90 II 357. Date.
Bordeaux, 23 juin 1885. — S. 85 I 185. Dépôt chez un notaire.
Toulouse, 13 avril 1886. — S. 87 II 76. Ecriture.
Lyon, 19 juin 1886. — S. 86 II 247. Vérification d'écriture.
Amiens, 29 juin 1886. — S. 86 II 247. Vérification d'écriture.
Paris, 10 juillet 1886. — S. 86 II 213. Ordonnance de dépôt.
Paris, 28 janvier 1887. — S. 89 II 20. Scellés.
Pau, 11 juillet 1887. — D. 88 V 480. Date.
Nancy, 10 mars 1888. — S. 89 II 105. Date.
Chambéry, 20 novembre 1888. — S. 89 II 237. Vérification d'écriture.
Caen, 9 avril 1889. — S. 89 II 134. Date.
Orléans, 15 mai 1889. — S. 89 II 207. Lacération.
Angers, 26 juin 1889. — S. 89 II 237. Vérification d'écriture.
Amiens, 9 juillet 1889. — S. 90 II 140. Envoi en possession.
Orléans, 11 février 1892. — S. 92 II 169. Présentation au président.
Paris, 25 mars 1892. — S. 92 II 188. Envoi en possession.
Nîmes, 30 mars 1892. — S. 92 II 284. Date.
Orléans, 11 novembre 1892. — S. 92 II 169. Présentation au président.
Toulouse, 14 novembre 1892. — S. 93 II 36. Vérification d'écriture.
Besançon, 23 novembre 1892. — S. 92 II 23. Scellés.
Nancy, 20 décembre 1892. — S. 94 II 133. Envoi en possession.
Rouen, 13 juin 1893. — D. 94 II 207. Ecriture.
Nancy, 6 janvier 1894. — D. 94 II 167. Date.
Paris, 15 janvier 1894. — S. 94 I 168. Envoi en possession.
Bordeaux, 31 janvier 1894. — Journal de Bordeaux, 1894 I 96. Signature.
Dijon, 1^{er} juin 1894. — S. 94 II 280. Envoi en possession.
Aix, 15 mars et 17 juillet 1894. — S. 96 II 169. Ordonnance de dépôt.
Nîmes, 8 janvier 1895. — S. 96 II 126. Lacération.
Dijon, 24 janvier 1896. — D. 97 II 307. Envoi en possession.
Paris, 11 février 1896. — S. 96 II 159. Vérification d'écriture.

Paris, 26 février 1896. — S. 98 II 238. Reconnaissance d'enfant naturel.

Paris, 25 mars 1896. — S. 96 II 262. Scellés.

Amiens, 6 août 1896. — S. 98 II 102. Présentation au président.

Bordeaux, 5 avril 1897. — S. 97 II 267. Vérification d'écriture.

Agen, 12 mai 1897. — S. 97 II 267. Vérification d'écriture.

Beauvais, 1^{er} juillet 1897. — D. 98 II 502. Ecriture.

Rouen, 22 décembre 1897. — D. 98 II 318. Ecriture.

Nancy, 13 mai 1899. — D. 1900 II 165. Date.

Douai, 31 juillet 1899. — D. 1900 II 310. Date.

Rouen, 17 janvier 1900. — D. 00 I 247. Ecriture.

Lyon, 30 mars 1900. — D. 01 II 202. Date.

Paris, 17 mai 1900. — S. 00 II 237. Signature.

Bordeaux, 5 juillet 1900. — Journal de Bordeaux. — 1900 I 365.

Signature.

Bourges, 18 novembre 1903. — S. 04 II 228. Date.

Lyon, 23 mars 1904. — S. 05 II 303. Ecriture.

Lyon, 26 mai 1904. — D. 05 II 216. Ecriture. Date.

Pau, 10 juin 1904. — S. 05 II 199. Envoi en possession.

Nancy, 22 octobre 1904. — S. 05 II 165. Ecriture.

Bourges, 3 juillet 1905. — S. 06 II 71. Ecriture.

Orléans, 8 mars 1906. — S. 07 II 77. Date.

Dijon, 26 juin 1907. — S. 09 II 75. Envoi en possession.

Poitiers, 3 août 1907. — S. 08 II 277. Envoi en possession.

Bourges, 15 janvier 1908. — D. 09 II 120. Signature.

Riom, 27 mai 1908. — S. 08 II 283. Date.

Caen, 6 juillet 1908. — D. 09 II 168. Ecriture.

Rennes, 9 juillet 1908. — S. 09 II 38. Envoi en possession.

Besançon, 15 juillet 1908. — D. 10 II 313. Ecriture.

Paris, 23 décembre 1909. — S. 11 II 101. Ordonnance de dépôt.

Aix, 9 juin 1910. — *Gaz. trib.*, 1910. Ecriture.

Grenoble, 17 février 1911. — S. 11 II 79. Signature.

Pau, 27 février 1911. — S. 11 II 101. Ordonnance de dépôt.

Toulouse, 20 mai 1912. — *Gaz. trib.*, 23 août 1912. Signature.

Ecriture.

Amiens, 3 juillet 1912. — S. 13 II 73. Date.

Pau, 15 juillet 1913. — S. 13 II 271. Date.

Paris, 20 décembre 1913. — S. 15 II 54. Ecriture.

Rouen, 13 mai 1914. — *Gaz. trib.*, 14. Ecriture.

Poitiers, 24 janvier 1916. — D. 20 II 135. Ecriture.

Toulouse, 3 décembre 1917. — S. 20 II 3. Ecriture.

Poitiers, 27 janvier 1919. — S. 18-19 II 112. Envoi en possession.
Nancy, 29 juin 1921. — S. 21 II 128. Date.
Besançon, 15 novembre 1921. — S. 23 II 38. Signature.
Paris, 30 décembre 1921. — D. 22 II 35. Signature.
Lyon, 22 février 1922. — D. 23 II 72. Ecriture.
Lyon, 26 octobre 1922. — D. 23 II 180. Ecriture.
Lyon, 4 janvier 1923. — D. 23 I 182. Ecriture.
Nancy, 26 octobre 1923. — S. 24 II 102. Date.
Paris, 28 mai 1924. — D. 26 II 56. Date.
Paris, 8 octobre 1925. — D. 26 II 38. Date.
Angers, 16 novembre 1926. — S. 27 II 101. Ecriture.
Caen, 10 novembre 1927. — S. 28 II 69. Envoi en possession.
Signature.

III — JUGEMENTS DES TRIBUNAUX CIVILS

Seine, 26 mai 1853. — S. 53 II 588. Dépôt chez un notaire.
Vendôme, 9 août 1884. — S. 85 II 230. Signature.
Baugé, 14 juin 1898. — D. 99 II 325. Signature.
Pontarlier, 29 septembre 1903. — D. 04 II 131. Vérification
d'écriture.
Dôle, 12 mars 1908. — D. 08 V 47. Ecriture.
Narbonne, 26 octobre 1911. — S. 12 II 262. Scellés.
Saint-Gaudens, 13 mars 1912. — S. 12 II 228. Séquestre.
Seine, 12 juin 1912. — S. 14 II 232. Envoi en possession.
Senlis, 9 décembre 1913. — *Gaz. Pal.*, 1914 I 386. Ecriture.

IV. — DÉCISIONS DES JURIDICTIONS ÉTRANGÈRES

Bruxelles, 19 octobre 1807. — S. 13 II 334. Ecriture.
Liège, 19 avril 1809. — R. 2625. Ecriture.
Bruxelles, 21 juin 1810. — S. 11 II 49. Force probante.
Turin, 18 août 1810. — S. 11 II 149. Force probante.
Liège, 28 février 1812. — S. 13 II 336. Date. Signature.
Liège, 23 juin 1823. — R. n° 2673. Date.
Cour de Cassation de Bruxelles, 4 décembre 1823. — S. 1825
I 286. Date.
Liège, 9 juin 1838. — R. n° 2607. Ecriture.
Gand, 28 mars 1856. — S. 57 II 119. Envoi en possession.
Cour de Cassation de Bruxelles, 2 avril 1857. — D. 57 II 142.
Date.
Cour de Cassation de Bruxelles, 26 mars 1875. — D. 75 II 217.
Date.

Turin, 4 mars 1881. — S. 82 IV 14. Date.

Cour de Cassation de Bruxelles, 13 avril 1882. — S. 82 IV 43.
Date.

Leipzig, 7 juillet 1884. — S. 86 IV 11. Date.

Gand, 29 juin 1889. — S. 91 IV 14. Vérification d'écriture.

Cour de Cassation de Bruxelles, 14 mars 1895. — D. 96 II 283.
Date.

Venise, 7 mars 1899. — S. 02 IV 21. Révocation.

Cour de Cassation de Rome, 4 mai 1901. — S. 05 IV 9. Date.

Palerme, 5 mars 1901. — S. 05 IV 9. Date.

Bruxelles, 19 janvier 1905. — S. 06 IV 8. Signature.

TABLE DES MATIERES

	Pages
INTRODUCTION. — Origine du testament olographe. — Nature. — Inconvénients et avantages. — Importance grandissante (Droit français et droits étrangers). — Délimitation du sujet. — Plan.....	1
CHAPITRE I. — <i>L'Ecriture</i>	17
SECTION I. — <i>En quoi consiste l'obligation d'écrire soi- même son testament.</i> — 1. Aide fournie par un tiers. — 2. Addition apportée par une main étrangère.....	18
SECTION II. — <i>Termes employés; références à d'autres actes.</i> — 1. Termes employés. — 2. Références à d'autres actes.....	21
SECTION III. — <i>Forme extérieure du testament</i>	26
CHAPITRE II. — <i>La date</i>	33
SECTION I. — <i>Eléments et place de la date.</i> — 1. De quoi se compose la date. — 2. Place de la date.....	35
SECTION II. — <i>Dispositions successives et distinctes. — Le testament sur feuilles séparées.</i> — 1. Dispositions successives et distinctes. — 2. Le testament sur feuilles séparées.	40
SECTION III. — <i>La date des ratures, interlignes et clauses additionnelles.</i>	43

SECTION IV. — <i>La fausse date.</i> — 1. Nécessité d'une date exacte. — 2. Rectification de la date inexacte.....	46
CHAPITRE III. — <i>La signature</i>	59
SECTION I. — <i>En quoi consiste la signature.</i> — <i>Ses éléments</i>	59
SECTION II. — <i>Place de la signature.</i> — 1. La signature peut-elle être incorporée dans une phrase ? — 2. La signature doit-elle se trouver obligatoirement à la fin de l'acte ? — 3. La signature peut-elle se trouver sur l'enveloppe ?	
CHAPITRE IV. — <i>Formalités postérieures à la rédaction du testament</i>	71
SECTION I. — <i>Formalités antérieures au décès du testateur</i>	71
SECTION II. — <i>Formalités à remplir après le décès du testateur.</i> — 1. Présentation au Président du Tribunal. — 2. Dépôt chez un notaire. — 3. L'envoi en possession. En quoi consiste l'envoi en possession. Président compétent, son rôle. — Nature de l'ordonnance d'envoi en possession.	73
APPENDICE. — <i>Formalités postérieures au décès du testateur en droit anglais.</i>	86
CHAPITRE V. — <i>Force probante du testament olographe.</i>	89
SECTION I. — <i>Force probante de l'écriture et de la signature.</i> — 1. Charge de la preuve. — 2. Procédure de la vérification d'écritures. Mesures conservatoires.....	90
SECTION II. — <i>Force probante de la date.</i> — 1. Charge de la preuve. — 2. Administration de la preuve de la fausse date. — A. Principe de la preuve racine. — B. Principe de la divisibilité.....	102
CHAPITRE VI. — <i>La révocation et la destruction du testament olographe.</i>	111

SECTION I. — <i>Révocation résultant d'un acte postérieur</i>	111
SECTION II. — <i>Destruction du testament olographe</i>	114
CONCLUSION.	119
BIBLIOGRAPHIE.	125
Table des arrêts et jugements.	128



